

République Algérienne démocratique et populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

L'Ecole supérieure de commerce

ESC

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de master en
sciences commerciales et financières.**

Option : finance monnaie et banque

Thème :

L'impact du financement bancaire sur les PME

Elaboré par : Bencherchali Lina

Encadré par : Dr. Tari Mohamed Larbi

Lieu de stage : Crédit Populaire d'Algérie CPA, Agence -199- Blida.

Durée de stage : De 13/02/2023 à 13/03/2023

Année universitaire 2022/2023

République Algérienne démocratique et populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

L'Ecole supérieure de commerce

ESC

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de master en
sciences commerciales et financières.**

Option : finance monnaie et banque

Thème :

L'impact du financement bancaire sur les PME

Elaboré par : Bencherchali Lina

Encadré par : Dr. Tari Mohamed Larbi

Lieu de stage : Crédit Populaire d'Algérie CPA, Agence -199- Blida.

Durée de stage : De 13/02/2023 à 13/03/2023

Année universitaire 2022/2023

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Tout d'abord, ma mère, qui sans elle rien de ça n'aurait vu le jour, ainsi que les membres de ma famille pour leur soutien inconditionnel et leur confiance en moi au cours de mon cursus.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance envers mon meilleur ami pour ses encouragements et son aide.

De même, je remercie l'ensemble de l'équipe de l'agence -CPA 199- ou j'ai accompli mon stage et notamment Mr Boukenoui, Mr Belhakem, Mme Kaid et Mr Tebbani ainsi que mon encadrant Mr Tari pour leur temps et leur expertise, qui ont permis d'améliorer significativement la qualité de l'expérience passé auprès d'eux.

Enfin, je voudrais remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à ce projet et qui ont contribué à sa réussite.

Dédicaces

Je dédie ce mémoire à ma mère, et tous mes proches.

Votre soutien inconditionnel, votre patience et votre bienveillance ont été ma source d'inspiration et de motivation tout au long de mes études.

Et une grande pensée à mon grand père décédé qui croyais beaucoup en moi et qui aurais été si fier.

Sommaire

REMERCIEMENTS	4
DEDICACES	5
SOMMAIRE	I
LISTE DES ABREVIATIONS	II
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES FIGURES	V
RESUME	VI
SCHEMA RECAPITULATIF	VII
INTRODUCTION GENERALE	A
CHAPITRE 01 : GENERALITE SUR LES PME ET LES BANQUES	1
SECTION 01 : PRESENTATION DE LA PME	3
SECTION 02 : LA BANQUE	12
SECTION 03 : LA RELATION « BANQUE -PME ».....	20
CHAPITRE 02 : LE FINANCEMENT DES PME	26
SECTION 01 : MODALITES DE FINANCEMENT	28
SECTION 02 : LE RECOURS AU CREDIT BANCAIRE.....	40
SECTION 03 : ANALYSE FINANCIERE.....	52
CHAPITRE 03 : ANALYSE FINANCIERE D'UN CREDIT D'EXPLOITATION	61
SECTION 01 : PRESENTATION DE L'ORGANISME D'ACCUEIL	63
SECTION 02 : ETUDE DE CAS D'UN DOSSIER D'EXPLOITATION.....	67
SECTION 03 : ANALYSE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE.....	70
CONCLUSION GENERALE	84
BIBLIOGRAPHIE	89
ANNEXES	94
TABLE DES MATIERES	97

Liste des abréviations

ANADE : L'Agence Nationale D'appui Et De Développement De L'entrepreneuriat
ANDI : Agence Nationale de Développement des Investissements
ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes
BA : Banque d'Algérie
BADR : Banque d'Agriculture et de Développement Rural
BDL : Banque de Développement Local
BFR : Besoin de Fond de Roulement
BNA : Banque Nationale d'Algérie
BTPH : Bâtiment des Travaux Publics
CA : Chiffre d'affaires
CAF : Capacités d'Autofinancement
CMC : Conseil de Monnaie et du Crédit
CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage
CNEP : Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance
CNI : Conseil National de l'Investissement
DCT : Dette à Court Terme
DLMT : Dette à Long et Moyen Terme
EAP : Les Effets A Payer
EENE : Effet Escompté Non Echu
EPE : Entreprise Publique Economique
EURL : Société A Responsabilité Limitée
FGAR : Fond de Garantie des crédits aux petite moyenne entreprise
FR : Fond de Roulement
OCDE : Organisation de Coopération et Développement Economique
ONS : Office Nationale des Statistique
PDG : Président Directeur Général
PIB : Produit Intérieur Brut
PME : Petite Moyenne Entreprise
SARL : Société à Responsabilité Limitée
SIG : Les Soldes Intermédiaires De Gestion
SNC : Société en Nom Collectif
SPA : Société Par Action

TCR : Tableau Compte Résultat

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

TN : Trésorerie Nette

TPE : Très Petite Entreprise

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VA : Valeur Ajoutée

VD : Valeur Disponible

VE : Valeur d'Exploitation

VI : Valeur immobilisé

VR : Valeur Réalisable

Liste des tableaux

Tableau 1: Définition juridique de la PME en Europe selon l'OCDE	3
Tableau 2: Quote-part de projet selon la branche d'activité 1982-1984	8
Tableau 3: Evolution du nombre de PME en Algérie de 2019 à 2022	9
Tableau 4: Les modalités de financement triangulaire de l'ANGEM	33
Tableau 5: Le montant de l'investissement inférieur ou égal à 5.000.000 DA.....	35
Tableau 6: Le montant de l'investissement supérieur à 5.000.000 DA et inférieur ou égal à 10.000.000 DA.	35
Tableau 7: la constitution du capital de El Djazair Istithmar	38
Tableau 8: Evolution du capital social du CPA	64
Tableau 9: Mouvements confiés	69
Tableau 10: Actif du bilan financier	70
Tableau 11: Condensé de l'actif du bilan financier	71
Tableau 12: Passif du bilan financier	74
Tableau 13: Passif du bilan financier condensé.....	74
Tableau 14: Le compte de résultat.....	76
Tableau 15: Les grandes masses du bilan financier.....	77
Tableau 16: Ratios de gestion de trésorerie	78
Tableau 17: Ratios de liquidité	79
Tableau 18: Ratios de rentabilité	79
Tableau 19: Ratios de structure financière	80
Tableau 20: Ratios de solvabilité.....	81

Liste des figures

Figure 1: Financement selon la phase de croissance des PME.....	30
Figure 2: « Les différents modes de financement ».....	31
Figure 3: « Les différents modes de financement ».....	53
Figure 4: organigramme d'agence de première catégorie.....	65
Figure 5: La structure de l'actif	71
Figure 6: Structure de l'actif courant	73
Figure 7: structure du passif.....	75

Résumé

Les petites et moyennes entreprises (PME) exercent un rôle essentiel dans le contexte du développement économique et social. L'évaluation de leurs besoins de financement s'articule autour des organismes d'accompagnement créés par l'état mais essentiellement autour du financement bancaire.

Dans notre cas, c'est le crédit populaire d'Algérie (CPA) qui renouvelle une ligne de crédit d'exploitation en adéquation avec les exigences de l'emprunteur, ce qui amène à demander comment celle-ci procède afin de confirmer son éligibilité.

Toutefois, avant de prendre toute décision, la banque met en place un processus distinct, dont l'élément clé réside dans l'analyse financière. Cette analyse s'appuie sur les documents comptables fournis par l'entreprise sollicitant le crédit. La banque utilise divers indicateurs d'équilibre du bilan financier, ainsi que d'autres ratios, afin d'évaluer la santé financière de l'entreprise en question.

Mots clés : PME, financement, CPA, organismes d'accompagnement, emprunteur, document comptable, ratios

Abstract

Small and medium-sized enterprises (SMEs) play a key role in economic and social development. The assessment of their financing needs is based on the support organizations created by the state but mainly on bank financing.

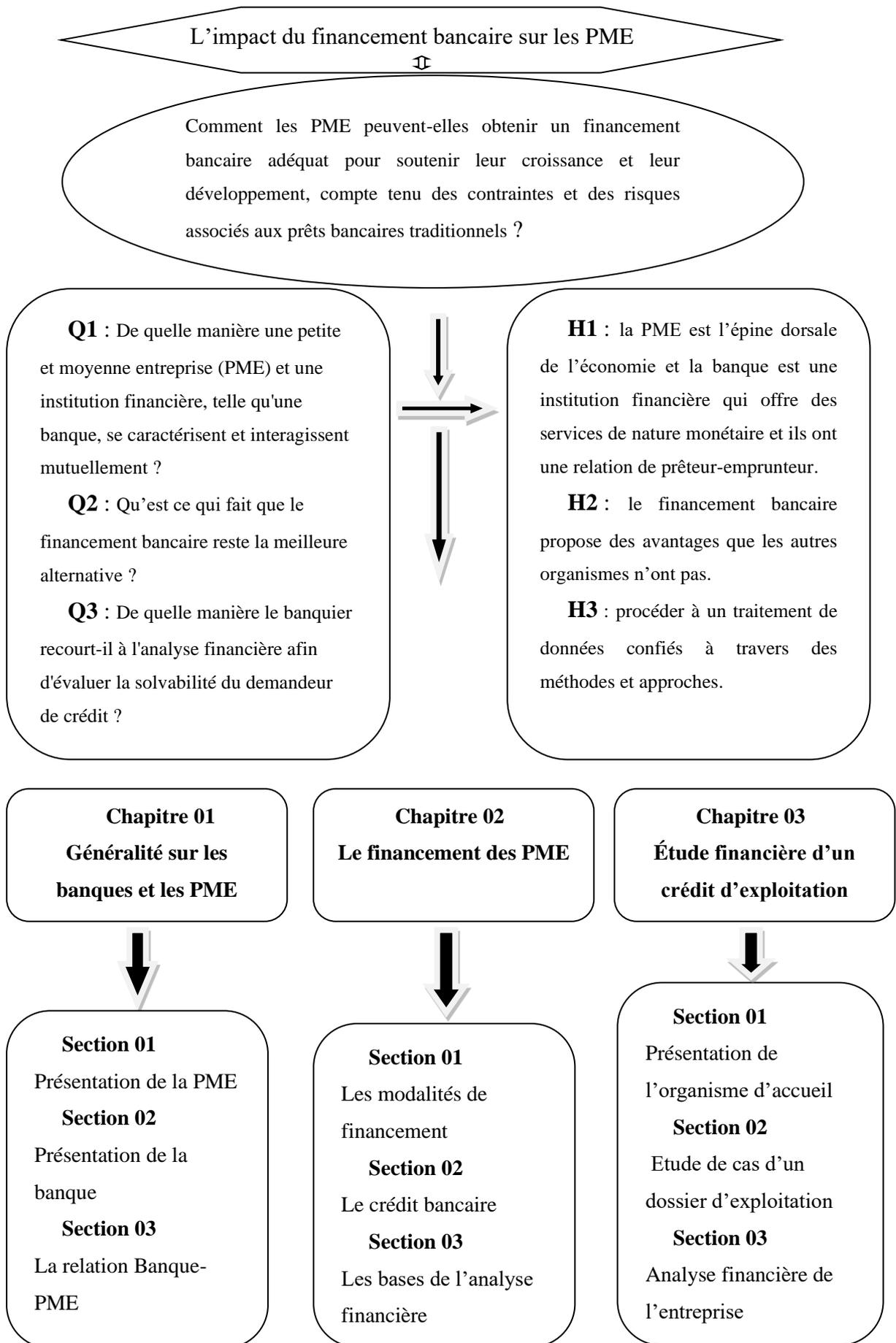
In our case, it is the Crédit populaire d'Algérie (CPA) that grants a line of credit in line with the borrower's requirements and this leads to the question of how it proceeds to confirm its eligibility.

However, before any decision is made, the bank sets up a separate process, the key element of which is the financial analysis. This analysis is based on the accounting documents provided by the company seeking credit. The bank uses various balance sheet indicators, as well as other ratios, to assess the financial health of the company in question.

Keywords :

SMEs, financing, CPA, support organizations, borrower, accounting document, ratios

Schéma récapitulatif



Introduction générale

Introduction générale

Introduction générale

Dans le contexte économique mondial actuel, les grandes entreprises dominent le marché, laissant peu de place aux petites et moyennes entreprises (PME). Ces dernières cherchent désespérément à se démarquer en proposant des services de sous-traitance de qualité ou en offrant des prestations de services innovantes. La crise sanitaire COVID-19, qui a été précédée par une crise économique sévère, a permis de révéler l'importance des PME dans l'économie mondiale, en particulier dans les pays en voie de développement tels que l'Algérie.

Au fil des années, l'Algérie mettra en place de nombreux organismes de soutien aux PME afin de renforcer leur structure financière relativement fragile. Cependant, ces organismes présentent encore certains manquements. Les petites et moyennes entreprises ont donc trouvé leur voie vers la réussite grâce à l'obtention de financements bancaires, qui offrent une variété de produits et une panoplie d'avantages répondant à tous leurs besoins et créant un environnement favorable à leur développement à côté des politiques économiques qui encouragent leur croissance.

Néanmoins, la demande d'octroi de crédit bancaire est soumise à des conditions spécifiques afin d'éviter l'insolvabilité de l'emprunteur et donc le risque de défaut, car ce risque peut avoir des retombées cataclysmiques sur le niveau de liquidité de la banque.

Pour ce faire, une analyse financière rétrospective approfondi doit être établie pour cerner son activité, ses performances et sa structure.

Problématique

Pour conclure, les petites et moyennes entreprises ont un rôle important à jouer dans l'économie et doivent être assistées, Alors : « **Comment les PME peuvent-elles obtenir un financement bancaire adéquat pour soutenir leur croissance et leur développement, compte tenu des contraintes et des risques associés aux prêts bancaires traditionnels ?** »

Et afin de pouvoir répondre à notre question principale nous nous sommes interrogés sur les questions suivantes :

Q1 : De quelle manière une petite et moyenne entreprise (PME) et une institution financière, telle qu'une banque, se caractérisent et interagissent mutuellement ?

Q2 : Qu'est ce qui fait que le financement bancaire reste la meilleure alternative ?

Q3 : De quelle manière le banquier recourt-il à l'analyse financière afin d'évaluer la solvabilité du demandeur de crédit ?

Introduction générale

Hypothèses

H1 : la PME est essentielle à l'économie et la banque est une institution qui pourrait offrir des services de nature monétaire et les deux interagissent dans une relation de prêteur-emprunteur.

H2 : le financement bancaire propose des avantages que les autres organismes n'ont pas

H3 : procéder à un traitement de données confiés puis une interprétation à travers des méthodes et approches d'analyse.

Objectif de l'étude

La prise de décision de la banque algérienne repose sur divers éléments inhérents à cette thématique. En effet, lorsqu'un banquier doit décider d'accorder ou non un crédit à la PME, il se fonde sur les outils de l'analyse financière propres au système bancaire algérien. Par ailleurs, il doit également se concentrer sur les méthodes employées afin d'atteindre une conclusion décisionnelle optimale.

Motif du choix du sujet

Nous avons choisi ce sujet en raison de notre intérêt pour les modes de financement des PME et en particulier pour l'utilisation de l'analyse financière comme outil pour les banquiers, qui est une étape cruciale dans leur processus de prise de décision, et entre autres :

- Sa relation directe avec notre spécialité ;
- l'importance des petites et moyennes entreprises qui ont besoin d'un financement assurant leurs extensions d'activité et leurs croissances en termes d'exploitation ;
- mise au point sur l'ampleur de la contribution des banques dans le développement des PME,
- Amélioration des connaissances sur l'analyse financière.

Etudes antérieures

Des études précédentes ont été menées afin de discuter de l'étendue de cette thématique.

. Elles peuvent être répertoriées de la manière suivante :

1- . Zerguine Nasr-eddine « Le rôle de l'analyse financière dans la rentabilité et la performance de l'entreprise », L'école supérieure de commerce, 2018

La problématique de ce travail était : « Est-ce que L'analyse financière contribue-t-elle à la rentabilité et à la performance des entreprises ? ».

Ce thème a donné lieu à la détermination des pratiques qui ont amené à dégager la santé financière de l'entreprise. Elle pourra aussi intéresser les partenaires de cette institution qui

Introduction générale

suivent de près sa gestion. Enfin, l'étude présente de l'intérêt à toute entreprise commerciale soucieuse d'assurer sa pérennité car l'analyse financière est un instrument dynamique et indispensable à la gestion.

2- Abdelkrim Abderrahmane et Bouzidi Khaled « Financement bancaire des PME Cas crédit d'exploitation » Université de Béjaia, 2021.

La problématique de ce travail était : « Comment les banques financent-elles les petites et moyennes entreprises ? »

Ce thème s'est traduit par l'accès et le choix des PME parmi ces formes de financement dépendent de plusieurs facteurs.

3- Manadi Yousra et Messaoudene Nassia « L'impact du financement bancaire sur le développement des PME en Algérie : Une application empirique » Université de Béjaia, 2022.

La problématique de ce travail était : « existe-t-il une relation significative entre le financement par crédit bancaire et le développement des PME en Algérie ? »

Ce thème a permis de dégager la relation entre le financement bancaire et le développement des PME dans le contexte algérien.

Méthodologie (descriptives en théorie et analytique en pratique)

Afin de valider nos hypothèses, nous avons utilisé les techniques et méthodologies suivantes :

1. Dans la partie théorique on va utiliser la méthode descriptive et déductive basée sur les recherches bibliographiques : ouvrages, article, revue, thèses, sites internet ...

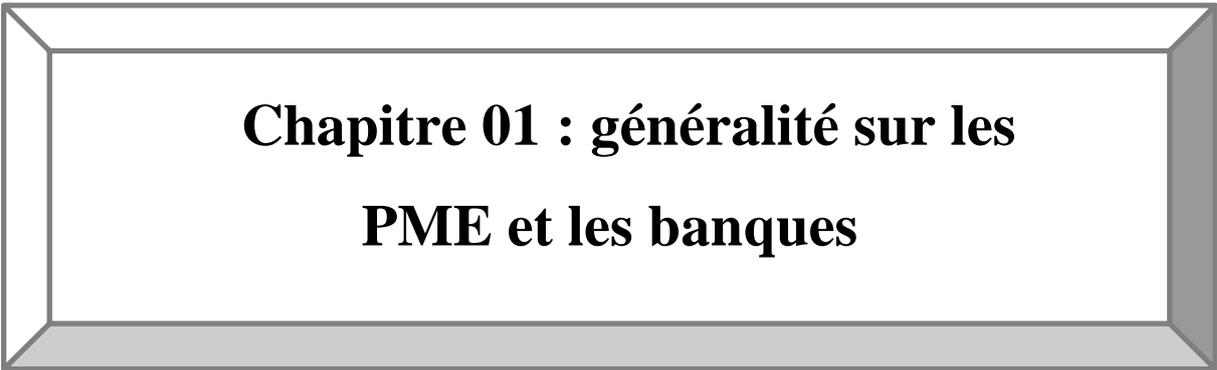
2. Dans la partie pratique on va utiliser une méthode analytique pour calculer et interpréter les résultats puis les comparer avec ceux de la banque.

Plan de travail

1. Le premier chapitre tient compte des aspects théoriques des notions de la PME, de la banque et la relation de prêteur-emprunteurs qu'ils entretiennent.

2. Le deuxième chapitre illustre les sources de financement proposés par l'état (organismes de crédits, de garanties...etc) et la primauté du crédit bancaire pour combler les besoins de la PME.

3. Dans le troisième chapitre nous analyserons les méthodes d'analyse financière afin de définir l'éligibilité de l'emprunteur au crédit d'exploitation.



**Chapitre 01 : généralité sur les
PME et les banques**

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Introduction du premier chapitre

Dans ce chapitre nous allons traiter dans un premier temps tout ce qui concerne les notions de PME et souligner son importance capitale dans la conception d'une économie diversifiée et solide par rapport à son apport en termes d'innovation ainsi que dans le marché de travail.

Nous allons également aborder la présence des petites et moyennes entreprises sur le marché algérien qui peuvent être confrontées à des défis et des obstacles qui limitent leur croissance et leur développement mais aussi les perspectives d'avenir mise en place pour faire prospérer celles-ci.

Dans un second temps, nous allons introduire la , banque comme institution financière dont la fonction principale est la collecte de fond et l'octroi de crédit, chose par laquelle elle va intervenir pour soutenir financièrement la PME à travers une gamme de crédits qu'elle propose afin de répondre aux besoins de l'entreprise et par la même occasion nous allons souligner l'évolution graduelle du secteur bancaire algérien pour en arriver à la structure bancaire actuelle qui représente un appui puissant pour toutes les entreprises et spécialement les PME.

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Section 01 : présentation de la pme

Introduction

Il est indiscutable que le nombre et la qualité des PME sont des déterminants pour l'avenir économique car c'est là que se crée et se renouvelle continuellement le tissu industriel d'un pays. Les PME sont une source indispensable de créativité, de dynamisme et d'emploi.

1 Définition de la PME

1.1 Définition

La PME semble un projet d'études dont la définition va de soi. Or dès que l'on souhaite préciser le champ couvert, on se heurte à de nombreuses difficultés.

L'Encyclopédie de l'économie et de la gestion définit les petites et moyennes entreprises « comme des entreprises juridiquement et financièrement indépendantes dans lesquelles le dirigeant assume la responsabilité financière, technique et sociale sans que ces éléments soient dissociés ». La PME est alors appréhendée de manière qualitative, on rappelle tout en soulignant les limites : le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, le total du bilan ou encore la capitalisation boursière. Une entreprise de moins de 200 personnes ou de moins de 50 millions de CA de la mécanique de précision sera, pour son secteur, une grande entreprise, alors que dans la construction automobile, elle sera considérée comme une PME ce qui souligne la difficulté de la définition en terme quantitatif. ¹

Tableau 1: Définition juridique de la PME en Europe selon l'OCDE

Pays	Effectif	CA annuel (euro)	Total bilan (euro)	
Micro-entreprise	De 1 à 9	< 2 millions	< 2 millions	Moins de 25 % du capital ou des droits de vote détenus par une entreprise.
Petite entreprise	De 10 à 49	< 10 millions	< 10 millions	
Moyenne entreprise	De 50 à 249	< 50 millions	< 43 millions	
Grande entreprise	Plus de 250	> 50 millions	> 43 millions	

Source : fait par l'étudiante à partir d'article de l'OCDE « entreprise selon leur taille » site : data.oecd.org/fr/entrepreneur/entreprises-selon-leur-taille. Consulté le 12/01/2023 à 23h32

¹ B. Bellerante, N. Levratto, B. Pranque « Diversité économique et modes de financement des PME » Edition l'Harmanttan, 2005 ; P24

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Le facteur humain est reconnu également pour être un facteur d'envergure à côté des critères quantitatifs (effectif et chiffre d'affaires) ou le professeur J.E BOLTON dans les résultats de son analyse de la problématique de la PME en grande Bretagne a affirmé que cette dernière repose sur trois critères :

- La gestion se fait de manière personnalisée (le dirigeant) et non par le biais d'une structure managériale formalisée en raison de son organigramme plat.
- Une part de marché relativement restreinte dû au manque de pouvoir réel sur l'environnement économique.
- Les filiales de grandes sociétés sont alors exclues de la définition¹

1.2 Définition de la PME dans le contexte algérien

La PME est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services :

- employant une (1) à deux cent cinquante (250) personnes ;
- dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas quatre (4) milliards de dinars algériens ou dont le total du bilan annuel n'excède pas un (1) milliard de dinars algériens ; Entreprise indépendante : l'entreprise dont le capital n'est pas détenu à 25% et plus par une ou plusieurs autres entreprises ne correspondant pas à la définition de la PME.

Par contre il est à noter que lorsqu'une entreprise enregistre un nombre d'employés qui la classe dans une catégorie de PME et un chiffre d'affaires ou un total du bilan qui la classe dans une autre catégorie, le critère du chiffre d'affaires ou du total du bilan, prime pour sa classification.

A partir de cette structure, un octroi de tout appui, aide et soutien prévu au profit des PME et leur accompagnement pour dans un but de prospérité économique.

D'autant plus, les petites et moyennes entreprises dont le capital social est détenu au moins à 49% par une ou plusieurs sociétés de capital investissement Bénéficient des mesures d'appui, prévues par la présente loi.²

¹ N. Champroux, O. Frayssé, « entreprises et entrepreneurs dans leur environnement en Grande Bretagne et aux Etats-Unis », Presse Sorbonne Nouvelle, 2005, page 65

² Journal officiel Loi n° 17-01 du 10 janvier 2017, chapitre 2 « DE LA DEFINITION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE » art 5, art 7, art 11, art 14.

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

2 Caractéristiques des PME

Les caractéristiques spécifiques de la PME font objet de plusieurs caractéristiques, les plus importantes, et souvent rencontrées, se résument dans les points suivants :

- Concentration de la décision dans la petite entreprise ; c'est-à-dire une personnalisation de la gestion ; les décisions sont prises généralement par une seule personne qui est responsable du contrôle et du développement de l'entreprise.

- C'est le patron : « la petite entreprise est justement celle dans laquelle la direction, sinon le dirigeant assume la responsabilité technique et financière ; c'est-à-dire contrôle le développement de celle-ci. »¹

- Les PME sont caractérisées par des niveaux hiérarchiques très courts, car la prise de décision passe généralement par un individu ou une équipe selon le statut de l'entreprise.

- La décision de réaliser un projet ou d'utiliser des ressources se réalise rapidement par le patron parce que c'est la seule personne qui a cette autorité de la manière suivante : intuition, décision, action ...etc.

- Une capacité de financement réduite : généralement, le financement est de type familial et de voisins.

- La concentration dans le marché local : peu de PME exportent sur des marchés étrangers.

3 Rôle des PME

3.1 Sur le plan économique

- **Contribution au produit intérieur brut (PIB)**

La contribution des PME au PIB est estimée à moins de 20% dans la plupart des pays africains, alors qu'elle peut atteindre jusqu'à 60 % dans les pays à haut revenu.

- **Rôle des PME dans le processus d'internationalisation de l'économie**

En distinguant l'espace de localisation de l'espace de fonctionnement, quatre catégories de firmes sont définies : les PME locales, globales, internationales et globales.

- **L'exportation**

Les PME sont une source majeure de recettes à l'exportation pour certains pays en développement à travers leurs produits manufacturés.

¹ Pierre-André JULIEN, Michel Marchesnay , « La petite entreprise », Vuibert, Paris, 1987, page 57

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

- **L'investissement**

Les PME sont considérées comme des investisseurs dans l'économie de la connaissance et la recherche et développement.

- **L'innovation**

Les PME sont particulièrement innovantes, parce qu'elles adoptent, conçoivent et produisent de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de production.¹

3.2 Sur le plan social

- **La création d'emploi**

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois, fournissant deux-tiers de tous les emplois formels dans les pays en développement et jusqu'à 80 pour cent dans les pays à faible revenu. D'après les estimations de l'organisation internationale du travail, la contribution des PME à l'emploi dans les pays à revenu élevé dépasse 60% est également deux fois supérieure à celle constatée dans les pays à faible revenu.²

4 Diagnostic économique des PME

La valeur de la PME se trouve dans les différents éléments qui la constituent ; l'environnement par exemple devient pertinent si la PME est vigilante et capable de réduire les contraintes et les désavantages de son entourage, pour cela il faut munir un diagnostic qui sera de base à toute analyse et stratégie du comportement de l'entreprise.

4.1 Diagnostic interne

Le diagnostic interne repose sur les différents documents internes de l'entreprise, l'examen de ces documents permet de décrire son évolution et ses contradictions, ces documents traitent en général trois grands aspects : juridique, humain, commercial.

- **Aspect juridique** : la mise en place de la position juridique de l'entreprise est importante, elle encadre tout comportement interne ou externe de l'entité, avec les créanciers ou tierces personnes physiques ou morales ; et permet de connaître les obligations et le pouvoir de détenteurs de fonds. En outre le statut de l'entreprise, la répartition du capital, les contrats avec les tiers, d'achats et de ventes, les participations,

¹El Saady., « le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) au sein des économies méditerranéennes : l'expérience égyptienne », revue économie et territoire, 2011,

²Berrios.M et Pilgrim.M, « PME et création d'emplois : Les petites entreprises sont-elles toujours les meilleures ? », Revue de PME et création d'emplois, 2013

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

contrats d'acquisition - vente - location d'actif sont des outils juridiques d'analyse et de diagnostic.

- **Aspect humain (ressources humaines)** : le diagnostic interne des ressources humaines n'est pas qu'une analyse des informations concernant l'emploi, les employés, la position de travail ou les ouvriers, mais également une base de décision. Chaque PME essaie de rester légère c'est-à-dire minimiser son personnel qu'elle voit « inutile ».
- **Aspect commercial** : c'est le plus important, et repose principalement sur les documents financiers, commerciaux et stratégiques en rassemblant deux optiques différentes.
 - 1) Optique comptable/ financière : consiste à tirer les informations financières à partir des états financiers et traitement de tout document comptable exigible ou pas.
 - 2) Optique stratégique : elle se pose principalement sur la maîtrise de portefeuille d'activité, donc c'est une analyse générale de tous les produits ou les gammes ainsi que leur capacité de résistance et les parts de marché.

4.2 Diagnostic externe

Définition de l'environnement de l'entreprise : c'est l'ensemble des facteurs non contrôlables par l'entreprise et susceptibles d'avoir un impact sur son activité selon les cas, ces facteurs constituent des opportunités ou des menaces.

Les composantes de l'environnement :

- 1- Le micro-environnement : c'est l'ensemble des partenaires commerciaux directs ou indirects de l'entreprise : fournisseurs, intermédiaires, distributeurs, consommateurs finaux.
- 2- Le macro-environnement : c'est le contexte général des structures et évolutions dans lesquelles l'entreprise se trouve sur les plans regroupés en PESTEL.

5 La PME en Algérie

5.1 Evolution du secteur des PME en Algérie

Il est important de mentionner que le secteur des PME en Algérie est considéré comme un moteur de croissance économique et de création d'emplois dans le pays.

La PME algérienne est née dans sa majorité après l'indépendance ; elle n'a évolué que très lentement sans disposer d'une infrastructure et d'une superstructure adaptées ni d'une expérience historique acquise. Globalement trois périodes bien distinctes ont caractérisé l'évolution de la PME depuis l'indépendance :

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

- **La première période** : a duré de l'indépendance jusqu'en 1988, s'est distinguée par une réglementation portée essentiellement sur la limitation de l'expansion de la PME privée, en notant la mise en place d'un nombre appréciable de PME de droit public, notamment au niveau des collectivités locales suite à un code qui prévoyait le monopole de l'état sur les secteurs vitaux en imposant un agrément basé sur des critères très sélectifs par la commission nationale des investissements (CNI), ce qui a amené à freiner l'économie algérienne par un discours politique d'une Algérie socialiste qui lui était de plus en plus hostile.

- **La deuxième période** : entamée graduellement à partir de 1982, suite à la promulgation loi du 21/08/1982) qui va faire bénéficier les PME de certaines mesures notamment :

- le droit de transfert nécessaire pour l'acquisition des équipements et dans certains cas des matières premières.

- l'accès, même limité, aux autorisations globales d'importation (A.G.I).

- le financement par les banques est limité à 30 % du montant des investissements agréés.

- l'interdiction est faite d'être propriétaire de plusieurs affaires

En 1983, un Office pour l'Orient, le Suivi et la Coordination de l'Investissement Privé (OSCIP) est créé et a pour missions principales d'orienter l'investissement privé national vers des activités et régions susceptibles de répondre aux besoins du développement et d'assurer sa complémentarité avec le secteur public et d'assurer une meilleure intégration de l'investissement privé.

Tableau 2: Quote-part de projet selon la branche d'activité 1982-1984

Branche d'activité/Années	Nombre de Projets et part selon les branches d'activités				
	Agro-alim.	textile	Mat.const.	ISMME	Total
1982	21 %	19 %	27 %	3 %	104
1983	29 %	14 %	13 %	12 %	376
1984	15 %	10 %	12 %	12 %	624

Source : Rapport national économique et social, « Pour une politique de développement de la pme en algerie »

- **La troisième période** : de 1988 à 2023

Un nouveau cadre législatif a été mis en place et des réformes structurelles sont engagées ; ce cadre se fixe des objectifs :

- la substitution d'une économie de marché à une économie gérée administrativement ;

- la recherche d'une plus grande autonomie des entreprises publiques devant être régies par des règles de commercialité ;

- une libéralisation des prix du commerce extérieur et des changes ;

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

- l'autonomie des banques commerciales et la Banque d'Algérie.

Toutes les entreprises algériennes qu'elles soient publiques ou privées bénéficient désormais d'un même traitement depuis la suppression totale des monopoles jusqu'à la liberté d'accès au commerce extérieur.¹

En 2017 le conseil de la nation a décidé d'adopter des nouvelles mesures qui ont pour objectifs d'améliorer l'environnement de la PME, encourager l'émergence des PME, notamment innovantes, et leur pérennisation.

Tableau 3: Evolution du nombre de PME en Algérie de 2019 à 2022

Année	2019	2020	2021	2022
PME				
Nombre (millions)	1.014	1.231	1.286	1.320
Taux d'évolution (%)	-12	16	4	2.5

Source : Réalisé par l'étudiante à partir du bulletin de d'information statistique de la PME, édition mars 2022, N°40.

❖ Commentaires

Il semble y avoir une augmentation du nombre de PME en Algérie au cours des dernières années, passant de 1,014 millions en 2019 à 1,320 millions en 2022. Cette augmentation peut être interprétée comme une amélioration de l'environnement économique et des opportunités d'affaires en Algérie.

Cependant, il convient de noter que les chiffres présentés ne tiennent pas compte des PME qui ont fermé leurs portes au cours de cette période, ce qui pourrait affecter l'interprétation de ces données.

5.2 Les contraintes de développement des PME en Algérie

Les PME, même dans les économies puissantes, pensent que l'accès au financement, en particulier à moyen et long terme, est l'un des principaux obstacles qui les empêchent de se développer et d'investir. L'accès aux sources de financement est particulièrement difficile pour les PME qui ne disposent pas de garanties suffisantes, n'ont pas de références établies, ni d'historique de crédit. L'entreprise algérienne n'échappe pas à cette règle. Le rapport des actes des assises nationales de la PME (Janvier 2004) a récapitulé les difficultés financières que rencontrent les PME algériennes :

- L'appui des banques n'est pas en adéquation aux besoins de financement des PME, les procédures d'octroi de crédits sont fastidieuses et inadaptées aux nouvelles données

¹ Conseil National Economique et Social, Rapport : « POUR UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PME EN ALGERIE », Juin 2002, P6.

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

économiques car les banques n'ayant pas encore achevé leurs transformations aux nouvelles exigences du marché libre.

- Le coût du crédit est relativement élevé, les garanties exigées par les banquiers sont excessives et les délais de traitement des demandes de crédit et des opérations sont trop longs.

- la réglementation des changes n'est pas efficace, elle n'est pas adaptée aux échanges de services.

- L'absence de notion de partage de prise de risque chez les institutions de financement.

- Un régime de fiscalité lourd, qui n'a pas une vision stratégique de développement, ni une parafiscalité qui encourage l'emploi ce qui pousse les pme aux ressources de financement familiales (l'autofinancement) et à celles des réseaux de financement informel, pour survivre, en attendant l'assainissement du réseau formel et l'assouplissement des conditionnalités.

5.3 Perspectives et politiques de développement de la PME

Au cours des dernières années, et pour surmonter les contraintes et les obstacles liés à l'accès au financement bancaire, le gouvernement algérien a décidé de mettre en place une série de réglementation visant à encourager la création et le développement des PME, telles que des incitations fiscales, des programmes de financement et des formations pour les entrepreneurs. Ces efforts ont contribué à stimuler l'activité économique dans le pays et ont permis à un certain nombre de PME de se développer.

Cependant dans le journal officiel de 2018 ont été mentionnées les détails de volonté de propulser l'engagement de l'état envers les PME algériennes. Et c'est comme suit :

Appui au développement des PME¹

- Le financement des dépenses de fonctionnement de l'organisme responsable du développement de la PME.
- Le financement des actions d'aide et de soutien à la PME, au titre de :
 - La mise en œuvre des programmes de modernisation des PME.
 - La promotion de la culture entrepreneuriale.
 - L'appui à l'innovation dans les PME et les start-ups.
 - L'information, le conseil, l'orientation et l'accompagnement des porteurs de projets et des PME.
 - L'appui à la promotion de la sous-traitance et aux PME sous-traitantes en vue d'homologuer et améliorer la qualité de leurs produits et services.

¹ Décret exécutif n° 18-169 du 26 juin 2018 modifiant et complétant le décret exécutif n° 16-163 correspondant au 2 juin 2016 intitulé « Fonds national d'appui au développement des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle ».

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

- L'appui à l'utilisation des TIC et à leur intégration dans l'économie numérique ;
- Le soutien à la pérennisation des PME, notamment, dans les opérations de transmission, de fusion-acquisition, ainsi que de la sauvegarde des PME en difficulté, présentant un potentiel de viabilité économique et ce, à travers un appui immatériel ;
- La mise en place du système d'information sur les PME ;
- L'octroi des subventions et aides matérielles aux associations et groupements des PME.

Appui à l'investissement

- La prise en charge de la contribution de l'Etat, dont le seuil est fixé par le Conseil national de l'investissement (CNI).
 - « La prise en charge de 25% du coût de réalisation des infrastructures de base devant accueillir les projets d'investissement dans les localités »¹ ;
 - La prise en charge de tout ou partie des frais engagés pour la promotion et le suivi des investissements.²

Promotion de la compétitivité industrielle³

- Faciliter l'accès des PME aux instruments et services financiers adaptés à leurs besoins.
- Faire profiter les PME des mesures d'aide et de soutien, prévues par la présente loi, en fonction de leurs tailles et leurs priorités définies par filières et par territoires.

Conclusion

En tant qu'acteurs importants de l'économie, les PME contribuent à la création d'emplois et à la croissance économique. Il est donc crucial de soutenir leur développement en mettant en place des mesures pour répondre à leurs besoins de financement et en encourageant une culture d'innovation et d'entrepreneuriat.

¹ L'article 13 de la loi n°16-09 du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement

² Décret exécutif n° 18-169 du 26 juin 2018 modifiant et complétant le décret exécutif n° 16-163 correspondant au 2 juin 2016 intitulé « Fonds national d'appui au développement des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle »

³ Loi n° 17-01 du 10 janvier 2017 fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive. Chapitre 02 art.- 15

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Section 02 : La banque

Introduction

Aujourd'hui, le système bancaire est suffisamment développé pour offrir une gamme complète de services financiers. Les banques sont principalement axées sur les prêts aux entreprises et aux particuliers, elles sont également spécialisées dans le financement de projets à long terme.

Par extension, Nous allons mettre en lumière les particularités et les typologies de la banque et retracer l'évolution de la banque sur le marché algérien.

1 Définition de la banque

La banque est une institution financière dont l'activité principale consiste à collecter des fonds auprès du public et à les utiliser pour financer des investissements ou pour accorder des prêts à des emprunteurs. La banque peut également offrir des services financiers tels que la gestion de portefeuille, la négociation de valeurs mobilières, la fourniture de cartes de crédit, la gestion des comptes courants et la facilitation des transactions internationales.

La banque est souvent considérée comme le pilier du système financier d'un pays, car elle est responsable de la circulation de la monnaie et de l'attribution des ressources financières pour le développement économique. Les banques sont réglementées par les autorités financières nationales, qui veillent à ce que les banques respectent les lois et les réglementations en matière de protection des consommateurs et de stabilité financière.

Les banques jouent un rôle crucial dans la vie des individus et des entreprises. Elles permettent aux particuliers de gérer leur argent en toute sécurité et offrent des services financiers qui facilitent les transactions internationales. Les entreprises peuvent également bénéficier de la gamme de services financiers proposée par les banques, notamment l'octroi de prêts et la gestion de trésorerie.¹

Autre définition D'après Tahar HADJ SADOK, « Sont considérées comme banque les entreprises ou établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôt ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte, en opération d'escompte, en opération de crédit ou en opération financière »². Contrairement aux banques,

¹ <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialsector/brief/banking-system>. Consulté le 16/02/2023 à 11h54

² HADJ SADOK Tahar (2007), « Les risques de l'entreprise et de la banque », édition DAHLEB, P. 10

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

les établissements financiers n'ont pas le droit de collecter l'épargne publique pour la placer à leur propre compte, d'épargne à la clientèle, ni de délivrer des chèques à leur clientèle.

Ils peuvent réaliser à leurs comptes ou pour le compte de leurs clients toutes les autres opérations de banque, de crédits et de bourse sous leurs garanties et avec leur propre fonds. Une autre définition plus programmatique considère que : « La banque est un intermédiaire financier qui redistribue sous forme de crédit les fonds qu'ils collectent auprès des agents économiques en vue de réaliser un profit »¹ Ainsi peut-on concevoir aujourd'hui que l'activité principale d'une banque est basée principalement sur la collecte de ressources et la distribution des crédits.

2 Typologies de la banque²

Les banques sont classées selon la nature des services qu'elles proposent. On y retrouve :

• Banque centrale

Les banques centrales sont des banques individuelles car ce sont des institutions étatiques qui monopolisent la création de monnaie. Seules les banques centrales peuvent créer de l'argent, puis elles prêtent de l'argent aux banques commerciales pour fournir aux clients des méthodes de paiement et une protection de crédit.³

• Banque commerciale

Sont des sociétés composées de capitaux détenus par des actionnaires autres que des clients, et non des banques coopératives. Les banques commerciales visent à réaliser des bénéfices commerciaux et peuvent être cotées en bourse (la plupart d'entre elles le font). Les banques commerciales sont des entreprises privées qui collectent des fonds par le biais de dépôts et du marché monétaire et les redistribuent sous forme de liquidité ou de crédit. Ainsi, elle propose une variété de produits financiers et non financiers : prêts (crédit personnel, crédit logement) ; investissement et épargne ; assurances (assurance vie, auto et habitation).

• Banque de dépôt

La banque de dépôt combine la banque de détail pour les particuliers et les petites entreprises avec la banque d'investissement pour les grandes entreprises. C'est l'industrie bancaire la plus connue et la plus étendue. Les banques depositaires reçoivent de l'argent des clients et les déposent sur des comptes ; elle gère ces dépôts et accorde des prêts (toutes les banques n'ont pas le droit de gérer les investissements bancaires). C'est bon à savoir : les banques de dépôt sont appelées « banques à court terme » car les prêts ne concernent pas les grandes entreprises.

¹ HADJ SADOK Tahar (2007), « Les risques de l'entreprise et de la banque », édition DAHLEB, P.11

² MM. Guigal, Mérinis et Desguée « Le guide de la banque ». Fine Media, 2011. P 25-p26

³ <https://www.investopedia.com/terms/c/centralbank.asp>.

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

• Banque de détail

La banque de détail s'adresse aux particuliers : particuliers, indépendants, TPE. Elle cherche à établir des relations durables avec les clients. Ces banques fournissent des services standardisés : activités de crédit, produits d'investissement et produits professionnels tels que l'assurance. Les banques de détail varient dans leur organisation, mais elles fonctionnent généralement comme un réseau de succursales. Ces banques sont soit des sociétés par actions (ou des banques commerciales) soit des sociétés mutuelles.

• Banque d'affaire

Les banques d'affaires Leur rôle est de fournir des fonds aux grandes et moyennes entreprises. Il s'agit des banques dites « à capital long terme » (prêts à long terme, participations au capital des entreprises). Depuis 1945, ces banques ne peuvent plus détenir de capitaux à court terme. Contrairement aux banques de dépôt qui proposent des services standardisés pour les rentabiliser, le principe des banques commerciales est de proposer des services personnalisés à leurs clients. Le montant en jeu justifie la personnalisation de ce devis.

• Banque d'investissement

Les banques d'investissement traitent plus largement les activités de marché. Ses clients sont des entreprises matures. Elle soutient les activités suivantes :

- Financement des entreprises et conseil.
- Opérations sur les marchés financiers ou intermédiation.
- Opérations de financement de haut de bilan, introduction en Bourse, fusion-acquisition.

Les clients des banques d'investissement sont des entreprises et des investisseurs qui souhaitent se financer et/ou investir en liquidité. Par conséquent, les banques d'investissement n'acceptent pas les dépôts personnels. Ensuite, ils rechercheront les liquidités nécessaires auprès d'autres banques (marché interbancaire), du marché monétaire (marché financier axé sur les devises et les investissements à court terme, avec une forte liquidité et de grandes entreprises qui y opèrent), la banque centrale.

Les banques d'investissement ont un taux de rendement élevé car leur activité est risquée (et les rendements sont liés au risque).¹

• Banque islamique

Contrairement aux banques classiques qui tirent leur profit des taux d'intérêt (Riba), la banque islamique quant à elle repose sur les fondements de la finance islamique qui est avant tout une finance éthique, qui préconise un système de valeurs basé sur la nécessité d'éviter ce

¹ <https://www.investopedia.com/terms/i/investmentbank.asp>

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

qui est interdit tel que l'usure, Gharar (risque démesuré) et l'obligation d'adossement à un actif tout en assurant un équilibre entre l'intérêt personnel et l'intérêt public, et d'autre part elle veille sur les valeurs de l'équité, la transparence et la sincérité. C'est donc un système de finance éthique, qui s'appuie sur des valeurs morales tirées du Coran et plus globalement de la Sharia.

La banque islamique utilise des produits propres à elle tel que les instruments participatifs comme la Moudaraba et Mouchaka et des instruments de financement comme la Mourabaha, la Ijara ou encore le Istisnaâ.¹

3 Fonctions de la banque

3.1 Fonction de Gestion de système de paiement

• Dépôt de fonds

Les banques permettent à leurs clients de déposer leur argent et de le conserver en sécurité. Elles offrent différents types de comptes de dépôt, tels que les comptes courants, les comptes d'épargne et les certificats de dépôt.

• Octroi de crédit

Les banques prêtent de l'argent à leurs clients, que ce soit pour acheter une maison, une voiture, des études ou des investissements. Elles offrent également des cartes de crédit et des lignes de crédit aux particuliers et aux entreprises.

• Banque en ligne

Les banques proposent également des services bancaires en ligne, permettant aux clients d'effectuer des opérations bancaires à partir de leur ordinateur ou leurs téléphone mobile.

• Gestion de trésorerie

Les banques aident les entreprises à gérer leurs flux de trésorerie en offrant des services de paiement, de gestion de trésorerie, de change et de gestion de risques.

• Les fonctions de change

Les banques proposent des services de change de devises, permettant aux clients d'acheter et de vendre des devises étrangères.

¹ A. BADI, F. OUACHEM « Fondement des banques islamiques : principes de base et modes de financement » Revue des additions économiques, Volume 06 / N°: (01/ 2022) P427

3.2 Fonction de conseil

Les banques offrent des conseils financiers à leurs clients, qu'il s'agisse de planification de retraite, de gestion de patrimoine, elles peuvent également agir en tant que conseillers financiers pour les entreprises et les gouvernements, en les aidant à lever des fonds sur les marchés financiers et en leur fournissant des services de conseil en matière de fusion et d'acquisition.

3.3 Fonction de garantie

Il est difficile pour le vendeur déterminer la volonté et la capacité de l'acheteur de payer, alors que celui-ci ne sait pas si le vendeur a les moyens financiers et techniques suffisantes. Il ignore complètement si le vendeur tiendra ou non ses engagements. De même que l'acheteur a besoin de s'assurer de l'exécution de la prestation, le vendeur veut minimiser ou couvrir le risque de défaut. Dans ce cas, on a généralement recours aux garanties bancaires.¹

4 Système bancaire algérien

Après avoir choisi de se tourner vers l'économie de marché, l'Algérie s'est vue obliger de lancer un processus de modernisation de son secteur bancaire et essayer de rattraper le retard d'adaptation économique pris sur ses voisins notamment le Maroc et la Tunisie. Le système bancaire algérien tel qu'il se présente aujourd'hui est le résultat de mutations successives dictées par l'évolution des besoins de financement de l'économie nationale.

4.1 Evolution

4.1.1 A la veille de l'indépendance

A la veille de l'indépendance de l'Algérie, le système bancaire se compose par des filiales des banques étrangères, implantées au nord du pays, notamment dans les villes portuaires, et dont la finalité est d'assurer les opérations financières commerciales nécessaires.

4.1.2 La création du système bancaire Algérien (de 1962-1970)

Avec l'indépendance est née la nécessité de mettre en place un système bancaire favorisant l'essor et le développement de l'économie nationale.

Le gouvernement a procédé à la nationalisation et à la création d'un certain nombre de banques tel que la CNEP en 1964, la BNA en 1966, la BEA et le CPA en 1967.

À partir de 1970, et pour mieux contrôler les flux monétaires, les autorités politiques ont décidé de confier, la gestion et le contrôle des opérations financières des entreprises publiques aux banques.

¹ www.credit-suisse.com/garantiehandbuch-fr consulté le 23/03/2023 à 11h02

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

En 1978, le système bancaire Algérien affecte le financement des investissements dits « stratégique » au trésor public, sous forme de concours remboursable à long terme. Et c'est qu'en 1982 ou la loi de finance fait introduire une nouvelle doctrine : l'intervention des banques primaires dans le financement des investissements publics devrait obéir aux critères de rentabilité financière.

En 1982, une restructuration organique a été mise en œuvre par les autorités pour l'ensemble des entreprises du secteur public et a touché également le secteur bancaire en donnant lieu l'émergence de deux nouvelles banques. A savoir la BADR et la BDL.

Après la réforme de 1986, on a assigné un rôle plus à la banque centrale, notamment le monopole de l'émission, la régulation de la circulation monétaire, le contrôle de la distribution du crédit à l'économie et la gestion de réserve de change. ¹

Enfin en 1990 il y'a eu la grande réforme qui était caractérisé par des perspectives de relance économique

-L'entrée en lice des banques privées nationales et étrangères portant le nombre des intermédiaires agréés à plus d'une trentaine ;

- Une banque mixte diffusant les produits bancaires islamiques (la Banque ELBARAKA)
- Transformation de la CNEP en CNEP-Banque ;
- Lancement du marché secondaire des bons de trésor ;
- Lancement du marché des actions et des obligations ;
- Mise en place des fonds de garantie et société de refinancement.

4.1.3 Le système bancaire Algérien après la grande réforme de 90

Suite à la loi de la monnaie et du crédit (LMC) en 1990, le secteur bancaire algérien a connu des changements. Aujourd'hui il est composé de la Banque d'Algérie, vingt (20) banques commerciales six (6) d'entre elles sont publiques et quatorze (14) sont privées, avec environ 1200 agences réparties sur le territoire national, une concentration au niveau du Nord du pays et une domination estimée à 99%³ par les agences bancaires publiques.²

•La banque d'Algérie (BA)

Fut créée par la loi 62-144 votée par l'assemblée constituante le 13 Décembre 1962.

« La banque d'Algérie a pour mission de veiller à la stabilité des prix en tant qu'objectif de la politique monétaire, de créer et de maintenir, dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement soutenu de l'économie, tout

¹ A. Benhalima, « le système bancaire algérien texte et réalité » édition DAHLAB,1994, P70

² www.bank-of-algeria.dz consulté le 30/03/2023 à 22h56

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

en veillant à la stabilité monétaire et financière. A cet effet, elle est chargée de régler la circulation monétaire, de diriger et de contrôler, par tous les moyens appropriés, la distribution du crédit, de réguler la liquidité, de veiller à la bonne gestion des engagements financiers à l'égard de l'étranger, de réguler le marché des changes et de s'assurer de la sécurité et de la solidité du système bancaire ».¹

• Etablissements bancaires

En Algérie les banques sont les protagonistes de l'intermédiation financière. Ce sont des acteurs clés du système financier national. Elles ont un impact significatif sur la croissance économique et le développement du pays. Les banques algériennes continuent de jouer un rôle crucial dans le financement de l'économie nationale et contribuent à la réalisation des objectifs de développement du pays tout en satisfaisant le besoin de la clientèle.

4.2 Perspectives d'évolution du secteur bancaire algérien

Dans le contexte économique actuel qualifié de dynamique et d'incertain et particulièrement avec les effets de la crise financière mondiale qui a débuté en 2007-2008 et dont les conséquences se font encore ressentir à ce jour, la survie du secteur financier dépend pour beaucoup dans la capacité des banques à innover tout en s'adaptant rapidement aux changements survenant dans leur environnement²

Selon le rapport établi en 2014 par le FMI portant sur l'évaluation de la stabilité du secteur financier en Algérie, cet organisme a listé un certain nombre de recommandations en vue de la modernisation du système financier en Algérie et notamment via l'introduction des technologies de la communication,³ à savoir :

- La modernisation du système de supervision et de contrôle :
 - Améliorer leur gestion des risques bancaires.
 - La mise en place de deux centrales au niveau de la Banque d'Algérie : la centrale des risques et la centrale des impayés.
 - Accélération de l'usage des TIC dans les administrations publiques, les entreprises et auprès des citoyens.

¹ JORADP, Ordonnance 03-11 du 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit, p 10

² A. Cheikho (2015), L'adoption des innovations technologiques par les clients et son impact sur la relation client- Cas de la banque mobile, thèse de doctorat en gestion et management, Université Nice Sophia Antipolis, p145.

³ Rapport du FMI, Evaluation de la stabilité du secteur financier en Algérie, Janvier 2014, p 33

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Conclusion

La banque, en tant qu'institution financière, est un pilier indispensable dans l'économie mondiale. Elle est définie comme une entité qui collecte des fonds auprès de ceux qui ont un excédent et les prête à ceux qui ont besoin d'un financement. Les banques peuvent être classées en différentes catégories, notamment les banques commerciales, les banques d'investissement, les banques de développement et les banques centrales. Chacune de ces catégories a des fonctions spécifiques qui contribuent à l'efficacité du système bancaire.

En Algérie, le système bancaire a connu une évolution significative depuis l'indépendance en 1962. À cette époque, le pays avait un système bancaire très limité, avec seulement quelques banques d'État. Cependant, au fil des ans, le gouvernement a mis en place des politiques visant à encourager l'investissement étranger et à stimuler l'économie nationale. Cela a conduit à une croissance rapide du secteur bancaire, avec l'arrivée de nombreuses banques étrangères et la création de nouvelles banques locales.

Cependant sa relation avec la PME est une relation de prêteur et d'emprunteur.

Section 03 : La relation « Banque -PME »

Introduction

La relation avec l'établissement de crédit est souvent décrite de manière « passionnée mais tourmentée » par les dirigeants de PME. Ces derniers s'avouent généralement être satisfaits de leur propre banque mais beaucoup continuent de dénoncer le traitement « inéquitable » dont seraient victimes les petites et moyennes entreprises en termes de financement bancaire. Et l'asymétrie d'informations est reconnue pour être une raison majeure exposant les PME au risque du rationnement bancaire, d'où l'enjeu de la relation banque-PME qui consistera à réussir d'accroître la capacité des banques à dégager de l'information sur leurs clients.

1 Relation d'agence : Entre incertitude et opportunisme

Une relation d'agence, c'est-à-dire, de type « principal – agent » signifie en principe une relation de long terme, qui se compose d'une succession de transactions de court terme pouvant, source de comportements opportunistes (Williamson, 1971 ; Jost, 2004)

Dans un premier temps la théorie d'agence considère alors l'approche transactionnelle comme un contrat relativement à court terme spécifique à une succession de transactions dont le facteur principal est le prix (Jost, 2004). Les études ont également prouvé que la relation peut s'étendre dans la durée.

Dans un second temps les comportements opportunistes (L'opportunisme consiste à profiter des situations sans considération pour les principes éthiques). Des acteurs qui découlent de la rationalité limitée et de l'incomplétude des contrats entre sélection adverse et aléa moral.

1.1 Asymétrie d'informations

La théorie bancaire a considérablement évolué ces dernières années grâce à la prise en compte des asymétries informationnelles. Le crédit bancaire s'adresserait avant tout à des emprunteurs risqués ou posant d'intenses problèmes informationnels faisant preuve d'opportunisme et celle-ci aboutit à deux formes¹ :

- **Opportunisme précontractuel (sélection adverse)**

Lorsque la PME détient des informations privées non accessibles à la banque et ainsi lors de partage inéquitable du savoir concernant le risque de défaillance relatif aux crédits qui pourra poser le problème d'identification des bons emprunteurs.

¹ NGONDI ATANGANA Denise Michèle, « La relation banque-pme : des limites des préceptes théoriques à la proposition de nouvelles perspectives d'analyse » Revue Internationale des Sciences de Gestion, volume 3, page 735

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Ce qui est susceptible de conduire le banquier à limiter son offre de financement et à exclure du marché les entreprises les plus risquées, en particulier les PME marquant l'incapacité d'observer les performances de l'entreprise, le banquier est face à l'enjeu du rationnement de crédit.

Le rationnement du crédit intervient quand la quantité demandée excède la quantité offerte sur le marché de crédit et il existe quatre types :

- le rationnement de type 1 : la banque accorde un crédit pour un montant inférieur à celui demandé.
- le rationnement de type 2 : la banque refuse de s'engager envers certains emprunteurs.
- le rationnement de type 3 : la banque refuse de prêter au taux désiré par l'emprunteur.
- le rationnement de type 4 : les emprunteurs sont très risqués.¹

Le rationnement du crédit peut avoir des conséquences graves pour les PME, qui peuvent se retrouver dans l'incapacité de financer leurs projets de développement. Cela peut freiner leur croissance et leur compétitivité, et avoir des répercussions négatives sur l'emploi.

• Opportunisme post-contractuel (aléa moral)

Lorsque les actions mises en œuvre par la PME peuvent être discernées et traduites par une violation des engagements pré-conventionnés.

Quant à l'opportunisme de la banque, celui-ci émerge de l'avantage informationnel de la banque concernant la PME. Cette dernière, détient des fonds convoités par la PME ce qui va probablement nuire aux conditions d'accès au crédit dans le futur ou encore une résiliation illégitime de la relation de crédit.

Il peut se traduire par une expropriation des partenaires commerciaux de l'entreprise en la poussant à faire circuler des informations trompeuses sur sa situation financière pour objectif de détourner une partie de la richesse destinée des fournisseurs ou des clients.

2 Les facteurs qui influencent l'accès des PME au financement bancaire

Selon St-Pierre et Fadil (2011), les facteurs qui influencent l'accès au financement bancaire peuvent être répartis globalement en trois catégories : Certains de ces facteurs trouvent leurs origines dans les caractéristiques de ce genre d'entreprises.

• Les facteurs ayant trait aux caractéristiques des PME

Dietsch et Mahieux, (2014) affirment qu'il existe plusieurs facteurs qui augmentent la probabilité d'accès au financement bancaire pour les PME, afin de pouvoir accéder à la dette

¹ D. Ngongang « asymétrie d'information et rationnement de crédit bancaire dans les PME camerounaises », Revue congolaise de gestion, N° 20, Juil. – Déc. 2015, P15

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

dans les meilleures conditions bancaires, pour financer leurs diverses opportunités d'investissement et d'exploitation, car les obstacles aux financements de ces entreprises sont généralement les conséquences de leurs spécificités internes, et parallèlement leurs comportements. Les PME sont des entreprises à faible capitalisation. Leurs états financiers ne sont pas vérifiés par des audits externes et la qualité des informations divulguées à travers ces comptes est souvent faible. On y montre l'influence de la taille et du stade de croissance : les petites entreprises ont du mal à obtenir du financement. Il existe aussi une relation entre la taille de l'entreprise et les conditions d'accord de crédit imposées par les banques : les garanties exigées lors de l'accord des prêts diffèrent aussi selon la taille des firmes. Les plus grandes, ayant développé leur réputation et prouvé leur pérennité, suscitent généralement moins d'inquiétude. L'âge est également important : les jeunes entreprises sont soumises à plus de contraintes de financement que les PME plus anciennes. De même, le secteur d'activité est un indicateur du risque entrepreneurial qui influe sur l'accès au crédit : les PME des secteurs de la haute technologie ont des problèmes financiers dans les premiers stades de leur développement. La qualité de diffusion de l'information réduit les barrières au financement externe et la structure de propriété peut constituer un déterminant pour certains auteurs. Par exemple, les entreprises familiales ont moins de difficultés d'accès au crédit étant donné la faible importance du problème d'aléa moral, leurs caractéristiques managériales et leurs choix conservateurs. Pour d'autres, l'hypothèse de la réduction des coûts d'agence de la dette du fait de la concentration de la propriété n'a pas été vérifiée en contexte de PME.¹

• Les facteurs ayant trait aux caractéristiques de l'entrepreneur

Son expérience et sa maturité, son engagement en termes d'éléments d'actif garantis, son origine ethnique, son patrimoine et les cautions qu'il peut assurer (Wamba et Tchamanbé-Djiné, 2002), son réseau et son apport en capital. En ce qui concerne la qualité des dirigeants, le banquier s'intéresse essentiellement à :

- la compétence du dirigeant.
- l'âge du chef d'entreprise.
- le patrimoine : les associés ou le dirigeant ont-ils des moyens financiers suffisants ?

• Les facteurs se rapportant au système bancaire

La concentration et la concurrence interbancaire, les types de banques, leurs exigences en termes de taux et de garanties, leur ancienneté et leur taille sont des facteurs importants.

¹ D. BEZTOUH, M. ACHOUCHE, « La relation Banque-PME : Etude exploratoire en Algérie », Revue Algérienne d'Economie de gestion Vol. 11, N° : 02 (2017)

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

La faiblesse de la compétition bancaire est un des facteurs de concentration des crédits qui donne à certaines institutions bancaires un pouvoir de marché. Ce pouvoir de marché permet d'appliquer des taux d'intérêt élevés et d'exiger des valeurs de collatéral élevées. Dans les pays sous-développés, par exemple, les institutions financières sont souvent des grandes banques d'État ou des banques privées contrôlées par des familles proches du pouvoir. Pour éviter d'être en concurrence, les conditions d'entrée sur le marché financier pour les banques privées étrangères sont très strictes. Lorsque ces institutions sont présentes, elles sont petites et ne peuvent pas concurrencer les banques locales.

3 Les relations de clientèle comme moyen de réduction du rationnement du crédit aux PME

La banque utilise uniquement des informations standardisées sur le client pour évaluer la probabilité de réussite de ses projets, sans prendre en compte une compréhension personnalisée de la situation. La fidélité et la relation de clientèle au sens d'Okun (1981), ainsi que la connaissance mutuelle et la participation aux choix de l'entreprise permettent de surmonter l'incertitude inhérente à toute opération de prêt. Lorsque la banque fonde son jugement sur des données objectives (scoring), elle ne distingue pas les situations passagères de défaut de paiement (manque de liquidité) des situations de dépôt de bilan (situations d'insolvabilité). En cas de difficulté de l'entreprise, la banque cesse ses relations avec elle, tandis que lorsque la banque entretient des relations de long terme d'engagement et de confiance, ces relations empêcheront la banque d'interrompre son financement. Il est possible, par ces relations de clientèle et de long terme, d'isoler les différentes étapes qui conduisent une petite firme du défaut de paiement au dépôt de bilan et d'éviter ce dernier. Pour Okun (1981), en raison des coûts d'évaluation de la performance, les firmes de petite taille ont recours aux banques commerciales et régionales pour se financer. Ainsi, dans ces relations, la banque évite à l'emprunteur les trop grandes fluctuations de taux d'intérêt et en même temps, la banque assure ces clients, Si des restrictions monétaires sont mises en place, de les financer au détriment des nouveaux emprunteurs. Par conséquent, ce qui joue Un rôle central dans cette approche est la connaissance mutuelle des deux acteurs, ces relations de clientèle donnent naissance à une information spécifique. Cela signifie que les banques disposent d'un avantage concurrentiel et d'un pouvoir de marché sur leurs anciens clients, grâce à leur accès privilégié à des informations confidentielles.¹

¹ M. Psillaki « Rationnement du crédit et PME : une tentative de mise en relation » Revue Volume 8, 3-4, 1995, P81

4 Les attentes de la relation Banque-PME

• Point de vue de la PME

Les PME attendent des banques un accompagnement personnalisé et adapté à leurs besoins spécifiques.

- Elles souhaitent également des solutions de financement flexibles et compétitives pour assurer leur croissance.

- Les PME ont besoin d'une transparence totale de la part des banques sur les coûts et les conditions des produits financiers proposés.

- Elles apprécient également des outils numériques performants pour faciliter la gestion de leur trésorerie et de leurs opérations bancaires.

- Enfin, les PME attendent des banques une disponibilité et une réactivité optimales pour répondre à leurs demandes rapidement et efficacement.

• Point de vue de la banque

Les banques ont des attentes spécifiques lorsqu'il s'agit de leurs relations avec les PME. Elles attendent des PME qu'elles soient fiables et transparentes dans leur gestion financière. Les banques cherchent également à travailler avec des PME qui ont une vision claire de leur avenir et qui sont capables de prendre des décisions éclairées en matière de financement.

Les banques attendent également des PME qu'elles soient en mesure de fournir des garanties pour les prêts qu'elles demandent. Cela peut inclure des garanties personnelles, telles que des hypothèques sur les biens immobiliers, ou des garanties commerciales, telles que des garanties sur les stocks ou les équipements.

Les banques cherchent également à travailler avec des PME qui ont une bonne réputation sur le marché et qui ont des antécédents de remboursement de leurs dettes à temps. Les PME qui ont une mauvaise réputation ou qui ont des antécédents de non-remboursement de leurs dettes peuvent avoir du mal à obtenir un financement auprès des banques.

Enfin, les banques attendent des PME qu'elles soient capables de fournir des informations financières précises et à jour. Cela peut inclure des états financiers, des rapports d'audit et des prévisions financières. Les banques utilisent ces informations pour évaluer la capacité de remboursement d'une PME et pour déterminer si elle est admissible à un financement.

Chapitre 01 : Généralité sur les PME et les banques

Conclusion

La relation d'agence entre la banque et la PME est un sujet important dans le monde des affaires. Cette relation est basée sur la confiance mutuelle et la transparence entre les deux parties. Cependant, en raison de l'asymétrie d'information, il peut y avoir des problèmes qui peuvent conduire à un rationnement de crédit chose qui pourrait fortement nuire à la situation de la PME car elle peut avoir besoin de financement pour se développer ou pour faire face à des difficultés financières temporaires. Si la banque ne prête pas d'argent, la PME peut être privée de crédit entièrement ou partiellement, ce qui peut affecter sa capacité à fonctionner normalement. C'est de là qu'on déduit la complémentarité et l'envergure de la relation.

Conclusion du premier chapitre

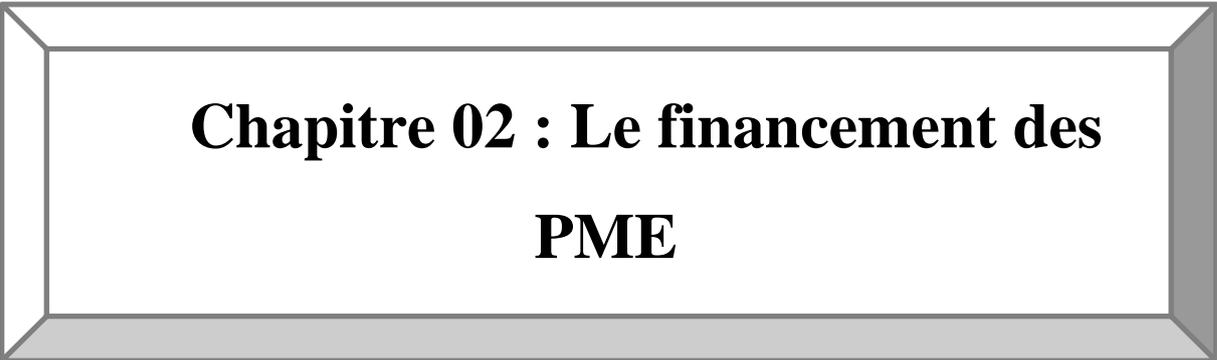
Les petites et moyennes entreprises (PME) sont considérées comme l'épine dorsale de l'économie de nombreux pays, y compris l'Algérie. Elles sont souvent considérées comme étant le moteur de la croissance économique et du développement, elles ont des caractéristiques distinctes qui les différencie des grandes entreprises et qui font leurs particularité. En algérie la PME occupe une place importante et ne se laisse pas avoir par les périples de son environnement tel que : la concurrence, la bureacratie, et le financement.

De meme, la banque represente un pilier dans l'économie et une potentielle source de financement importante pour les PME en leur offrant des crédits .

Et pour mieux avancer, le système bancaire algérien a connu plusieurs phase et nottament suite a la promulgation de la loi de la monnaie et du crédit (CMC) en 1990 qui avait pour raison de moderniser le système financier du pays et le rendre plus efficace. Les banques ont été restructurées et de nouvelles institutions ont été créées pour répondre aux besoins d'un clientèle diversifié à savoir les petites et moyennes entreprises Ce qui a permis renforcer le lien entre les banque et les PME et crée une relation d'agence basée sur une communication honnête, or les ineters propre et l'opportunisme peut prendre le dessus et avoir des retombés défavorables.

Dans le cas de la relation banque-PME, la banque s'attend à ce que la PME utilise l'argent prêté de manière responsable et qu'elle rembourse le prêt dans les délais impartis. Elle s'attend également à ce que la PME fournisse des informations financières précises et à jour afin d'éviter toute nuance qui mènerai à un éventuel rationnement de crédit.

En fin de compte, la relation d'agence entre la banque et la PME est basée sur la confiance mutuelle et la transparence. Si les deux parties travaillent ensemble pour maintenir une communication ouverte et honnête, cela peut aider à éviter le rationnement de crédit et à assurer une relation fructueuse à long terme.



**Chapitre 02 : Le financement des
PME**

Chapitre 02 : Le financement de PME

Introduction du deuxième chapitre

Le problème de l'accès au financement reste l'entrave majeure de la performance et le développement des PME et ceci est dû à la structure fragile et l'incapacité de fournir les garanties nécessaires auprès des établissements de crédit.

Après avoir pris conscience du fort potentiel des petites et moyennes entreprises et le besoin qu'elle manifeste en terme de financement, nous allons découvrir dans ce chapitre et notamment dans la première section que le gouvernement algérien n'a pas hésité à mettre en place une panoplie de dispositifs ainsi que divers organismes en vue d'alléger la procédure d'octroi de crédit .

Néanmoins de le crédit bancaire reste l'alternative la plus large en terme de disponibilité et de flexibilité, la simplicité des procédures de demande de crédit, ainsi que les taux d'intérêt relativement abordables. C'est un contrat sur mesure dans lequel tous les besoins de l'emprunteur sont satisfaits à travers une large gamme de crédit, ce qui est détaillé dans la deuxième section.

Quant à la troisième section, et pour accomplir cette procédure le banquier demande un dossier complet afin de d'établir une étude détaillée et vérifier la solvabilité de la PME à travers une analyse financière approfondie.

Chapitre 02 : Le financement de PME

Section 01 : modalités de financement

Introduction

Les PME requièrent des financements au-delà de leurs fonds propres pour soutenir leur croissance et leur développement, Répondre à ces besoins de financement à pousser l'état algérien à mettre en place plusieurs organismes et dispositifs pour soutenir les PME dans leur recherche de financement. Mais cela n'a pas empêché d'autres pratiques de coexister et d'être simultanément mises en œuvre. Dans cette optique, il est important de comprendre les différents besoins de financement des PME et les moyens mis en place pour y répondre.

1 Stratégies et besoins de financement

Le lien entre stratégie et financement est d'une grande importance pour l'entreprise. Toutes les stratégies nécessitent des investissements et donc des décaissements colossaux. Une stratégie de croissance entraîne des investissements massifs. Une stratégie de diversification nécessite l'achat de nouveaux matériels. Une stratégie ne sera mise en œuvre que si l'entreprise dispose des moyens pour pouvoir la financer.

L'entreprise doit s'assurer de l'adéquation entre la stratégie choisie et les moyens financiers dont elle dispose, elle doit estimer les besoins liés au cycle d'exploitation et ceux liés au cycle d'investissement.¹

• Les besoins liés à l'exploitation

Afin de financer son exploitation l'entreprise a besoin de capitaux pour acheter des matières, les stocker, les transformer puis stocker les produits finis. Plus le cycle d'exploitation est long, plus les besoins de financement prennent d'avantage d'ampleur. Le besoin en fonds de roulement (BFR) mesure le montant des capitaux investis en permanence dans le cycle d'exploitation. Les stratégies qui visent à stimuler l'activité de l'entreprise génèrent une augmentation du BFR qui doit être financé.

• Les besoins liés à l'investissement

Les investissements sont nécessaires pour que les entreprises puissent survivre et rester compétitives. Investir consiste à acquérir des biens durables pour permettre à l'entreprise d'exercer son activité et générer des gains ultérieurs et qui va parallèlement générer un besoin de financement (BFI).

¹ <http://sabbar.fr/management/le-financement-des-activites/> , consulté le 25/04/2023 à 11 :50

Chapitre 02 : Le financement de PME

Les besoins de financement permanent de l'exploitation recouvrent l'ensemble de ces besoins de financement (BFI + BFR).¹

2 Structure et sources de financements : la quête aux ressources

2.1 Structure de l'entreprise

On considère dans le modèle traditionnel en finance que le choix de financement des grandes entreprises vise la maximisation de la richesse des actionnaires. Dans le cas des PME, les objectifs poursuivis par les dirigeants ne sont pas toujours financiers, si bien que les choix de financement ne sont pas nécessairement basés sur une structure optimale. La structure financière est un compromis entre les contraintes du financement externe et la préférence de l'entrepreneur (Watson et Wilson 2002), et ce d'après les quatre théories suivantes à savoir la théorie du choix managérial, la théorie « static trade-off », la théorie de l'ordre hiérarchique et la théorie du cycle de vie de l'entreprise l'expliquent donc en détail.

• Théorie du choix managérial

La structure de financement des PME est influencée par les préférences de son propriétaire dirigeant. Barton et Gordon (1988) fournissent plusieurs-explications à cette influence : certains dirigeants de PME ont une propension à accepter un haut niveau de risque, la priorité donnée à la conservation du contrôle de l'entreprise limite le financement externe.

• Théorie « Static trade-off » et théorie de l'ordre hiérarchique

D'après les travaux de (Michaelas et al. 1999 ; Romano et al. 2000 ; Cassar et Holmes 2003 ; Korkeamaki et Rutherford 2000), la première vise l'équilibre entre l'avantage fiscal de l'endettement et l'augmentation des coûts de faillite pour obtenir la structure financière optimale. La seconde repose sur l'ordre hiérarchique selon lequel la grande majorité des entreprises préféreraient en premier lieu l'autofinancement., ensuite l'endettement bancaire et enfin les autres financements par dette.

• Théorie du cycle de vie de l'entreprise

D'après Berger et Udell (1998), Scholtens (1999) et Saublens (2004), le choix de financement des PME varie selon leur stade de développement.

Dans la phase de lancement, les PME, comme elles viennent d'être créées, l'opacité des informations et le degré de risque sont élevés, alors elles sont principalement financées par

¹ Christian Pierrat, Article : « La gestion financière de l'entreprise » édition la découverte, 2014, P 7

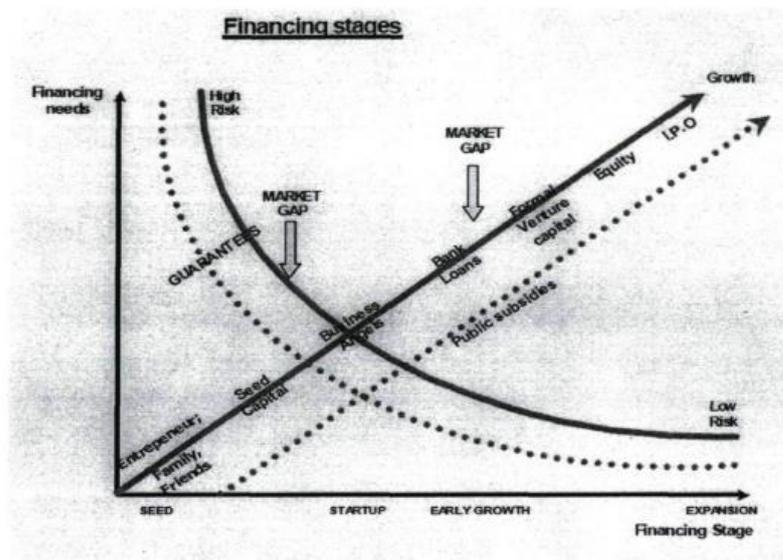
Chapitre 02 : Le financement de PME

des fonds propres et des sources informelles telles que des capitaux amicaux ou des prêteurs professionnels.¹

Lors de la phase de croissance, les PME peuvent commencer à compter sur les fonds qu'elles génèrent du moment où elles sont capables d'offrir des garanties et gagner la confiance des institutions financières. Elles peuvent donc accéder aux intermédiaires financiers en termes de capitaux propres (sociétés de capital-risque) et de dettes (banques, compagnies financières, etc.). Lorsque les entreprises atteignent le stade de croissance élevée, le besoin de financement s'accroît rapidement. Les entreprises peuvent obtenir des fonds sur le marché boursier, toutefois, peu de PME y auront recours.

Tandis que quand la croissance ralentit et que l'entreprise parvient à maturité, les profits et les flux monétaire continuent d'augmenter, alors que le besoin d'investissement dans les projets diminue. Les capitaux propres des entreprises augmentent de façon significative grâce au réinvestissement des profits.

Figure 1: Financement selon la phase de croissance des PME



Source : Thi Hong Van Pham, Thèse De Doctorat, « Financement Bancaire Des Pme Cas D'étude Du Vietnam », Faculté Des Etudes Supérieures De L'université Laval, Québec,2010, p22

2.2 Sources de financement

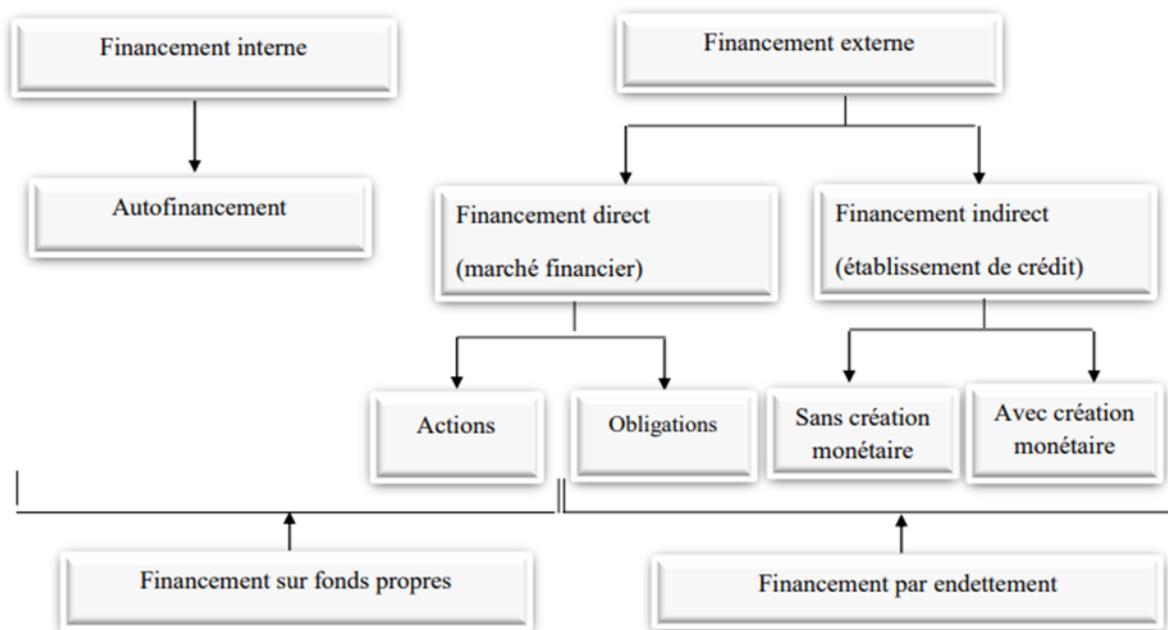
La crise financière mondiale de 2008-09 a profondément transformé l'environnement d'affaires pour les PME et les entrepreneurs, et l'accès aux financements a été particulièrement touché. Dans de nombreux pays de l'OCDE, la crise a amplifié les difficultés financières habituellement rencontrées par les PME, essentiellement à cause d'une asymétrie de

¹ THI HONG VAN PHAM, Thèse de doctorat, « Financement bancaire des pme Cas d'étude du Vietnam », Faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec,2010, P20

Chapitre 02 : Le financement de PME

l'information sur les marchés de capitaux et de l'accapement des ressources financières par les entreprises les plus dynamiques.¹

Figure 2: « Les différents modes de financement »



Source : 1ere06.canalblog.com consulté le 24/04/2023 à 19 :57

2.2.1 Financement interne : L'autofinancement

L'autofinancement est : « le surplus monétaire dégagé par l'activité pendant un exercice et mis à la disposition de l'entreprise pour financer sa croissance. »²

L'autofinancement permet donc de construire des réserves en remplacement d'actifs existants, mais aussi de financer l'expansion. L'autofinancement permet donc de construire des réserves en remplacement d'actifs existants, mais aussi de financer l'expansion. Pour les PME, parfois, cette méthode de financement est la seule option viable pour les petites entreprises qui n'ont pas accès aux crédits bancaires à long terme ou au marché financier. Dans ces situations, les PME doivent compter sur la rétention des bénéfices pour leur développement, en particulier si les actionnaires ne sont pas en mesure d'augmenter le capital. Tandis que les grandes entreprises l'utilisent comme moyen de prévention contre le risque économique et financier. Car, même si ces entreprises ont accès à la quasi-totalité des moyens

¹ « Nouvelles approches du financement des pme et de l'entrepreneuriat : Elargir la gamme des instruments rapport de synthèse final », OCDE, 2014.

² A.M.KEISER, « Gestion financière », édition ESKA, 1996, P383.

Chapitre 02 : Le financement de PME

financiers possibles, n'empêche que la conservation des bénéfices garantit la sécurité de l'entreprise et surtout son indépendance.

• Actionnaires

Pour eux, l'autofinancement est synonyme d'augmentation de la valeur de leurs actions, et donc par des plus-values à générer qui sont généralement imposées moins lourdement : « il permet d'échapper à une fiscalité plus sévère pour les bénéfices distribués que pour les bénéfices retenus et entraîne l'accroissement de l'actif net réel de la firme. »¹

Les actionnaires préféreraient probablement recevoir leur revenu sous forme de plus-values, ce qui rend l'autofinancement attrayant pour eux.

• **Dirigeants** : L'autofinancement leur confère une marge de manœuvre supplémentaire, car ils les dispensent de recourir systématiquement au financement externe qui gênerait leur liberté de décision.

• **Créanciers** : l'autofinancement favorise le remboursement de leurs créances et accroît la valeur de celle – ci.

Pour ce qui est des inconvénients, ils sont surtout associés à l'utilisation surdimensionnée de ce moyen de financement. En effet, il est assez risqué qu'une entreprise suive une politique d'autofinancement à outrance, et donc d'être coupée de tout autre source externe. Cependant, l'autofinancement est accusé de réduire la mobilité du capital et peut encourager l'entreprise à investir dans des secteurs peu rentables.

2.2.2 Financement externe

Il existe différentes sortes de financement externe, nous citerons :

2.2.2.1 Implication des pouvoirs publics

En Algérie, les années 1990 voient l'ouverture économique et l'émergence du secteur privé, en parallèle, le marché bancaire se libéralise pour donner naissance aux banques privées (à capital privé national en liquidation et en banques étrangères) et ce, pour consolider les voies de financement de l'économie et soutenir financièrement le démarrage du processus entrepreneurial et assurer sa promotion. Les Pouvoirs Publics mettent en action une panoplie de programmes de soutien à la création de l'entreprise privée comme palliatifs des grands problèmes auxquels est confrontée la population algérienne : le chômage et l'inflation. Parmi ces programmes, on cite les dispositifs économiques publics de la création de l'entreprise.

¹ universalis.fr/encyclopedie/autofinancement/3-le-choix-de-l-autofinancement, Consulté le 26/04/2023 à 20 :59

Chapitre 02 : Le financement de PME

Les spécificités de ces dispositifs reposent sur les montants de financement et les catégories de clients cibles. Parmi ces dispositifs, nous présentons l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM), l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ) et la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC).

2.2.2.1.1 L'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM)

Créée par décret exécutif n°04-14 du 22 janvier 2004, l'agence de microcrédit a pour objectif de favoriser l'auto emploi, le travail à domicile et les activités artisanales dans les zones urbaines et rurales, encourager l'émergence d'activités économiques et culturelles de production de biens et services génératrices de revenus et développer l'esprit d'entrepreneuriat dans un souci d'intégration économique et sociale ainsi que l'insertion des femmes au foyer dans le monde professionnel.

Pour ce qui est de son organisation, l'ANGEM est dotée d'une structure dénommée « Fonds de Garantie Mutuelle des Micro-crédit FGMMC » qui a pour mission de garantir le financement accordé par les banques et établissements financiers adhérents au Fonds et aux promoteurs ayant obtenu une notification des aides. Elle accorde un suivi du projet financé pour réduire les risques d'insolvabilité et de faillite.¹

Tableau 4: Les modalités de financement triangulaire de l'ANGEM

Modalité	Financement triangulaire
Apport personnel	1 à 2 %
Prêts sans intérêt	28 à 29%
Crédit bancaire	70%

Source : SAM Hocine, « Comprendre l'entrepreneuriat et ses voies de financement à travers les actions publiques : quel rôle de l'action publique dans la création de la PME en Algérie ? », revue des additions économiques, Université de Tizi-Ouzou, volume 06, 2022, P414.

Particulièrement, il est inclus financièrement du fait que le dispositif propose des formules de financement via une banque publique partenaire parmi les cinq autorisées (BNA, CPA, BADR, BDL, CNMA). Aussi, deux formules sont à proposer :

- **Dans la première formule**

Des microcrédits non rémunérés octroyés directement par l'ANGEM au titre de d'achat de matières premières ne dépassant les 100 000 DA. Il faut rappeler que ces prêts sont destinés essentiellement à financer les personnes disposant d'un petit équipement et outillage.

¹ SAM Hocine, « Comprendre l'entrepreneuriat et ses voies de financement à travers les actions publiques : quel rôle de l'action publique dans la création de la PME en Algérie ? », revue des additions économiques, Université de Tizi-Ouzou, volume 06, 2022, P414

Chapitre 02 : Le financement de PME

- **Dans la seconde formule**

Les crédits octroyés par la banque et l'agence concernent essentiellement la création d'activité par l'acquisition des petits matériels, matières premières de démarrage et au paiement des frais nécessaires au lancement de l'activité.

Pour le financement triangulaire, les délais de remboursement peuvent aller jusqu'à 8 ans avec un différé de trois années pour le remboursement du crédit bancaire, tandis que le taux d'intérêt est bonifié à hauteur de 100% du taux fixé par les banques et les établissements financiers.

2.2.2.1.2 Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (ANADE ex ANSEJ)

Tout d'abord, il importe de rappeler que la formule ANSEJ fait intervenir trois acteurs, à savoir ; le promoteur, la banque et l'antenne ANSEJ.

L'ANADE est adaptée principalement à la mission d'accompagnement des jeunes porteurs de projets en relation avec leur environnement économique et social. Pour ce qui est des conditions, il est à noter que pour bénéficier de l'aide de l'ANADE pour la création de leurs activités, l'une des conditions principales afin de bénéficier de ces fonds est l'apport personnel sous forme de fonds propres d'un niveau correspondant au seuil minimum fixé.

Deux types d'aides leur sont accordées ; financières et fiscales. Primo, pour ce qui est de soutien financier, nous notons d'abord le prêt non rémunéré, le prêt non rémunéré supplémentaire si nécessaire pour le financement triangulaire et le taux d'intérêt bancaire bonifié à 100%. Secundo, pour les avantages fiscaux, ils se manifestent dans deux phases. En effet, durant la phase de réalisation de l'investissement, on peut remarquer à la fois l'exemption du droit de mutation à titre onéreux pour les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de la création d'une activité industrielle et l'exonération des droits en matière d'enregistrement pour les actes constitutifs de sociétés,

Par ailleurs, l'inclusion bancaire du jeune bénéficiaire se manifeste après avoir obtenu l'avis favorable par l'agence ANADE en se rapprochant, de ce fait, des services bancaires du crédit, moyens de paiement et épargne, entre autres. En plus de son implication dans l'inclusion financière et économique des jeunes chômeurs, l'ANADE joue depuis la crise sanitaire (covid19) que traverse l'Algérie depuis le début de l'année 2020 un rôle prépondérant dans le financement et le sauvetage des PME.

Chapitre 02 : Le financement de PME

2.2.2.1.3 Agence Nationale d'Assurance Chômage (CNAC)

La CNAC est une institution publique de sécurité sociale, créée en 1994, qui a pour vocation d'atténuer ou amortir les effets sociaux consécutifs aux licenciements massifs de travailleurs salariés du secteur économique, la CNAC s'est consacrée, à partir de 2004, en priorité à la mise en œuvre du dispositif de soutien à la création d'activité par les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans pour des montants d'investissement pouvant atteindre cinq millions de dinars. Deux modes sont souvent proposés par la CNAC : un financement triangulaire exclusif et l'investissement d'extension. Dans le premier, deux tableaux vont être exposés pour illustrer deux niveaux d'investissement.

Premier cas

Tableau 5: Le montant de l'investissement inférieur ou égal à 5.000.000 DA.

Apport personnel	Prêt non rémunéré proposé par la CNAC	Crédit bancaire par une banque partenaire
1%	29%	70%

Source : SAM Hocine, « Comprendre l'entrepreneuriat et ses voies de financement à travers les actions publiques : quel rôle de l'action publique dans la création de la PME en Algérie ? », revue des additions économiques, Université de Tizi-Ouzou, volume 06, 2022, P420

Second cas

Tableau 6: Le montant de l'investissement supérieur à 5.000.000 DA et inférieur ou égal à 10.000.000 DA.

Apport personnel	Prêt non rémunéré proposé par la CNAC	Crédit bancaire par une banque partenaire
2%	28%	70%

Source : IDEM

A ces prêts s'ajoutent d'autres types de prêts non rémunérés dits « supplémentaires » et uniquement pour la phase création ; d'une part, un prêt non rémunéré supplémentaire de 500.000 DA est destiné à l'acquisition de véhicules ateliers en vue de l'exercice des activités de plomberie, électricité bâtiment, chauffage, climatisation, vitrerie, peinture bâtiment, mécanique automobile. D'autre part, un prêt non rémunéré supplémentaire 500.000 DA remboursable est alloué en vue de prendre en charge du loyer des locaux destinés à abriter l'activité projetée. De surcroît, un prêt non rémunéré supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1.000.000 DA remboursable, au profit des diplômés de l'enseignement supérieur, pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création de cabinets groupés en vue de l'exercice d'activités relevant des domaines médical, auxiliaires de justice, expertise comptable, commissariat aux comptes, comptables agréés, bureau d'études et de suivi des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique.

Chapitre 02 : Le financement de PME

2.2.2.2 Fonds de garantie de crédits des pme -FGAR-

Le FGAR est un organisme qui a pour but de garantir les crédits nécessaires aux investissements créé suite au décret exécutif n°02-373 du 11 novembre 2002. Placé sous la tutelle du ministère de l'industrie et des mines, le FGAR est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

D'après le directeur général de l'organisme, les principales missions du Fonds de garantie des prêts aux PME sont de faciliter l'accès des PME aux prêts bancaires à moyen terme et de partager les risques que les banques prennent à financer les PME au moyen de garanties financières. Le fonds de garantie des prêts "FGAR" accompagne également les PME algériennes et les assiste dans la composition financière des entreprises réalisables, leur permettant ainsi d'assumer une position avancée dans un environnement concurrentiel complexe.

Selon le plus récent bilan des activités, soit du 31 mars 2023 le fonds accordé 3720 garanties d'une valeur de 308 milliards de dinars au profit des petites et moyennes entreprises ce qui contribuerait à la création de 105112 emplois. Concernant la répartition régionale, 1699 garanties ont été accordées dans les wilayas du centre, 1030 pour les wilayas de l'est, 713 pour la région de l'ouest et 278 pour le sud.¹

2.2.2.3 Le capital investissement

Au cours des dernières années, le capital investissement est devenu une possibilité pratique car il est dans la mesure d'assurer une partie importante du financement des entreprises et c'est une parfaite alternative pour le financement des petites et moyennes entreprises trouvant des difficultés pour accéder aux crédits traditionnels.

Il est défini comme : « une prise de participation en capital, dans des entreprises généralement non cotées qui n'ont donc pas accès directement aux marchés financiers, pour financer leur démarrage ou leur croissance, leur transmission ou leur survie. Il s'agit ainsi de financer des sociétés en création ou des PME-PMI à un moment critique de leur histoire, en palliant le manque d'argent des fondateurs ou des dirigeants, et en fournissant des capitaux que les banques ne seront pas prêtes à engager, car le risque auquel elles seraient exposées serait trop important pour elles. »²

¹ <https://www.algerie-eco.com/2023/04/17/fgar-308-milliards-da-accordes-aux-pme/>, consulté le 27/04/2023 à 22 :41

² G.MOUGENOT, « Tout Savoir Sur Le Capital Investissement », 4ème édition, Edition Gualino , 2007, p26

Chapitre 02 : Le financement de PME

Amar Douhane et Jean-Michel Rocchi (1997) quant à eux le définissent ainsi : « Le capital investissement est l'ensemble des activités d'investissement à risque effectuées par un intermédiaire financier professionnel dans les sociétés ou projets spécifiques prometteurs. »¹

2.2.2.3.1 Les principaux organismes de capital investissement en Algérie

L'activité du capital investissement en Algérie est à son état embryonnaire. En effet, les banques constituent pratiquement la seule source de financement pour les entreprises. Le secteur du capital investissement en Algérie compte trois sociétés de capital investissement comme le précise le rapport annuel de 2019 de la Commission d'Observation et de Surveillance des Operations Bancaires (COSOB) qui sont : La société Financière Algéro-Européenne de Participation (FINALEP), la société El Djazair Istithmar et la société ICOSIA capital.

FINALEP SPA

Créé en 1991 à l'initiative de deux banques algériennes : la banque de développement local (BDL) et le crédit populaire d'Algérie (CPA) et de la caisse centrale de coopération économique dans le sillage des réformes engagées du système bancaire et financier Algérien afin de promouvoir ce mode de financement en Algérie. La FINALEP intervient en prenant des participations directement dans le capital social des entreprises, accessoirement au niveau du compte courant. Sa participation est toujours minoritaire, elle peut représenter 10 à 20% du capital social, selon la taille et les besoins de l'entreprise. Un quatrième partenaire, la banque européenne d'investissement a fait son entrée en 1995 dans l'actionnariat de la FINALEP. A ses débuts, la FINALEP a rencontré un très grand nombre de problèmes, essentiellement dus à l'absence de cadre réglementaire et au manque d'accompagnement.²

SOFINANCE

La Société Financière d'Investissement, de Participation et Placement, est un établissement financier public agréé par la Banque d'Algérie, le 09 janvier 2001, doté d'un capital social de 10.000.000.000 DA³. La création de la SOFINANCE a été décidée dans le but d'instaurer une nouvelle démarche dans le financement :

- La modernisation de l'appareil de production par des investissements de mise à niveau.
- La densification du tissu industriel à travers des opérations de filialisation, de cession et de fusion.

¹ A. DOUHANE et J-M ROCCHI, « Technique d'ingénierie financière : pratique et méthode des montages financiers », Edition SEFI, 1997, p12.

² www.finalep.dz, Consulté le 27/04/2023 à 23 :40

³ Le Matin Algérie : www.lematindz.net/news/24598-capitalinvestissement-lalgeriederniere-en-Afrique-dunord.html consulté le 27/04/2023 à 23 :55

Chapitre 02 : Le financement de PME

- Le redressement et la reprise des entreprises publiques.

A sa création, les missions statutaires de SOFINANCE comprenaient tous les métiers développés par la banque universelle à l'exclusion des dépôts de la clientèle, comme :

- **Les opérations de participation et de financement :**

Ces opérations incluent la participation aux programmes de modernisation et de privatisation des EPE -Entreprises Publiques Economique.¹

- **L'ingénierie financière :**

Qui consiste à accompagner les EPE dans le processus de privatisation et de cession, en offrant « conseil et assistance ».

EL DJAZAIR ISTITHMAR

El Djazair Istithmar Spa est la première société de capital investissement ayant un statut juridique de société par action, régie par la loi N° 06-11 du 24 Juin 2006 relative à la société de capital investissement. Elle a été créée le 28 décembre 2009, elle est opérationnelle depuis le 07 juillet 2010. El Djazair Istithmar. Spa est une filiale de deux banques publiques en l'occurrence la BADR et la CNEP Banque. Elle est agréée par le Ministère des Finances depuis le 11.05.2010, dotée d'un capital social d'un milliard (1.000.000.000) de dinars totalement libéré et réparti comme suit :

Tableau 7: la constitution du capital de El Djazair Istithmar

Actionnaires	Capital	Parts de vote
B A D R	700 000 000 DA	70%
C N E P- Banque	300 000 000 DA	30%
Total	1 000 000 000	100%

Source : Y. Maameri « Présentation de la société El Djazair Istithmar » sur le site :

docplayer.fr/amp/79353590-Presentation-de-la-societe-el-djazair-istithmar-intervenant-monsieur-yassine-mammeri-13-05-2011-1.html consulté le 22/04/2023 à 23 :18

La société cherche à investir dans des PME non cotées en prenant des participations minoritaires et temporaires en numéraire dans leur capital social. Cela inclut toute opération impliquant des apports en fonds propres et quasi-fonds propres. Elle exerce cette activité de capital d'investissement pour son propre compte ou pour le compte de tiers, et ce, à tous les stades de développement de la PME.

Cependant, l'activité de capital investissement fait face à des contraintes spécifiques liées à son statut de partenaire de la société cible. Ainsi, l'activité de capital social en Algérie doit affronter une multitude de contraintes dont les plus pesantes sont les suivantes :

¹ <http://www.sofinance.dz/sofinance-presentation.htm>

Chapitre 02 : Le financement de PME

- Les PME sont généralement des entreprises familiales mal gouvernées, 80% d'entre elles sont inscrites SARL et EURL.
- De plus, l'étude de la banque mondiale en Algérie révèle que les anciennes PME (créés avant 1989) se plaignent beaucoup plus de la concurrence déloyale. Autrement dit, elles seraient moins enclines à respecter les règles de la transparence et de la bonne gouvernance si un capital investisseur devenait partenaire. Car il est reconnu que le capital investisseur contribue à l'instauration de la bonne gouvernance et à l'introduction des meilleures pratiques de gestion dans la société.¹

2.2.2.4 Prêteurs informels

Les sources de financement informelles sont connues des PME, notamment dans les pays en transition. Les difficultés d'accès aux crédits formels redirigent souvent les PME vers les crédits informels (Feakins 2004). Le financement informel vise généralement de petits prêts et il est souvent accordé sans caution. Il se base essentiellement sur la relation et la confiance mutuelle entre les parties. Ses transactions sont habituellement à court terme et les individus ou organismes opèrent fréquemment à l'ombre du système légal. Cette source provient des prêteurs professionnels, des agents spécialisés en prêts, des parents et amis, et aussi des anges (appelés Business angels).

Ce type de financement n'exige pas autant de conditions telles que les formalités administratives et les garanties, ce qui facilite son accès. Cette source est donc considérée comme une source importante qui permet aux PME de réduire le risque de liquidité.²

Conclusion

Les PME algériennes ont besoin de financements pour soutenir leur croissance et leur développement, et les pouvoirs publics ont mis en place des organismes tel que l'ANGEM, ANADE, CNAC. Ou encore des fonds de garanties comme le FGAR ou encore les sociétés de capital investissements.

Cependant, malgré ces efforts, d'autres pratiques continuent d'être privilégiées en raison de leurs efficacité, et la possibilité du dirigeant de garder son entière autorité sur sa propriété.

Il est donc crucial de cerner les besoins des PME afin de comprendre leurs penchants vers le crédit bancaire.

¹Youcef Lachab « Le capital investissement en Algérie, perspectives et contraintes », Revue IFIDARD N°1, Décembre 2013 Marché financier et investissement

² THI HONG VAN PHAM, Thèse de doctorat « FINANCEMENT BANCAIRE DES PME CAS D'ÉTUDE DU VIETNAM », © Thi Hong Van Pham, 2010, p16

Chapitre 02 : Le financement de PME

Section 02 : Le recours au crédit bancaire

Introduction

« Dans tous les pays de l'OCDE, le prêt bancaire reste la forme la plus répandue de financement extérieur pour les PME, mais confrontées à des règles prudentielles plus sévères, les banques revoient leur modèle d'activité, et la raréfaction du crédit devrait devenir la nouvelle norme. »¹

L'autofinancement ainsi que les organismes de crédit conçu par l'état peuvent sembler une solution intéressante. Cependant, ils présentent certaines limites et ne peuvent être utilisée indéfiniment.

Il est donc nécessaire pour les PME d'avoir accès à des financements externes « bancaires » pour financer leurs projets de développement.

1 Définition

Le crédit bancaire est un mode de financement pour les entreprises et les particuliers, qui peuvent emprunter une somme d'argent auprès des banques. Ce paiement peut être utilisé pour couvrir des dépenses récurrentes, telles que le paiement des salaires et des fournisseurs, ou pour des investissements à long terme, tels que l'acquisition d'équipements, la construction de bâtiments ou le développement de "projets".

Lorsqu'une banque accorde un crédit, elle évalue la capacité de l'emprunteur à rembourser le prêt. Il vérifie la situation financière de l'emprunteur, ses antécédents de crédit, sa capacité de gain et ses garanties éventuelles. Sur la base de ces critères, la banque détermine le montant du prêt, le taux d'intérêt applicable et la durée de remboursement.

Le taux d'intérêt est le coût du crédit, qui représente le pourcentage du montant emprunté que l'emprunteur doit payer en plus du capital. Le taux d'intérêt peut être fixe ou variable, selon les termes du contrat de prêt. Les modalités de remboursement définissent le calendrier et la durée du remboursement du prêt, ainsi que les pénalités en cas de retard de paiement ou de non-paiement. La banque peut également exiger une garantie pour assurer le remboursement du prêt. Cette garantie peut prendre la forme d'une hypothèque sur un bien immobilier, d'une caution

¹ « NOUVELLES APPROCHES DU FINANCEMENT DES PME ET DE L'ENTREPRENEURIAT : ÉLARGIR LA GAMME DES INSTRUMENTS RAPPORT DE SYNTHÈSE FINAL », OCDE, 2014.

Chapitre 02 : Le financement de PME

personnelle, d'une garantie bancaire ou de tout autre actif pouvant être utilisé pour rembourser le prêt en cas de défaillance de l'emprunteur.¹

2 Caractéristiques

Le crédit est caractérisé par « le risque, la dimension temporelle et la confiance. »

Le risque : il s'agit d'une exposition à un danger potentiel, inhérent à une situation ou une activité. Il est spécifique, mesurable et quantifiable, et un facteur de performance ; La gestion des risques n'est autre que l'ensemble des outils, des techniques et des dispositifs organisationnels nécessaires pour y parvenir.

La dimension temporelle : il détermine la durée pendant laquelle l'emprunteur doit rembourser le prêt autrement dit « l'échéance ». Le temps peut également affecter les taux d'intérêt et les conditions de remboursement du prêt. Les banques peuvent proposer des prêts à court terme ou à long terme en fonction des besoins de l'emprunteur et de la durée pendant laquelle il peut rembourser le prêt.

La confiance : Le terme crédit vient du latin « credere » c'est-à-dire faire confiance. Cette notion est nécessaire pour qu'une opération de crédit soit possible. Du côté de la banque cette confiance à l'égard de son client se manifeste par les avances de fonds, l'exécution des ordres donnés et l'indication des renseignements favorables. Le client de son côté, doit être convaincu que ne lui retirera pas son appui au moment où il en a besoin et qu'elle fera un usage strictement confidentiel des renseignements sur son bilan et la marche de son entreprise.²

3 Coût du crédit

Le coût d'un crédit bancaire peut comprendre plusieurs éléments, entre autres on y retrouve :

Le taux d'intérêt : c'est le coût principal d'un crédit bancaire. Il est déterminé par la banque et dépend de plusieurs éléments :

- 1) la loi de l'offre et de la demande sur le marché des capitaux.
- 2) la durée du crédit.
- 3) le risque pour le prêteur et donc, la qualité du débiteur (risque d'insolvabilité).
- 4) le montant du prêt.
- 5) la destination.
- 6) la politique monétaire (fixation du volume de crédit que peuvent accorder les banques...).

¹ Investopedia. (s.d.). Bank Credit. Récupéré le 25 mars 2023, de <https://www.investopedia.com/terms/b/bankcredit.asp>

² Union des banques suisses, « compréhension, confiance, collaboration », ZURICH, 1996.P.6.

Chapitre 02 : Le financement de PME

Il faut noter qu'une rémunération n'est pas toujours demandée pour l'octroi d'un crédit et que pour inciter à la consommation, il existe des crédits gratuits.

Les frais de dossier : il s'agit des frais que la banque facture pour l'examen de la demande de crédit et la mise en place du prêt. Ces frais sont souvent négociables et ils varient selon le type de crédit et sa consistance.

Les assurances : la banque peut exiger que l'emprunteur souscrive une assurance emprunteur en vue de garantir le remboursement du crédit en cas d'incapacité de remboursement. Le coût de l'assurance dépend du montant emprunté, de l'âge et de l'état de santé de l'emprunteur, ainsi que de la couverture choisie. Selon une étude de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) réalisée en 2021, le coût de l'assurance peut représenter jusqu'à 30% du coût total du crédit.¹

Les pénalités de remboursement anticipé : si l'emprunteur souhaite rembourser son crédit avant la fin du terme prévu, la banque peut exiger le paiement de pénalités pour compenser la perte d'intérêts. Les pénalités de remboursement anticipé sont plafonnées à environ 2% du capital restant dû.²

4 Rôles

Le crédit bancaire joue un rôle fondamental dans le fonctionnement du système financier et économique. En effet, il permet de financer les activités des entreprises et des particuliers, en leur accordant des prêts à court, moyen ou long terme.

D'un point de vue financier, le crédit bancaire permet aux banques de générer des intérêts sur les prêts accordés. Cela leur permet de se financer et de réaliser des bénéfices. Les banques peuvent ainsi utiliser les dépôts des clients pour accorder des prêts à d'autres clients qui ont besoin de financement.

D'un point de vue économique, le crédit bancaire joue un rôle essentiel dans le développement des entreprises. En effet, les entreprises ont besoin de financement pour investir, se développer et créer des emplois. Le crédit bancaire permet ainsi de favoriser la croissance économique et la création d'emplois.

Le crédit bancaire peut être accordé à différents niveaux. Les prêts à court terme sont destinés à financer les besoins de trésorerie des entreprises, tels que le paiement des fournisseurs ou le règlement de charges courantes.

¹ <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Credits-et-epargne/Credit-a-consommation>). Consulté le 01/06/2023 à 9 :45

² <https://www.banque-france.fr/particuliers/guide/credit-consommation#les-penalites-en-cas-de-remboursement-anticipe>). Consulté le 01/06/2023 à 10 :00

Chapitre 02 : Le financement de PME

Les prêts à moyen terme sont destinés à financer des investissements plus importants, tels que l'achat d'équipements ou la réalisation de travaux. Enfin, les prêts à long terme sont destinés à financer des projets d'envergure, tels que la construction d'un bâtiment ou l'acquisition d'une entreprise.

5 Types de crédit

5.1 Crédits d'investissement

Sont des crédits dont la durée de remboursement est relativement longue (jusqu'à vingt ans ou plus).

5.1.1 Crédit à moyen terme

Il s'agit d'un prêt d'une durée de deux à cinq ans, conçu pour financer l'achat, l'installation et/ou l'aménagement d'équipements.

5.1.2 Crédit à long terme

Il s'agit d'un prêt qui s'étend sur une période de plus de cinq (05) ans mais moins de douze (12) ans, et qui est conçu pour financer des projets d'envergure tels que des constructions (usines, hôtels, infrastructures...) qui ont une longue durée de vie et d'amortissement.

5.2 Crédit-bail

Le crédit-bail est une technique de financement qui permet à une entreprise de louer un bien pour une période déterminée, généralement un équipement ou un véhicule, avec option d'achat en valeur résiduelle à la fin du contrat. Cette solution de financement est très prisée par les entreprises qui souhaitent acquérir des biens sans mobiliser leurs fonds propres, ce service est proposé par une société de crédit-bail ou une banque.¹

Le crédit-bail est une opération tripartite qui implique le bailleur, le preneur et le fournisseur du bien. Le bailleur achète le bien auprès du fournisseur et le loue au preneur pour une durée déterminée. Le preneur verse des loyers mensuels ou trimestriels au bailleur pendant toute la durée du contrat.

Il existe plusieurs types de crédit-bail, chacun adapté à des besoins spécifiques :²

¹ "Le crédit-bail, un financement malin pour les entreprises" - Ordre des experts-comptables - <https://www.experts-comptables.fr/csoec/Manifestations/2018/Le-credit-bail-un-financement-malin-pour-les-entreprises> consulté le 25/04/2023 à 11:50

² "Le crédit-bail, une solution de financement pour les entreprises" - Agence France Entrepreneur - <https://www.afecreation.fr/pid4032/le-credit-bail.html> consulté le 25/04/2023 à 12:01

Chapitre 02 : Le financement de PME

1. Le crédit-bail mobilier : il concerne les biens meubles comme les équipements informatiques, les véhicules utilitaires ou encore les machines-outils. Le preneur peut choisir de lever l'option d'achat à la fin du contrat afin de devenir propriétaire du bien.

2. Le crédit-bail immobilier : il concerne les biens immobiliers tels que les locaux professionnels, les entrepôts et les usines. Le preneur peut également lever l'option d'achat à la fin du contrat pour devenir propriétaire du bien.

3. Le crédit-bail adossé : consiste pour un fournisseur à obtenir un équipement financé par un établissement de crédit-bail et à le sous-louer à son client dans des conditions qui sont généralement les mêmes.

4. Le lease-back : est une opération dans laquelle une entreprise propriétaire d'un bien le cède à une société de crédit-bail qui le remet immédiatement à sa disposition dans le cadre d'un crédit-bail.

Le crédit-bail présente de nombreux avantages pour les entreprises, notamment la possibilité de financer l'acquisition d'un bien sans mobiliser ses fonds propres, la souplesse du contrat et la possibilité de lever l'option d'achat à la fin du contrat pour devenir propriétaire du bien. Cependant, il convient de noter que le coût total d'un crédit-bail peut être plus élevé que celui d'un achat comptant, et c'est normal en raison des loyers mensuels ou trimestriels à verser pendant toute la durée du contrat majorés d'intérêts.

5.3 Crédit d'exploitation

Les crédits à court terme ont une durée inférieure à un an et ont pour objet d'assurer l'équilibre de la trésorerie de l'entreprise. Ils servent, par exemple, à couvrir un temps de stockage, un délai de fabrication ou un délai de paiement consenti aux clients et permettent ainsi de faire face aux dépenses courantes de l'activité (salaires, loyers, etc.).

On distingue principalement : les crédits de caisse simples et les crédits de mobilisation de créances (Crédits de caisse spéciaux).¹

5.3.1 Crédit par caisse

Le crédit de caisse est un type de crédit de trésorerie accordé à une entreprise sur son compte courant, pour répondre à un décalage temporaire entre ses recettes et ses dépenses. Ce crédit offre une grande flexibilité d'utilisation, car une fois les fonds accordés, le client peut les utiliser librement dans les limites définies, sans avoir à fournir de pièces justificatives. D'autres types de crédits de trésorerie incluent l'avance à terme fixe, l'avance sur facture et le dépassement temporaire autorisé en compte courant.

¹ <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/financements/credits-a-court-terme>, consulté le 25/04/2023 à 12:10

Chapitre 02 : Le financement de PME

5.3.1.1 Facilité de caisse

La facilité de caisse est un type de crédit bancaire qui est accordé aux entreprises pour faire face à des difficultés de trésorerie temporaires. Cette autorisation est généralement accordée pour une période donnée et nécessite une nouvelle étude lorsque l'autorisation arrive à expiration. Bien que sa validité soit généralement d'un an, la facilité de caisse ne doit être utilisée que pour une période très limitée, en réponse aux besoins de financement dus au décalage des entrées et sorties de fonds. Le remboursement est assuré chaque mois par les rentrées décalées et son montant est généralement inférieur à un mois de chiffre d'affaires. La facilité de caisse est le financement idéal pour la partie fluctuante des besoins en fonds de roulement d'une entreprise.

5.3.1.2 Découvert

Le découvert est un concours qui peut être temporaire ou permanent de la banque, le concours permanent est accordé aux entreprises présentant une solide surface financière. « Le découvert autorise l'entreprise à présenter un compte débiteur, mais pour une durée plus longue et plus continue que la facilité de caisse. »

- **Le découvert non mobilisable** : Ce type de découvert permet au client de faire fonctionner son compte en position débitrice dans la limite du plafond autorisé.
- **Le découvert mobilisable** : il est matérialisé par les billets souscrits par le client à l'ordre de la banque qui pourra les réescompter auprès de la Banque d'Algérie.

Toutefois, dans la pratique, le découvert est souvent accordé pour assurer à l'entreprise un fonds de trésorerie lorsque les associés ne veulent pas ou ne peuvent apporter des fonds supplémentaires à l'entreprise. Dans ce dernier cas, la banque n'apportera la plupart du temps son concours que si elle bénéficie de bonnes garanties et est assurée notamment de la caution des associés, ces derniers pouvant être appelés à rembourser la banque en cas de défaillance de l'entreprise.

5.3.1.3 Crédit de campagne

Est un type de crédit à court terme accordé aux entreprises ayant une activité saisonnière pour financer leur cycle d'exploitation pendant les périodes de faible activité, il permet donc de combler les décalages de trésorerie importants que ces entreprises rencontrent périodiquement pendant quelques mois seulement. Ce crédit est généralement remboursé en une seule fois à la fin de la saison.¹

¹ <https://www.e-affacturage.fr/definition/credit-de-campagne>, consulté le 02/05/2023 à 13h02

Chapitre 02 : Le financement de PME

5.3.1.4 Crédit de relais « de soudure »

Le crédit de relais est une forme de crédit qui permet à une entreprise d'anticiper une rentrée de fonds à venir dans un délai déterminé et pour un montant précis. Il est souvent utilisé dans le cadre d'une opération ponctuelle hors exploitation, telle que la cession d'un bien immobilier ou d'un fonds de commerce, ou encore une opération financière telle qu'une augmentation de capital.

5.3.1.5 Crédit « Spot »

Cette appellation est donnée à un découvert sous forme d'avance d'une durée de quelques heures à quelques jours, formalisé le plus souvent par des billets financiers. Ce type de crédit, accessible aux PME d'une certaine importance, se négocie souvent aux conditions euribor plus 0.50% à 1.50%. Le principal avantage de ce type de financement réside dans la suppression des commissions applicables au découvert, le taux proposé étant le seul coût pour l'entreprise.¹

5.3.1.6 L'accréditif

Il arrive parfois qu'une entreprise désire pouvoir disposer de fonds sur une place autre que celle où est tenu son compte, et demande à être accréditée auprès d'une succursale.

L'ouverture d'un accréditif consiste à demander auprès de la succursale de procéder à certains décaissements pour le compte du banquier donneur d'ordre

L'accréditif peut être simple ou permanent.

Accréditif simple : le banquier invite la succursale chez qui il ouvre l'accréditif, à remettre une certaine somme au bénéficiaire, somme qui sera prélevée en une ou plusieurs fois avant une date limite.

Accréditif permanent : appelé aussi périodique, comporte la possibilité de prélever une somme déterminée pour une période déterminée, tant par jour, tant par semaine, tant par mois.²

5.3.2 Crédits par caisse spéciaux

5.3.2.1 Affacturage (Factoring)

Est un moyen de financement permettant aux entreprises d'obtenir une avance de trésorerie (liquidité) rapide qui consiste à céder des factures en attente de règlement à des sociétés spécialisées dans l'affacturage, appelées factors.

Le factoring est recommandé pour les entreprises qui ont peu de fonds propres et n'ont pas encore de bilan. Si les entreprises ont déjà des commandes justifiées par des factures exigibles, elles peuvent subvenir à leur besoin en fonds de roulement grâce aux factors.

¹ LUC Bernet-Ralland (2008), Op. Cit., P.288.

² Jaques ferrennière, « les opérations de banque », édition DALLOZ, deuxième édition, 1958 ; P97.

Chapitre 02 : Le financement de PME

Le factoring permet également d'externaliser les tâches administratives et offre des garanties en cas d'impayés. Toutefois, les factors sont souvent très sélectifs et exigent un montant minimal de factures. De plus, les sommes débloquées sont amputées de frais et de garanties.

5.3.2.2 Crédit « Dailly »

Ce que l'on appelle « la Dailly » est une cession de créance. Cette forme de transaction juridique permet à une entreprise d'attribuer ses créances commerciales à une banque ou à un établissement de crédit. En contrepartie, la banque avance les montants commerciaux nécessaires, et touche une compensation financière.

La cession Dailly donne l'occasion donc à une entreprise de toucher rapidement un montant qu'elle vient de facturer, sans attendre que son client verse véritablement cette somme. En effet, il n'est pas rare que les créances clients mettent du temps à être réglées : délais de paiement, paiements échelonnés...

Il est également possible de grouper plusieurs créances et de toucher un versement global de la part de la banque. Cette opération transforme la facturation à un client, en un crédit contracté vis-à-vis d'une banque.

5.3.2.3 Escompte financier « bancaire »

Un moyen de financement à CT pour les entreprises qui consiste à céder un effet de commerce à une banque en échange d'une avance de trésorerie immédiate. La banque ne rachète pas la créance mais verse le montant de l'effet de commerce déduit des frais perçus au créancier. Si la créance n'est pas payée à la date d'échéance, la banque se retourne vers le créancier.

L'escompte s'adresse à l'ensemble des entreprises commerciales, indépendamment de leur taille et leur secteur d'activité.

5.3.2.4 Les avances

Dans les avances il existe plusieurs sortes et ceci en fonction de l'objectif de leurs utilisations et de leurs processus de fonctionnement à savoir :

- **Avances sur marchandises**

Les crédits garantis par des marchandises se réalisent le plus souvent sous la forme d'avances. Il est alors possible pour une entreprise de demander une avance sur les marchandises qu'elle détient en stock en utilisant ces mêmes marchandises comme garantie.

¹Cette avance est souvent garantie par les marchandises elles-mêmes, qui sont affectées en gage soit dans les locaux de l'entreprise, soit dans les locaux d'un tiers de confiance, comme un magasin général.

¹ https://www.biat.tn/biat/Fr/avance-sur-marchandises_63_183, consulté le 24/05/15 :06

Chapitre 02 : Le financement de PME

- **Escompte du warrant**

Un warrant est un titre de propriété sur des marchandises stockées dans un entrepôt. Il est émis par l'entreprise qui possède les marchandises et permet à cette dernière d'obtenir un financement auprès d'une banque. Le warrant est ensuite remis à la banque en garantie de ce financement.

La banque peut alors utiliser le warrant pour obtenir les marchandises stockées dans l'entrepôt en cas de non-remboursement de l'emprunt. Cela permet à la banque de minimiser les risques liés au financement de l'entreprise.

Le dépôt de marchandises dans un magasin général est souvent utilisé pour garantir la qualité et la quantité des marchandises stockées, ainsi que pour faciliter leur transport et leur commercialisation.

- **Avances sur facture**

C'est une pratique qui consiste à obtenir un paiement partiel ou complet avant la livraison d'un produit ou la prestation d'un service. Cette technique permet aux entreprises de disposer de liquidités immédiates pour financer leurs activités et de réduire les risques liés aux impayés.

L'entreprise qui souhaite bénéficier d'une avance sur facture doit établir un devis détaillant les produits ou services commandés. Ensuite, elle peut demander à son client de verser une partie ou la totalité de la somme due avant la livraison. Une fois le paiement reçu, l'entreprise peut alors procéder à la livraison des biens ou à la prestation de services.

L'objectif principal de l'avance sur facture est de permettre aux entreprises de disposer de liquidités immédiates pour financer leurs activités.

- **Avances sur titres**

Est une technique qui permet aux clients possédant un portefeuille de titre : (BDC, DAT, obligations...) d'obtenir des avances remboursables à une date fixe, garanti par un nantissement de ces valeurs mobilières. Les intérêts sont souvent payés d'avance. Le client alors prélève selon ses besoins dans la limite des fonds mis à sa disposition, et rembourse lorsqu'il a des rentrées, sans être lié par une échéance fixe. Le décompte des intérêts se fait d'après les utilisations comme en matière d'avance en compte.

- **Avances sur marchés**

Le marché public est un contrat de réalisation d'une mission de service public (telle que la recherche scientifique, construction d'hôpitaux ...).

Le financement des marchés publics peut se faire selon trois techniques : des cautions, des paiements à titre d'avance et des crédits sur commandes publiques.

Chapitre 02 : Le financement de PME

Et l'avance : « Consiste à consentir des avances garanties par le nantissement des sommes dont le titulaire du marché devient créancier après l'exécution des travaux ou la livraison de marchandises »¹

Cette mesure sera proposée par les titulaires des marchés publics suite aux délais de règlement très large imposés par l'état afin d'éviter le manque de liquidités compte tenu du financement substantiel qui découlera de ces derniers.

5.3.3 Crédit par signature

Les crédits par signature peuvent se définir comme des engagements contractés par une banque en faveur de son client envers un tiers. La caractéristique de ces crédits est qu'ils ne nécessitent aucun décaissement immédiat du banquier. Une signature de sa part suffit. Le banquier ne réglera qu'en cas de défaillance du client (il sera alors subrogé dans les droits du bénéficiaire de l'engagement). Pour celui-ci l'opération est bien une opération de crédit puisque grâce à l'engagement du banquier il va disposer du financement qu'il réclame.² Les crédits par signature jouent un rôle important dans le commerce international. Les établissements de crédit ne sont pas les seuls à s'engager de la sorte : il faut aussi compter avec les sociétés de caution mutuelle et les compagnies d'assurance

5.3.3.1 L'aval bancaire

D'après le législateur algérien l'aval est « l'engagement d'une personne de payer tout ou partie d'un montant d'une créance, généralement un effet de commerce »³. L'avaliste ou l'avaliseur s'engage au même titre que la caution solidaire, à garantir le paiement de la créance à échéance en cas de défaillance du débiteur. L'avaliste oppose sa signature au recto de l'effet ou sur un acte séparé, cette signature est suivie par la mention « Bon pour aval ».

5.3.3.2 Crédit d'acceptation

L'acceptation bancaire consiste en la prise en charge d'une lettre de change par une banque qui se porte garant du paiement à l'échéance. Cette opération est rémunérée par une commission, qui varie en fonction du montant du crédit accordé et du risque encouru, elle permet aux entreprises de bénéficier d'un crédit facilement et rapidement, en se reposant sur la solvabilité de leur banque.

Il convient toutefois de souligner que l'acceptation bancaire n'engage que la signature de la banque. Cela signifie qu'il s'agit en effet d'un crédit accordé, et que le tireur peut facilement

¹ Jacques FERRONNIERE, « Les opérations de banque », édition DALLOZ, 1958, P 333

² Marianne Villemonteix, « Fiches de Droit bancaire », édition Ellipses, 2019, P232

³ Article 409-499 code civile Algérien

Chapitre 02 : Le financement de PME

escompter une traite acceptée par une banque. Il est par conséquent important de tenir compte du risque couru et de la capacité de remboursement du débiteur.

5.3.3.3 Le crédit documentaire

Le crédit documentaire (ou lettre de crédit) est une technique de paiement qui facilite et assure les transactions internationales. Concrètement, une banque s'engage, pour le compte de son client (l'importateur), à payer dans un délai déterminé à un bénéficiaire (l'exportateur) le prix de marchandises ou de services ;

En contrepartie, l'exportateur transmet des documents convenus au préalable et conformes prouvant la valeur et l'expédition des marchandises ou des services.

Le crédit documentaire, également appelé CREDOC, est utilisé lorsque les montants de la transaction sont consistants ou lorsque l'une d'elles a des doutes quant à la moralité ou à la solvabilité de l'autre. De cette manière, il permet de sécuriser les transactions à l'international et constitue une garantie pour l'exportateur et l'importateur.

5.3.3.4 Le cautionnement

Parmi les suretés conventionnelles, il y a lieu de noter l'existence du cautionnement. Il y a deux significations qui peuvent être attribuées à la caution :

Dans le langage courant cela signifie le dépôt d'une somme d'argent ou de valeurs pour garantir la bonne exécution, ou pour réparer des fautes qu'une personne peut commettre ;

Dans un second contexte, le cautionnement est un contrat par lequel un tiers appelle « caution » s'engage à payer le créancier si le débiteur n'exécute par son obligation. On peut aussi définir le cautionnement comme étant l'obligation prise par une personne appelée « caution » d'exécuter l'obligation si « le débiteur » ne l'exécute pas lui-même.¹

Il résulte que le cautionnement suppose au préalable l'existence d'une obligation. Celle-ci se concrétise par un contrat entre le créancier et le tiers. En outre, le code civil, dans son article 644 du code civil Algérien définit le cautionnement ainsi : « Le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant, envers le créancier, à satisfaire cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même »² .

6 Risques financiers associés à l'octroi de crédit

Il est bien évident que le risque pour le banquier de ne pas revoir ses fonds s'aggrave lorsque la proportion entre le montant de l'avance et la surface du débiteur tend à s'élever. Mais ce

¹ A Ben Halima, « Les emplois des banques », édition Dahlab, 1997, P57.

² Article 644 code civil Algérien

Chapitre 02 : Le financement de PME

risque s'alourdit également avec l'allongement de la durée des crédits : la situation du débiteur peut en effet évoluer de manière défavorable.

« Il n'y a pas de crédit sans risques ; il importe donc que jamais ne soit consentie à une entreprise, quels que soient son importance et son prestige, des avances d'un montant tel que la banque ne puisse supporter les conséquences d'une défaillance toujours possible. »¹

On peut identifier ces risques à travers plusieurs mécanismes tel que :

- **L'application de la réglementation prudentielle** : Dès l'été 1991, le conseil de la monnaie et du crédit (CMC) a procédé à la mise en place du dispositif réglementaire en matière prudentielle en édictant le règlement n° 91-09 suivi par l'instruction d'application n°34-91 de la Banque d'Algérie.
- **Méthode d'évaluation : L'analyse financière** : Elle s'inscrit dans une logique subjective basée sur l'hypothèse selon laquelle la situation future d'une entreprise dépend de sa situation actuelle ; pour émettre un jugement, cette méthode est la plus ancienne et la plus utilisée par les banques pour mesurer la solvabilité, la rentabilité et la liquidité de l'entreprise à partir d'un diagnostic financier.

Conclusion

Le crédit bancaire est donc considéré comme une source de financement idéale, car il est disponible, flexible et adapté aux besoins de financement de ces entreprises à court, moyen et long terme et peut être utilisé pour financer une grande variété de projets.

Dans cette perspective, il est important pour les PME de comprendre les caractéristiques du crédit bancaire, les modalités de son obtention, ainsi que les conditions et les risques liés à son utilisation. Cela permettra aux PME de trouver la solution de financement la plus adaptée à leurs besoins et à leur situation financière.

¹ Jacques FERRONNIERE, « Les opérations de banque », édition DALLOZ, 1958, p15

Chapitre 02 : Le financement de PME

Section 03 : analyse financière

Introduction

Pour arriver à l'évaluation de la situation, la rentabilité et la performance d'une entreprise et identifier ses forces et ses faiblesses, nous avons fait appel à un outil très efficace qui est l'analyse financier. L'analyse financier est une technique qui se base sur les informations financier et comptable capable de participer à l'évaluation de la situation financière de l'entreprise, a rencontré à des paramètres propres à toute analyse financière.

1 Définition de l'analyse financière

« L'analyse financière est un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances. »¹

2 Utilité de l'analyse financière

L'analyse financière sert à apprécier :

- **La santé financière de l'entreprise**

Elle consiste à évaluer la situation financière et cela permet de comprendre la performance passée de l'entreprise, d'identifier ses forces et faiblesses, et de prendre des décisions éclairées pour l'avenir.

- **La gestion et la rentabilité de l'entreprise**

Tout à fait, l'analyse financière est un outil important pour la gestion et la rentabilité de l'entreprise. Elle permet de mesurer la performance financière de l'entreprise et d'identifier les domaines qui nécessitent une attention particulière pour améliorer la rentabilité de l'entreprise

- **Les perspectives de développement**

En examinant les états financiers passés et présents, les gestionnaires peuvent identifier les tendances et les modèles qui pourraient indiquer comment l'entreprise se développera à l'avenir. Les gestionnaires peuvent évaluer la capacité de l'entreprise à générer des revenus et à maintenir une rentabilité à long terme. Ces informations peuvent être utilisées pour élaborer des stratégies de développement et des plans d'affaires pour l'avenir de l'entreprise.

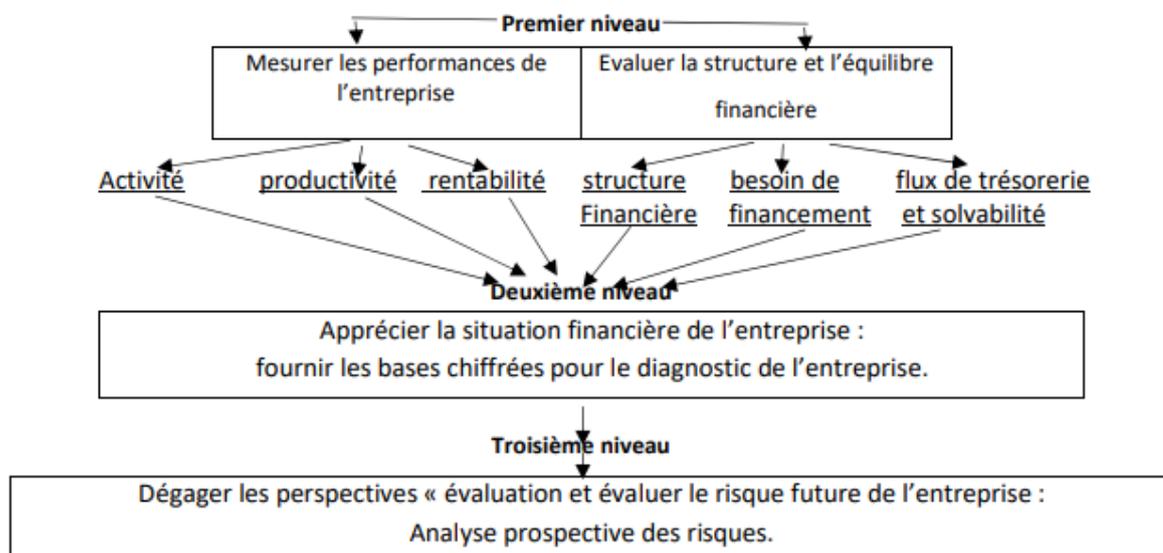
¹ E. COHEN, « Analyse financière », 4^{ème} édition, Economica, Paris, 1997

Chapitre 02 : Le financement de PME

3 Objectifs de l'analyse financière

On peut résumer les objectifs de l'analyse financière dans la figure suivante :

Figure 3: « Les différents modes de financement »



Source : M. El mallouke, A. Fekkak « analyse financière », support cours, université sidi Mohamed ben Abdellah faculté des sciences juridiques économiques et sociales, FES, 2014, P12.

4 Importance de l'analyse financière

L'analyse financière est pertinente pour les diverses catégories d'agents internes et extérieurs, nous citons :

4.1 Les dirigeants

L'analyse financière permet de mesurer le rendement de son propre management, de le comparer à celui de ses concurrents directs, et possiblement la mise en œuvre d'actions correctives. Elle permet aussi, et surtout, d'apprécier la solvabilité de ses clients, ses fournisseurs tout en analysent leur propres bilans¹

4.2 Les prêteurs

L'objectif sera de mesurer la capacité de remboursement de l'entreprise au capital prêté ou qu'elle se propose de lui prêter, et par « prêteurs », on entend, les banques, mais aussi, par extension, tous les partenaires qui participent plus ou moins directement dans la « chaîne financière ».

¹ Deisting. F et Lahille. JP : « analyse financière », édition Dunod, 5^{-ème} édition, paris, 2017, P1, 2.

Chapitre 02 : Le financement de PME

4.3 Les actionnaires

Il s'agira d'évaluer le rendement et l'efficacité du gestionnaire actuel, au besoin pour le changer s'il n'est pas efficace. On connaît la pression qu'exercent certains actionnaires institutionnels (fonds de pension, banques...) sur les dirigeants des entreprises qu'ils contrôlent.

4.4 Les salariés

Intérêt à confronter la politique sociale de leur employeur avec celle des concurrents : rémunération, primes..., mais aussi sa politique financière : parmi les richesses créées par l'entreprise.

5 Diagnostic économique & financier de l'entreprise

5.1 Le bilan financier

Le bilan financier est un bilan comptable retraité par la banque qui travaille dans un souci liquidatif (optique liquidative). Il se présente comme suit :

-**L'actif** : il se subdivise en deux parties : une partie regroupant l'actif à plus d'un (01) an (actif immobilisé), et une partie regroupant l'actif à moins d'un (01) an (actif circulant).

-**Le passif** : il comporte également deux parties distinctes : le passif à plus d'un (01) an (capitaux permanents) et le passif à moins d'un (01) an (dettes à court terme).

5.1.1 Passage du bilan comptable au bilan financier

Le passage du bilan comptable au bilan financier nécessite plusieurs redressements : • Retraitement des non-valeurs. • Réintégration des éléments hors-bilan. • Réévaluation de certains postes du bilan. • Reclassement et finalisation du bilan financier.

5.1.2 Les principaux postes du bilan financier

5.1.2.1 Contenu de l'actif

- **Valeurs Immobilisées (VI)** : ce poste doit rassembler les immobilisations à plus d'un an dont on doit retrancher les actifs sans valeurs et les immobilisations cessibles à (-) d'un an. Autres Valeurs Immobilisées : ce poste comprend les éléments auxquels on a un doute, quant à la réalisation au cours de l'exercice, ainsi que les éléments qui ne sont pas parfaitement liquides : stock outil, crédit-bail, créances d'investissement, créances douteuses, titres de placements.
- **Valeurs d'Exploitation (VE)**

Cette rubrique contient les stocks de marchandises, de fournitures ou de produits finis, tout en retranchant la valeur du stock outil.

Chapitre 02 : Le financement de PME

- **Valeurs Réalisables (VR)**

Cette rubrique comprend les créances détenues sur la clientèle, les avances aux fournisseurs ainsi que les EENE. Effet escompté non échus

- **Valeurs Disponibles (VD)**

Ce poste comprend les éléments qui ont un degré de liquidité élevé, notamment les liquidités en banque ou à la caisse, ainsi que les titres cotés en bourse

5.1.2.2 Contenu du passif

- **Les capitaux propres**

Cette rubrique regroupe le fond social, les écarts de réévaluation, les réserves, les reports à nouveau, les provisions pour pertes et charges, le résultat en instance d'affectation et le résultat à conserver.

- **Les dettes à long et moyen terme (DLMT)**

Il s'agit de capitaux d'emprunt dont l'échéance de remboursement dépasse un an, auxquelles il faut additionner les dettes de bas de bilan qui ont un caractère de long terme. L'ensemble des DLMT et des fonds propres forme les fonds permanents. Les dettes à court terme d'exploitation : elle comprend essentiellement les avances reçues, les effets à payer (EAP), et les dettes de stocks. Les dettes à court terme hors exploitation : cette rubrique comprend les dettes cycliques du passif circulant (dettes envers les associés, impôts et taxes, dividendes...). Trésorerie du passif : ce poste comprend les concours bancaires courants, les EENE, et les annuités exigibles des DLMT.

5.2 Compte de résultats

Si le bilan donne une image statique de la situation de l'entreprise, le compte de résultats permet un examen dynamique. Il retrace l'historique de l'activité de l'entreprise au cours d'un exercice comptable (une année). Il regroupe toutes les charges et tous les produits de l'année. De plus, il permet de juger la rentabilité de l'entreprise dans son ensemble à travers le résultat net, or le même résultat peut être obtenu de diverses méthodes. Donc, pour plus de détails, il faut décomposer en phases progressives qui sont : les soldes intermédiaires de gestion

5.2.1 Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les SIG sont des indicateurs comptables qui permettent d'identifier et d'analyser la totalité des points et données qui contribuent à la réalisation du résultat d'une entreprise.

Ils permettent ainsi de différencier les éléments en lien avec la production, les éléments en lien avec l'investissement et le financement, ainsi que les éléments qui sont considérés comme

Chapitre 02 : Le financement de PME

exceptionnel.¹ La détermination de ces soldes devrait aboutir à l'appréciation de la rentabilité financière de l'entreprise, pour permettre au banquier de calculer si elle est satisfaisante pour faire face au remboursement du crédit demandé.

On retrouve dans le SIG les compartiments suivants :

- **La production de l'exercice comptable** : il mesure l'activité des entreprises ayant une activité de production.
- **La valeur ajoutée (VA)** : il permet de mesurer la richesse créée par la société, qui permet de rémunérer les différentes intervenant ayant participé à la production. L'excédent restera dans les mains de l'entreprise afin de financer son activité prévisionnelle.
- **L'excédent brut d'exploitation (EBE)** : il permet à la société de s'autofinancer, de payer ses apporteurs de capitaux, et d'être en mesure de payer l'impôt sur les bénéfices.
- **Le résultat d'exploitation** : il permet de mesurer le pouvoir qu'à l'entreprise de générer des ressources par son activité.
- **Le résultat financier** : il permet de mesurer les effets de la politique de financement de la société.
- **Le résultat courant avant imposition** : il est explicitement le résultat de l'entreprise, avant application d'impôt.
- **Le résultat extraordinaire** : il reprend la totalité des opérations exceptionnelles et non habituelles de l'entreprise, soit extérieures à son activité principale.
- **Le résultat de l'exercice** : il est directement le résultat de l'activité de l'entreprise, après déduction de toutes les charges financières, salariales, et fiscales.
- **La capacité d'autofinancement (CAF)**

La capacité d'autofinancement est la ressource interne dégagée par le cycle d'exploitation de l'entreprise à l'occasion de ses opérations de gestion et qui restera à sa disposition lorsque l'ensemble de ses partenaires (autres entreprises, personnel, établissements de crédit, administrations) auront été rémunérés permettant d'assurer son autofinancement.²

La CAF peut être affectée au financement, maintien ou renouvellement de l'outil de production, au remboursement des emprunts, à la distribution de dividendes ou à la couverture des besoins de l'activité.

¹ <https://jobphoning.com/dictionnaire/solde-intermediaire-de-gestion> consulté le 05/05/2023 à 18 :19

² <https://www.l-expert-comptable.com/a/532438-definition-de-la-capacite-d-autofinancement-caf>. Consulté le 05/05/2023 à 18:13

Chapitre 02 : Le financement de PME

5.3 La méthode des masses financières (Approche globale)

Elle permet de donner une vue d'ensemble du profil financier de l'entreprise et de vérifier l'équilibre correct entre les masses significatives du bilan financier (investissement et exploitation) afin d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise.

L'équilibre financier

C'est une première lecture du bilan qui permet, à travers la comparaison des postes fondamentaux du bilan, de porter une première appréciation sur l'équilibre financier de l'entreprise. Pour ce faire, il faut confronter la liquidité des postes de l'actif à l'exigibilité des postes du passif. L'appréciation de l'équilibre financier de l'entreprise est menée à l'aide des trois grandeurs financières :

- Le Fonds de Roulement (FR).
- Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR).
- La Trésorerie (Tr).

- **Le fonds de roulement (FR)**

Le FR est l'excédent des capitaux permanents sur les emplois stables. Autrement dit, c'est la partie des actifs circulants financés par les capitaux permanents. Il ne s'agit pas là d'un élément ou d'une masse du bilan mais d'une grandeur à calculer. Cette grandeur peut être calculée de diverses manières

Par le haut du bilan : $FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{Immobilisations nettes}$.

Par le bas du bilan : $FR = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à Court Terme}$.

- **Le besoin en fonds de roulement (BFR)**

Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'entreprise appelés autrement besoins en fonds de roulement. Il existe en effet un décalage temporaire entre, d'une part, les dépenses engagées par l'entreprise pour produire, et d'autre part, les recettes tirées de la vente des biens ou services produits. Le besoin en fonds de roulements résulte, donc, de ces décalages temporaires entre les décaissements et les encaissements des flux liés à l'activité de production de l'entreprise. Il représente l'excédent des actifs circulants (hors trésorerie) sur les dettes à court terme hors trésorerie du passif.

$BFR = \text{Actif Circulant (hors trésorerie active)} - \text{Passif Circulant (hors Trésorerie Passive)}$

Le BFR peut être subdivisé en deux parties :

Le BFR d'exploitation (BFRE) : Il ne prend en considération que les opérations liées à l'exploitation de l'entreprise.

Chapitre 02 : Le financement de PME

Le BFR hors exploitation (BFRHE) : Il ne prend en considération que les opérations exceptionnelles réalisées par l'entreprise (Opérations qui ne relève pas de son activité « normale »).

- **La Trésorerie**

La Trésorerie d'une entreprise peut s'évaluer de deux manières différentes selon l'approche retenue : Tout d'abord, la Trésorerie d'une entreprise correspond à la différence entre ses besoins et ses ressources de financement.

Les besoins de l'entreprise peuvent être évalués à l'aide du besoin en fonds de roulement, alors que les ressources de l'entreprise disponibles pour financer ces besoins, s'appellent le Fonds de roulement.

La Trésorerie nette de l'entreprise correspond donc au solde net entre ces besoins et ces ressources, si les besoins excèdent les ressources, la Trésorerie de l'entreprise sera négative (au passif du bilan), alors que si les ressources sont supérieures aux besoins, la Trésorerie sera positive (à l'actif du bilan). Cependant, la Trésorerie d'une entreprise représente aussi l'ensemble de ses disponibilités qui lui permettront de financer ses dépenses à court terme. Dans ce cas, la Trésorerie nette d'une entreprise se calcule en faisant la différence entre sa Trésorerie d'actif et sa Trésorerie de passif.

- Trésorerie = Fonds de Roulement - Besoin en Fonds de Roulement.
- Trésorerie = Trésorerie d'actif - Trésorerie du passif.

5.4 La Méthode Des Ratios

Les ratios sont des indicateurs utilisés pour mener une analyse financière de l'entreprise. Ils sont utilisés par les dirigeants, les repreneurs d'entreprise, investisseurs, et banquiers.¹

C'est un rapport significatif entre deux grandeurs cohérentes qui permet de mesurer des critères (rentabilité, productivité, solvabilité...).

Le ratio en lui-même présente généralement peu d'intérêt, l'importance est dans :

- Son évolution dans le temps.
- Sa position par rapport aux performances des concurrents.
- Sa tenue par rapport à des normes générales, principalement bancaires dans la mesure où elles ont une réelle signification et qu'elles constituent un critère de jugement pour l'analyste

¹ <https://www.compta-facile.com/ratios-financiers-calculs-et-explications/> , consulté le 25/04/2023 à 01 :15

Chapitre 02 : Le financement de PME

Conclusion

L'analyse financière est une technique d'analyse des états financiers. Son objectif porte sur l'appréciation de la santé financière de l'entreprise notamment sur les plans de solvabilité et de rentabilité.

Son importance est majeure pour une banque car elle permet de connaître la situation d'une entreprise (activité, performances réalisées, structure financière), de l'interpréter, d'effectuer des comparaisons, de mesurer la rentabilité de ses capitaux investis et cela en s'articulant sur l'analyse du bilan et des comptes de résultat d'une part et l'analyse des ratios d'autre part et donc de prendre des décisions.

Après avoir identifié toutes les valeurs dont elle a besoin dans sa prise de décision, elle peut, finalement, confirmer ou non la demande de crédit.

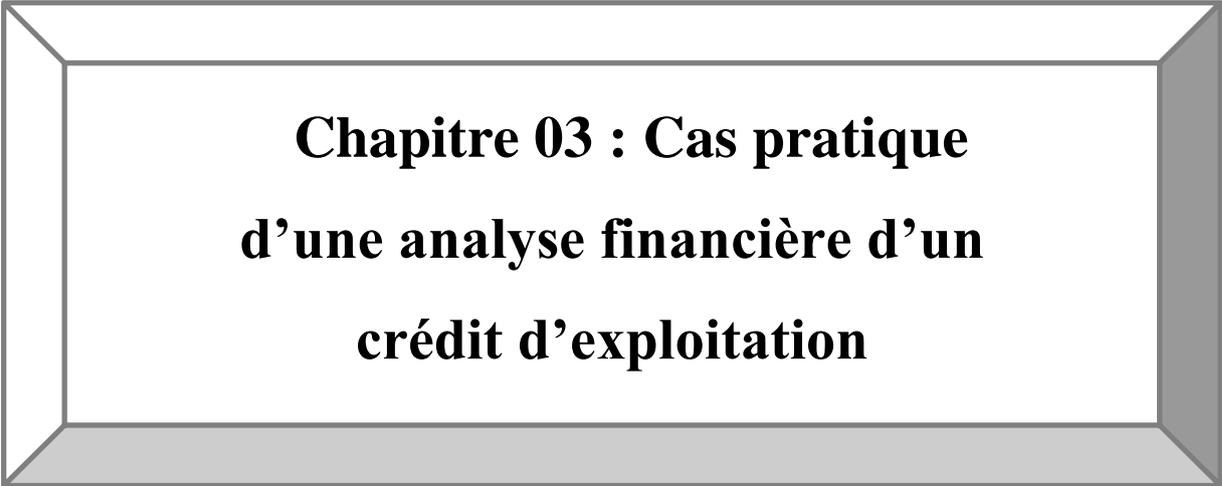
Chapitre 02 : Le financement de PME

Conclusion du deuxième chapitre

Dans ce chapitre on a conclu que la gestion financière d'une PME est un enjeu crucial pour sa pérennité et son développement. Bien que l'autofinancement soit une source de financement interne intéressante, il peut arriver que les besoins de financement dépassent les capacités de la société. Dans ce cas, la PME doit se tourner vers des sources externes de financement telles que les investisseurs privés, les fonds d'investissement ou les plateformes de financement participatif tel que les sociétés de capital-risque. Cependant, ces sources de financement peuvent être plus coûteuses et impliquent souvent une perte de contrôle sur l'entreprise, Le crédit bancaire reste une option privilégiée

Cependant, les banques ne prêtent pas d'argent sans garanties et procèdent à une analyse financière approfondie pour déterminer la solvabilité de l'entreprise. Cette analyse permet à la banque de mesurer les risques liés à l'octroi du crédit et de fixer les conditions de remboursement.

Il est donc primordial pour la PME de présenter un dossier financier solide et cohérent pour convaincre la banque de lui accorder le crédit souhaité. Cette présentation doit inclure un bilan et un compte de résultat détaillé, ainsi qu'une projection financière sur plusieurs années (idéalement trois). La PME doit également être en mesure de démontrer sa capacité à générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser le crédit dans les délais impartis.



**Chapitre 03 : Cas pratique
d'une analyse financière d'un
crédit d'exploitation**

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Introduction du troisième chapitre

Ce chapitre contiendra la demande de crédit déposée par (AlfaEnergie) auprès du Crédit populaire d'Algérie pour financer son cycle d'exploitation.

Nous allons présenter cet organisme qui a réceptionné cette requête de financement afin d'avoir un arrière-plan clair sur notre prêteur pour le reste de notre étude.

Ainsi, il est nécessaire de bien cerner notre demandeur de crédit, son historique et ce qu'il a présenté pour convaincre le CPA de sa bonne situation et réussir à décrocher ce crédit.

Nous allons examiner les documents comptables fournis par banque à partir des états financiers préalablement présentés par l'entreprise et effectuer notre propre analyse financière en utilisant les principes et outils que nous avons acquis en cours pour mieux comprendre la situation financière de l'entreprise. Quelle que soit la décision de la banque, nous tirerons nos propres conclusions à partir des éléments identifiés dans notre étude.

Enfin, Il nous semblera intéressant de comparer les décisions prises par la banque avec nos propres résultats.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil

Introduction

Dans un premier temps nous allons explorer en détail l'organisme qui joue un rôle central dans le processus de cette demande de crédit, à savoir le Crédit Populaire d'Algérie (CPA). Nous commencerons par retracer brièvement l'historique de cette institution bancaire et examinerons sa présentation.

Ensuite, nous mettrons en lumière l'agence spécifique du CPA qui a réceptionné la demande de crédit, ses missions et le rôle essentiel qu'elle joue.

1 Historique du Crédit populaire d'Algérie

Le CPA est créé en 1966 par l'ordonnance n°66/366 du 29 Décembre 1966¹, ces statuts ont été arrêtés par l'ordonnance n°67/78 du 11 Mars 1967. Dans les dispositions générales de ses statuts, le CPA est conçu comme une banque générale et universelle, réputée commerçante dans ses relations avec les tiers, d'où les structures qui ont été par la suite renforcées par la reprise d'autres banques étrangères, à savoir : la Société Marseillaise du Crédit, la Banque Mixte Algérie-Misr et la Compagnie Française de Crédit et de Banque.

En 2008, le CPA a consolidé sa santé financière et a pris des engagements importants dans les secteurs de l'économie tels que l'équipement et l'industrie, ce qui a permis à la banque de jouer un rôle plus important et incontournable en tant qu'acteur financier majeur dans le cœur de l'économie.

Actuellement, le capital social de la banque s'élève à 48 milliards de dinars avec l'état comme seul propriétaire des actions qu'il gère par l'intermédiaire du Holding Financier.²

Le capital social de la banque initialement fixé à 15 millions a évolué comme l'indique le tableau ci-dessous :

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE du 16 mai 1967, lois et ordonnances, Ordonnance- n° 67-78 du 11 mai 1967 relative aux statuts du Crédit populaire d'Algérie, P 386.

² <https://www.cpa-bank.dz/index.php/fr/la-banque/presentation> , consulté le 13/05/2023 à 22:17

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Tableau 8: Evolution du capital social du CPA

Année	1966	1983	1992	1994	1996	2000	2004	2006	2010
Capital social (Milliards DA)	15	0.8	5,6	9,31	13,6	21,6	25,3	29,3	48

Source : « World investment news » sur le site : <https://www.winne.com/dz/company-profiles/credit-populaire-dalgerien>, consulté le 15/15/2023 à 20h38

2 Présentation du Crédit populaire d'Algérie

En tant qu'entreprise publique économique (EPE) et sous la forme juridique de Société Par Actions (SPA), il est placé sous la tutelle du Ministère des Finances. Son réseau est composé de 15 groupes d'exploitation et de 159 agences repartis à travers l'ensemble du territoire national.

Traditionnellement orienté vers le secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), de la santé et des services, le portefeuille du CPA s'est élargi sur l'ensemble des secteurs d'activité, aux professions libérales, aux particuliers et ménages, avec notamment le crédit à l'immobilier et l'accompagnement de la micro entreprise.

3 Description de l'agence 199

L'agence CPA de Blida « 199 », est une banque commerciale créée en 1986 et compte actuellement dans son effectif près de 30 employés, son siège social Avenue Mkerkeb Benyoucef. C'est une agence de première catégorie appartenant au groupe d'exploitation de Blida situé juste en dessus de l'agence.

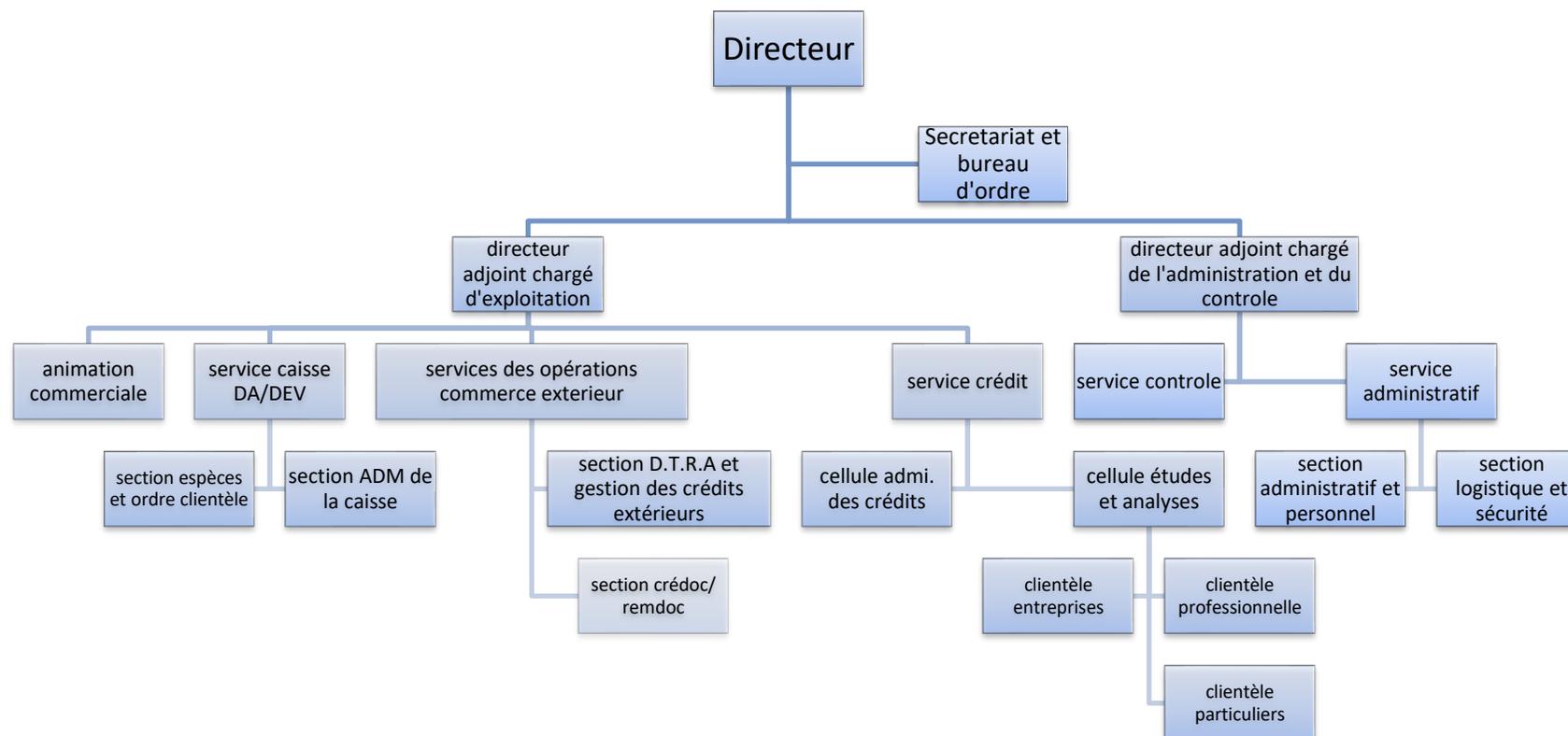
Son emplacement est plutôt avantageux étant au centre-ville de Blida mais sa renommée s'est accrue par la qualité des services que cette dernière propose.

Elle est cependant chargée d'accomplir toutes les opérations normalement traitées par une banque commerciale dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués. Pour cela, elle est subdivisée en structures homogènes qui correspondent à son activité et aux missions qui lui sont assignées.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

3.1 Organigramme d'agence de première catégorie

Figure 4: Organigramme d'agence de première catégorie



Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

3.2 Missions et rôles

3.2.1 La direction

1- Le directeur

- Gère le budget de l'agence.
- Signe pour chaque opération de crédit.
- Gère les ressources humaines.
- forme le personnel.
- Assure le suivi de contentieux.

2- Le directeur adjoint

- Assiste le directeur dans ses fonctions.
- Assure la relève du directeur.
- S'occupe de la gestion administrative.

3- Le secrétariat

- s'occupe de tout ce qui est administratif et logistique comme tous les secrétariats.

3.2.2 Les services

1- Contrôle

Il est placé sous l'autorité du directeur d'agence et a pour but de rétablir l'auto contrôle de l'agence, ainsi, il est chargé de pointer et vérifier les opérations de chaque compartiment s'assurer des pièces justificatives et relever toute erreur, la signaler et suivre sa régularisation.

2- Crédit

Il est chargé d'étudier les dossiers de crédit, évaluer les risques et proposer des solutions de financement au comité de crédit.

3- Animation commerciale

4- Il s'agit du premier contact du client avec sa banque. Ce service a pour mission de prospecter et orienter la clientèle potentielle et assurer le bon accompagnement pour la clientèle acquise.

5- Comex

Il est chargé d'exécuter les opérations qui lient les clients nationaux avec leurs partenaires étrangers. A ce titre il est chargé de réaliser les transferts et les rapatriements ; domicilier les opérations du commerce extérieur (import et export) ; gérer les contrats et octroyer les garanties et aussi assister la clientèle dans le montage des dossiers financiers.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

6- Caisse

Ce service est chargé d'exécuter des opérations comportant un mouvement d'espèces ou un mouvement de compte, de suivre le traitement des comptes de la clientèle et de remplir les tâches administratives qui lui incombent il est présenté par deux compartiments : le compartiments commercial (front-office) et le département opérationnel (back-office)

Conclusion

Le Crédit Populaire d'Algérie est effectivement une banque de renom en Algérie. Elle propose une large gamme de produits et services financiers pour les particuliers et les entreprises.

Section 02 : étude de cas d'un dossier d'exploitation

Introduction

Dans l'intention de comprendre la situation financière de l'entreprise et d'identifier les potentielles opportunités de croissance et pour mener à bien cette analyse, nous jugeons impératif de disposer d'un dossier soigneusement constitué qui contient toutes les informations financières pertinentes autour de l'emprunteur.

1 Constitution du dossier

1.1 Dossier de base

- Registre de commerce + statut modificatif (s'il existe).
- Statut de la personne morale.
- Numéro d'identification statistique et fiscal.

1.2 Situation fiscale et parafiscale

- Extrait de rôle.
- Attestation de mise à jour (CNAS).

1.3 Dossier relatif à l'exploitation

- Demande de crédit (comporte l'objet, le montant, la durée et les garanties datée et signée par le(s) gérant(s).
- Acte de propriété ou bail de location.
- Garanties : Rapport d'expertise des biens hypothéqués à savoir : terrains + constructions (estimé à 130 000 000 DA), assurance-crédit, aval, cahier de charge de marché publique accordé d'une valeur de 50 000 000 DA et un certificat négatif.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

- Bilans fiscaux (2019,2020,2021) + TCR + rapport de commissaire aux comptes (2019,2020,2021) + bilan prévisionnel (N+1) + situation comptable.

2 Objet du crédit

Il s'agit d'un renouvellement de ligne de crédit d'une valeur de 100 000 000 DA. Il a pour but de couvrir l'importation des matières et fournitures pour la fabrication et maintenance des groupes électrogènes ainsi que la couverture de charges d'exploitation.

La demande de crédit contient les éléments suivants :

- Credoc de 13 000 000 DA
- Découvert mobilisable de 50 000 000 DA
- Découvert : 20 000 000 DA
- Ligne de cautions : 7 000 000 DA
- Ligne pour paiement de droits de douanes : 10 000 000 DA

3 Identification du demandeur de crédit

L'EURL (AlfaEnergie) est une entreprise créée en 2017 spécialisée dans la fabrication des groupes électrogènes. Elle est située dans la zone industrielle à Blida ; elle rassemble 58 employés dont 10 à l'administration.

La société en question fait face à une concurrence féroce sur le marché où elle opère, en raison de la présence de grandes entreprises et leaders non seulement en Algérie, mais également à l'échelle continentale, tels que le groupe GMI, ElectM et bien d'autres encore.

AlfaEnergie a choisi le CPA depuis sa création en 2017 et à partir de là, il sera le lieu de domiciliation de toutes les opérations réalisées par l'entreprise ; notamment l'engagement qui a eu lieu en 2020 pour un crédit de 80 000 000 DA et qui a été remboursé à terme.

Les modes de règlement de cette entreprise sont en espèce ou par chèque.

Quant aux mouvements confiés, il se calculent selon la formule suivante :

$$\text{Mouvement d'affaires} = \sum \text{Mouvements crédit} = \text{versements} + \text{virements reçus} + \text{remises de chèques et effets.}$$

Ce mouvement confié doit être rapporté au chiffre d'affaires déclaré (Mouvement confié/CA déclaré).

Suivant ce rapport, trois situations peuvent se présenter :

- **Mouvement confié = chiffre d'affaires (CA) déclaré** : une centralisation du CA au niveau du compte du client, et c'est le cas idéal.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

• **Mouvement confié < CA déclaré** : soit il s'agit d'une fausse déclaration du CA (CA fictif) ou d'une non centralisation du CA, c'est-à-dire que le client détient d'autres comptes auprès d'autres banques, ou encore le client réalise des transactions en espèce.

Mouvement confié > CA déclaré : il s'agit d'une fausse déclaration du CA (diminuer le CA pour fuir au fisc), ou d'une réalisation d'opérations hors exploitation.

Les mouvements confiés de AlfaEnergie sont comme suit :

Tableau 9: Mouvements confiés

Rubrique	2019	2020	2021
CA (HT)	83 641 412	90 141 566	145 111 925
Mouvements confiés	86 150 654	99 155 722	139 307 448
Mouvements confiés/CA (%)	103%	110%	96%

Source : réalisé par l'étudiante à partir du dossier étudié.

D'après les chiffres obtenus, il apparaît clairement que l'entreprise confie la totalité de son chiffre d'affaires au CPA durant les années 2019, 2020 et 2021 ce qui fait preuve de bonne relation entre l'entreprise et la banque.

Conclusion

AlfaEnergie est une EURL qui est spécialisée dans la fabrication des groupes électrogènes, elle est également caractérisée pour avoir précédemment contracté un crédit de 80 000 000 DA en 2020 de l'agence 199 et avoir tenu ses engagements en termes d'échéance.

Son dossier est complet et elle confie la totalité de ses fonds au crédit populaire d'Algérie ce qui marque la relation de confiance entre les deux parties, une expérience qui s'est avérée fructueuse ce qui l'a poussé à retenter l'expérience une seconde fois en janvier 2022 pour un montant de 100 000 000 DA.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Section 03 : analyse financière de l'entreprise

Introduction

Il s'agit d'une analyse financière de l'entreprise « AlfaEnergie » afin de renouveler sa ligne de crédit d'exploitation. Pour cela, on va examiner les bilans financiers qui ont été retraités et où les postes ont été reclassés par rapport aux bilans comptables fournis par le client.

1 Analyse rétrospective

○ Elaboration de bilan financier

Pour ce faire, nous allons procéder à l'élaboration de bilan financier (Actif-Passif) de trois années à savoir 2019, 2020 et 2021 à partir de bilan comptable fournis par la banque

Tableau 10: Actif du bilan financier

ACTIF	2019	2020	2021
Actif immobilisés (non courant)	87 671 252	86 660 367	93 011 208
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	87 671 252	86 260 367	92 923 708
Immobilisations financières	-	400 000	87 500
Actif circulant (courant)	26 289 481	48 035 537	83 340 374
Valeurs d'exploitation	7 814 194	12 317 490	26 206 720
Stocks et encours	7 814 194	12 317 490	26 206 720
Valeur réalisable	12 309 257	31 769 431	45 202 286
Client	5 200 590	27 449 387	39 630 490
Autres débiteurs	1 718 906	2 482 158	5 449 237
Impôts et assimilés	5 389 761	1 837 885	48 278
Autres créances et emplois assimilés	-	-	74 281
Valeur disponible	6 166 028	3 948 615	11 881 365
Trésorerie actif	6 166 028	3 948 615	11 881 365
Total actif	113 960 733	134 695 905	176 351 582

Source : élaboré par l'étudiante à partir de documents fournis par la banque.

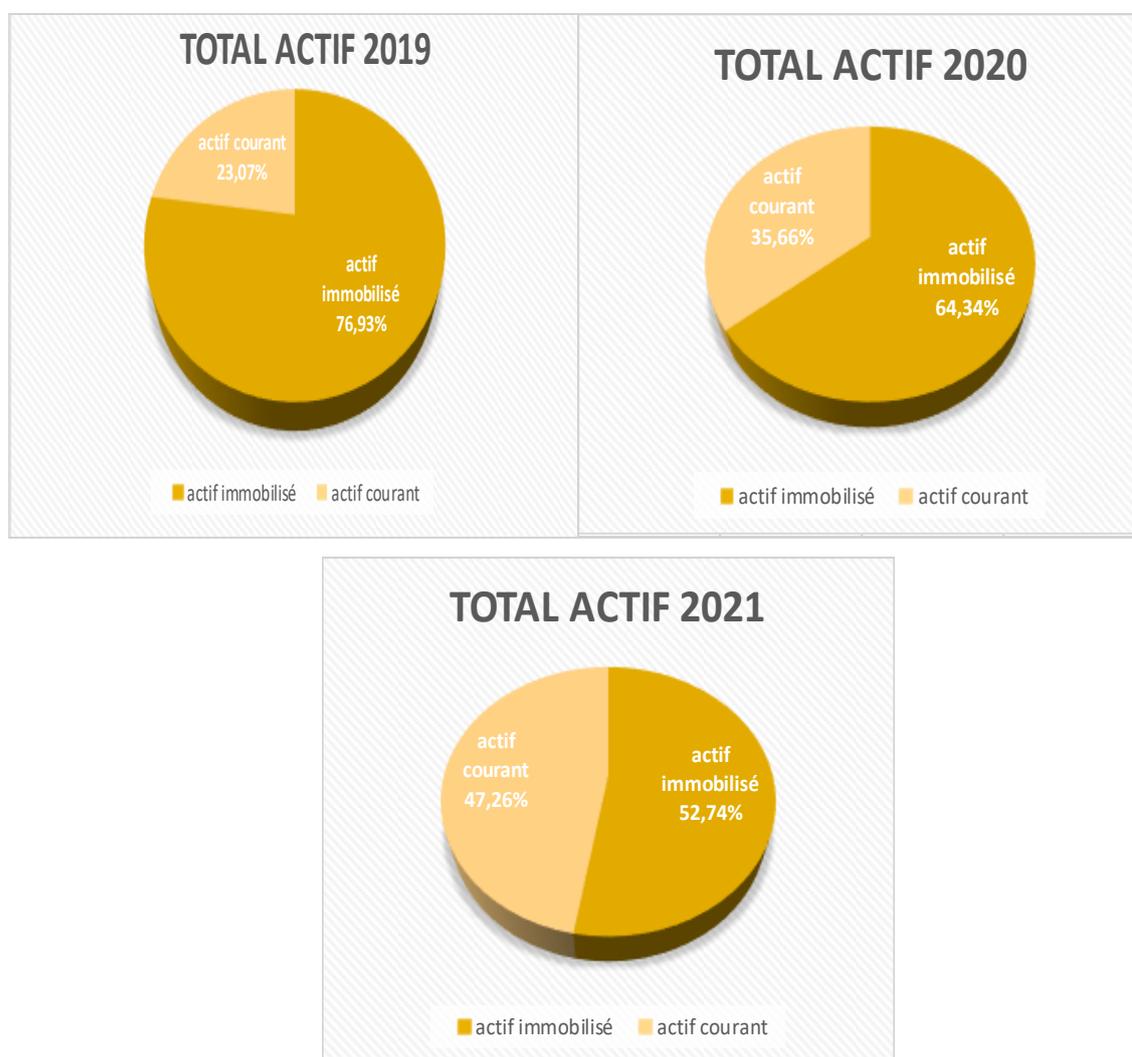
Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Tableau 11: Condensé de l'actif du bilan financier

Rubrique	2019		2020		2021	
Actif immobilisé	87 671 252	76,93%	86 660 368	64,34%	93 011 208	52,74%
Actif circulant	26 289 481	23,07%	48 035 537	35,66%	83 340 374	47,26%
VE	7 814 194	6,86%	12 317 490	9,14%	26 206 720	14,86%
VR	12 309 257	10,80%	31 769 431	23,59%	45 202 286	25,63%
VD	6 166 028	5,41%	3 948 615	2,93%	11 881 365	6,74%
Total actif	113 960 733	100%	134 695 905	100%	176 351 582	100%

Source : élaboré par l'étudiante à partir de documents fournis par la banque.

Figure 5: La structure de l'actif



Source : élaboré par l'étudiante à partir de documents fournis par la banque.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

❖ Commentaires

○ Actif immobilisé :

La masse de l'actif immobilisé représente en moyenne 64,66% soit la majeure proportion de l'actif du bilan au cours des trois années, ce qui peut indiquer que l'entreprise a investi une grande partie de ses ressources dans des actifs non liquides tels que des terrains, des bâtiments, des équipements ...

Il est passé de 76.93% en 2019 puis 64.34% en 2020 jusqu'à 52.74% en 2021 cette diminution est dû au cumul d'amortissement

○ Actif courant :

L'actif circulant est en progression continue dans les trois périodes. Il représente en moyenne 35.33% du total bilan, il est passé de 23.07% en 2019 à 35.66% en 2020 et a grimpé à 47.26% en 2021 visant à augmenter la liquidité de l'entreprise pour répondre à ses obligations à court terme.

○ Valeur d'exploitation

En moyenne la VR constitue 10.26% du total actif dans les trois années ainsi on remarque que les valeurs d'exploitations ont enregistré une progression durant les trois exercices, soit 6.86% en 2019, 9.14% en 2020 et 14.68% en 2021 ; Cela explique que l'activité AlfaEnergie nécessite de plus en plus de stocks importants des matières premières.

○ Valeur réalisable

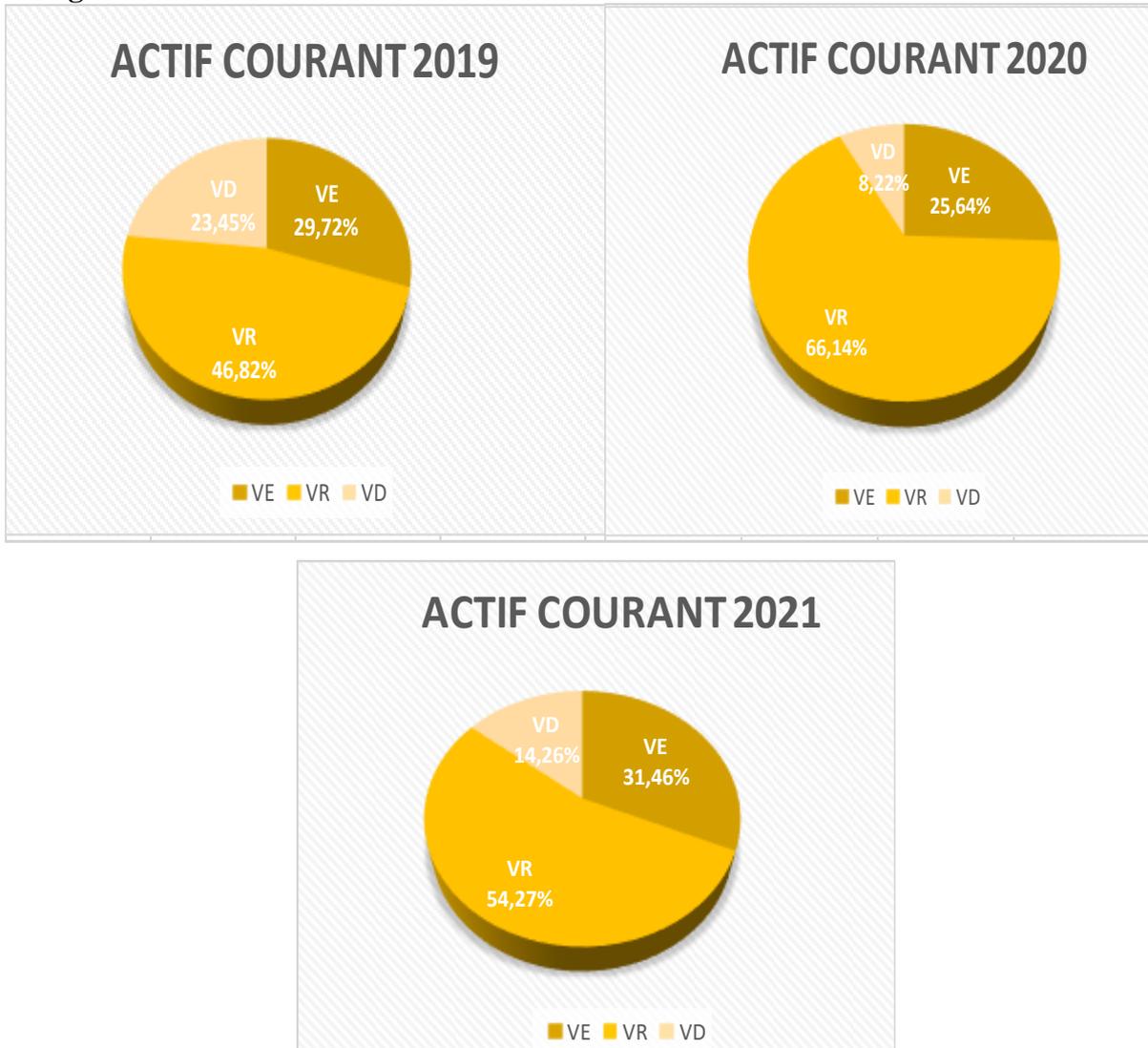
La VR représente en moyenne 20% de l'actif, elle augmente d'année en année de 10.80% à 23.59% jusqu'à 25.63% cependant, ça peut être le résultat d'une augmentation des ventes ou d'une extension des délais de paiement accordés aux clients dont la part de créances est la plus importante.

○ Valeur disponible

La VD constitue une faible proportion par rapport à l'actif, on remarque une fluctuation des quotes-parts des valeurs disponibles par rapport au total de l'actif durant des trois années, soit 5.41% en 2019 puis régresse à 2.93% en 2020, et augmente à 6.74% en 2021 cela s'explique par des achats et le règlement des dettes à court terme.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Figure 6: Structure de l'actif courant



Source : Elaboré par l'étudiante d'après les données du tableau N°01

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Tableau 12: Passif du bilan financier

Passif	2019	2020	2021
Capitaux permanents	8 010 380	12 714 519	24 653 173
Capitaux propres	8 010 380	9 214 519	24 653 173
Capital émis	1 000 000	1 000 000	10 000 000
Primes et réserves (réserves non consolidées)	-	-	414 520
Autres capitaux propres (report à nouveau)	- 2 753 130	3 544 604	-
Résultat net	9 763 510	4 669 915	14 238 653
DLMT	-	3 500 000	-
Provisions et produits comptabilisés d'avance	-	3 500 000	-
DCT	105 950 352	121 981 384	151 698 408
Fournisseur et comptes rattachés	96 015 771	111 657 477	132 071 242
Impôts	1 689 615	1 685 050	3 154 098
Autres dettes	8 244 966	8 638 857	11 431 177
Caisse (trésorerie passif)	-	-	5 041 891
Total passif	113 690 732	134 695 903	176 351 581

Source : Elaboré par l'étudiant d'après des documents fournis par la banque

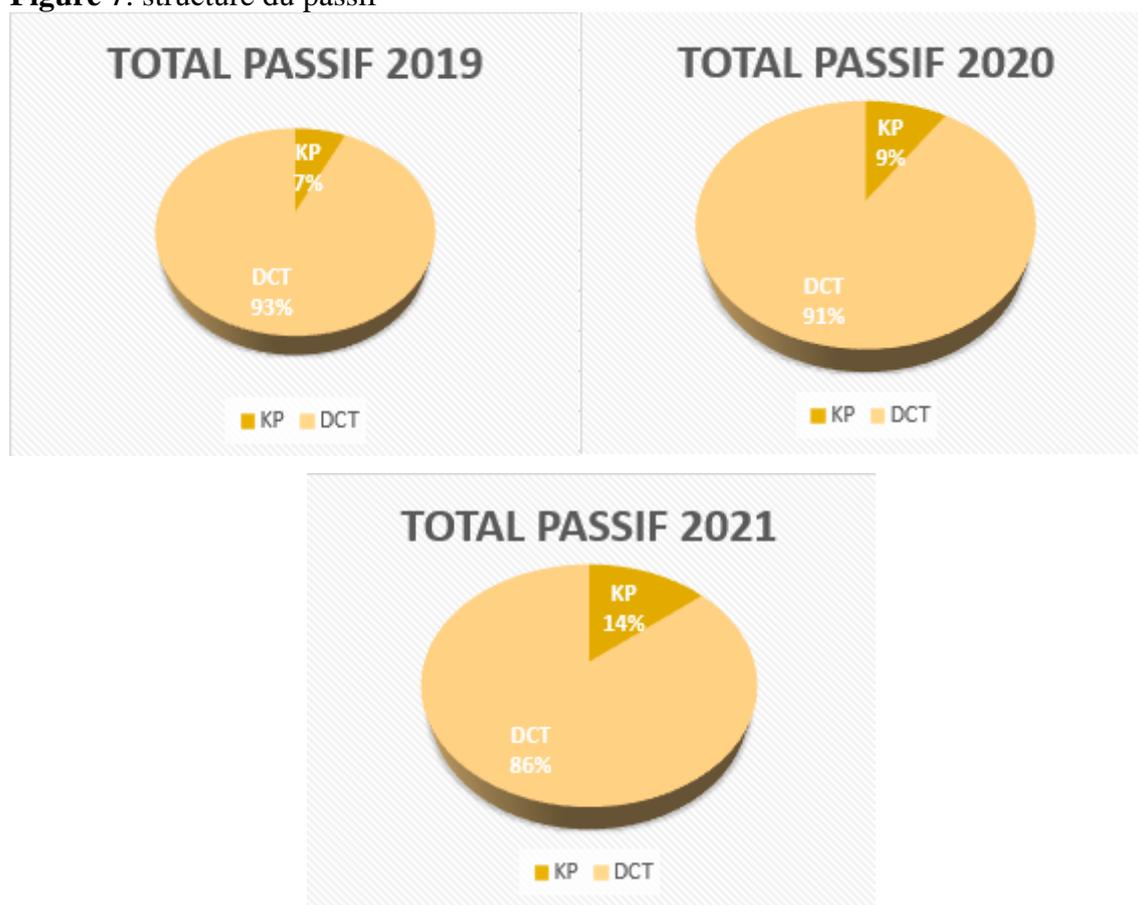
Tableau 13: Passif du bilan financier condensé

Rubrique	2019		2020		2021	
Capitaux permanents	8 010 380	7,05%	12 714 519	9,44%	24 653 173	13,98%
Capitaux propres	8 010 380	7,05%	9 214 519	6,84%	24 653 173	13,98%
DLMT	-	0,00%	3 500 000	2,60%	-	0,00%
DCT	105 950 352	93,19%	121 981 384	90,56%	151 698 408	86,02%
Total passif	113 690 732	100%	134 695 903	100%	176 351 581	100%

Source : Elaboré par l'étudiante d'après des documents fournis par la banque

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Figure 7: structure du passif



Source : Elaboré par l'étudiante d'après des documents fournis par la banque

❖ Commentaires

- **Capitaux permanents** : comprend les capitaux propres et les DLMT

- **Capitaux propres**

On constate que, la part des capitaux propres dans le total du passif est faible et a connu une fluctuation durant les trois années, on a enregistré une proportion de 7.05% en 2019 et ce faible pourcentage est causé par le résultat déficitaire de l'exercice précédent, puis 6.84% en 2020 à cause d'un faible résultat et 13.98% en 2021 grâce au levé du capital (*10)

- **Dettes à long et moyen terme (DLMT)**

On remarque l'absence des DLMT en 2019 et en 2021 en une proportion minoritaire de 2,60% en 2020 dû à l'augmentation continue des provisions et des produits comptabilisés d'avances.

- **Dettes à court terme (DCT)**

La part des dettes à court terme par rapport au total du passif correspond en moyenne à 89.92%. Celle-ci a enregistré une baisse presque constante durant les trois années, soit une proportion de 93.19% en 2019, 90.56% en 2020 et 86.02% en 2021 en raison de remboursement.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

2 L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion

Tableau 14: Le compte de résultat

Rubrique	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires	83 641 412	90 141 566	145 111 925
Variation stocks produits finis et encours	- 50 729 327	- 42 843 720	11 247 306
Production immobilisée	-	-	-
Subvention d'exploitation	-	-	-
Production de l'exercice (1)	32 912 085	47 297 846	156 359 231
Achats consommés	- 16 869 613	- 18 746 590	- 102 359 231
Services extérieurs et Autres consommation	- 1 487 147	- 2 954 832	- 8 455 637
Consommation de l'exercice (2)	- 18 356 760	- 21 701 422	- 111 179 104
Valeur ajoutée d'exploitation (1) +(2)	14 555 325	25 596 424	45 180 127
Charges du personnel	- 465 202	- 8 043 863	- 21 253 355
Impôts, taxes et versements assimilés	- 2 082 714	- 2 284 979	- 1 617 914
Excédent brut d'exploitation (EBE)	12 007 409	15 267 582	22 308 658
Autres produits opérationnels	297	560 002	950 088
Autres charges opérationnelles	3 500	- 316 818	- 1 176 679
Dotations aux amort, prov et pertes de valeur	- 592 012	- 9 593 330	- 7 700 164
Reprise sur pertes de valeurs et provisions	-	-	3 500 000
Résultat brut d'exploitation (RBE) " résultat opérationnel"	11 412 194	5 917 436	17 882 103
Produits financiers	-	-	-
Charges financières	- 3 449	- 2 722	-
Résultat financier	- 3 449	- 2 722	-
Résultat ordinaire	11 408 745	5 914 714	17 882 103
Résultat extraordinaire	-	-	22 662
Résultat de l'exercice avant impôts	11 408 745	5 914 714	17 904 765
Impôts exigibles sur résultat	- 1 645 231	- 1 244 796	- 3 666 112
Résultat net de l'exercice	9 763 514	4 669 918	14 238 653
Capacité d'autofinancement	10 355 526	14 263 248	21 938 817

Source : élaboré par l'étudiante à partir de documents fournis par la banque

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

❖ Commentaires

L'entreprise a un chiffre d'affaires important qui a donné lieu à une VA importante pendant les trois années de l'étude.

Le CA est passé de 83 641 412 DA en 2019 à 145 111 925 DA en 2021, soit une augmentation en valeur de 61 470 513 DA, qui représente 42 %.

L'EBE (rémunération de l'entreprise après déduction des charges du personnel et versement des impôts liés à l'exploitation) suit la même tendance que celle du chiffre d'affaires (alternative), il est de 12 007 409 DA en 2019, 15 267 582 DA en 2020 et 22 308 658 DA en 2021.

La différence remarquable entre l'EBE et le RBE (Résultat Brut d'exploitation) est due à l'importance des dotations aux amortissements.

Les résultats financiers de l'entreprise de la première et la deuxième année sont négatifs. Cela s'explique par l'importance des intérêts versés à la banque et l'absence des produits financiers.

Les résultats nets réalisés ont progressé au cours de la période.

La capacité d'autofinancement a connu une augmentation considérable allant de 10 355 526 DA en 2019 et a atteint 21 938 817 DA en 2021 soit une hausse de 7 675 569 DA (35%) et cela peut être interprété par le fait que l'entreprise génère de plus en plus de liquidités à partir de ses activités opérationnelles.

3 Analyse par les grandes masses

3.1 Analyse de l'équilibre financier

Tableau 15: Les grandes masses du bilan financier

Année	2019	2020	2021
Capitaux permanents	8 010 380	12 714 519	24 653 173
Actif immobilisé	87 671 252	86 660 368	93 011 208
Fonds de roulements	- 79 660 872	- 73 945 849	- 68 358 035
Actif courant hors trésorerie	20 123 453	44 086 922	71 459 009
Passif courant hors trésorerie	105 950 352	121 981 384	146 656 517
Besoin de fonds de roulement	- 85 826 899	- 77 894 462	- 75 197 508
Trésorerie actif	6 166 028	3 948 615	11 881 365
Trésorerie passif	-	-	5 041 891
Trésorerie	6 166 028	3 948 615	6 839 474

Source : Elaboré par l'étudiant à partir du bilan financier

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

❖ Commentaires

Le fonds de roulement, pris séparément, n'a qu'une signification relative. Pour voir si son niveau est satisfaisant, il faut le comparer au besoin en fonds de roulement.¹

❖ Fonds de roulement (FR) et besoin en fonds de roulement (BFR)

Un FR négatif signifie que l'entreprise n'a pas suffisamment d'actifs circulants pour couvrir ses dettes à court terme et qu'elle a des problèmes de liquidité. Cependant le BFR négatif se rencontre comme dans ce secteur où le stock a un taux de rotation rapide, les clients payent au comptant et les fournisseurs sont payés avec un délai dépend étroitement du décalage entre l'encaissement et le décaissement.

On s'aperçoit que $FR > BFR$ au cours de la période, cela veut dire que le FR finance en totalité le BFR et il existe un excédent de ressources qui se trouve en trésorerie.

❖ Trésorerie (TR)

L'entreprise dégager des excédents de liquidités soient : 6 166 028 DA en 2019, 3 948 615 DA en 2020 et 6 839 474 DA en 2021. Dans ce cas la situation financière de l'entreprise reflète une aisance de trésorerie en raison de liquidité suffisante qui lui permet de rembourser ses dettes à l'échéance. On peut alors parler d'une autonomie financière à court terme.

3.2 Analyse par les ratios

3.2.1 Ratios de gestion de trésorerie

Tableau 16: Ratios de gestion de trésorerie

Rubrique	Formule	2019	2020	2021
Délais de règlement des clients	$(\text{Créances client} * 360) / \text{CA}$	22j	110j	98j
Délais de règlement des fournisseurs	$(\text{Créances fournisseurs} * 360) / \text{CA}$	413j	446j	328j
Rotation de stock	$(\text{Stocks} / \text{CA}) * 360$	34j	49j	65j

Source : élaboré à partir de documents fournis par la banque

❖ Commentaires

Délais de règlement des clients et délais de règlement des fournisseurs

Pendant les trois ans, les délais clients sont nettement inférieurs aux délais fournisseurs, donc la trésorerie de l'entreprise va être soulagée.

¹ J. BARREAU, J. DELAHAYE, F. DELAHAYE, « Gestion financière », édition Dunod, 14^{ème} édition, 2005, P151.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

❖ Rotations de stocks

Signifie que l'entreprise met 34j en 2019, 49j en 2020 et 65j en 2021 pour vendre son inventaire et le remplacer, Cela peut indiquer une forte demande pour les produits de l'entreprise ou une excellente gestion des stocks.

3.2.2 Ratios de liquidité

Tableau 17: Ratios de liquidité

Rubrique	Formule	2019	2020	2021
Liquidité générale	Actif circulant/DCT	25%	39%	55%
Liquidité réduite	(VR+VD) /DCT	17%	29%	38%
Liquidité immédiate	VD /DCT	6%	3%	8%

Source : élaboré à partir de documents fournis par la banque

❖ Commentaires

• Liquidité générale

Durant les trois années, la liquidité générale a connu une progression de 25%, 39% jusqu'à 55% mais les trois restent inférieurs à 100% ce qui signifie que l'entreprise marque une insuffisance des liquidités sur les exigibilités à court terme.

• Liquidité réduite

Sur la même lancée que la liquidité générale, la liquidité réduite s'est accrue de 17% puis 29% et 38% les trois sont inférieurs à 50% ce qui explique l'incapacité de cette entreprise à faire face à ses dettes à court terme en excluant les stocks de ses actifs courants, car les stocks peuvent être plus difficiles à convertir rapidement en liquidités.

• Liquidité immédiate

Celle-ci connaît une faiblesse considérable : 6%, 3% et 8%. Ce qui reflète l'incapacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à court terme en ne prenant en compte que ses actifs les plus liquides, c'est-à-dire ses disponibilités.

3.2.3 Ratios de rentabilité

Tableau 18: Ratios de rentabilité

Rubrique	Formule	2019	2020	2021
Rentabilité économique	Résultat opérationnel/ Capitaux permanents	1.42	0.46	0.72
Rentabilité financière	Résultat net/Fonds propres	1.219	0.507	0.578
Effet de levier	R. financière - R. économique	-0.201	0.047	-0.142

Source : élaboré à partir de documents fournis par la banque

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

❖ Commentaires

• Rentabilité économique

Durant les trois exercices, le ratio de la rentabilité économique est positif, cela signifie que la rentabilité est satisfaisante, autrement dit ses actifs économiques étaient rentables, même s'il était faible en 2020.

• Rentabilité financière

De même, on remarque que le ratio de rentabilité financière durant les trois années est positif, cela signifie que les capitaux internes engagés sont rentables et notamment en 2019 où il atteint les 121% mais reste acceptable en 2020 et 2021 avec 50% et 57%

• Effet de levier

L'effet de levier a connu une fluctuation soit une hausse puis une baisse comme suit : - 20%, 4% puis -14% et cela signifie que l'endettement aura un effet négatif sur la rentabilité en 2019 et 2020 tandis qu'en 2020 et malgré la faible proportion l'endettement pourrait être bénéfique sur la rentabilité de l'entreprise.

3.2.4 Ratios de structure financière

Tableau 19: Ratios de structure financière

Rubrique	Formule	2019	2020	2021
Immobilisation d'actif	Actif Immobilisé / Total Actif	77%	64 %	53%
Financement Total	Capitaux propres / Total passif	7%	6%	14%
Financement propre des immobilisations	Capitaux propres / Actif immobilisé	9%	11%	27%
Financement permanent	Capitaux permanent/actif immobilisé	9%	15%	27%

Source : élaboré à partir de documents fournis par la banque

❖ Commentaires

• Immobilisation d'actif

On remarque que la part des immobilisations représente 77% en 2019, grimpe à 64% en 2020 et atteint 53% en 2021 du total actif, ce qui explique l'importance des immobilisations dans cette entreprise vu son volume par rapport aux autres classes de l'actif.

• Financement total

Ce ratio était à 7% en 2019, a légèrement baissé en 2020 à 6% et a progressé à 14% en 2021 et comme pour la dernière année, 14% signifie que les capitaux propres représentent 14 centimes pour chaque dinar de financement d'actif immobilisé.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

- **Financement propre des immobilisations**

Ce ratio est significativement bas moins surtout en 2019 ou c'est même inférieur à 10% puis a grimpé à 11% en 2020 et a franchi les 27% en 2021 et comme pour cette dernière année ça veut dire que seulement 27 centimes pour chaque dinar de financement d'actif immobilisé sont issus de capitaux propres.

- **Financement permanent**

De la même façon, ce ratio est relativement faible mais évolue quand même, de 9% à 11% et atteint les 27% en 2021 ; il signifie que seulement 27 centimes pour chaque dinar de financement d'actif immobilisé sont issus de capitaux permanents.

3.2.5 Ratios de solvabilité

Tableau 20: Ratios de solvabilité

Rubrique	Formule	2019	2020	2021
Autonomie financière	Fonds propres / Total dettes	8%	6%	16%
Solvabilité générale	Total Actif / Total Dettes	108%	107%	116 %

Source : élaboré à partir de documents fournis par la banque

- ❖ **Commentaires**

- **Autonomie financière**

Durant les trois années ratio est inférieur à 20%, cela signifie que le total des dettes de cette entreprise est supérieur aux capitaux propres, ceci traduit que ces capitaux ne sont pas à mesure de rembourser ses dettes. Donc l'entreprise n'est pas autonome.

- **Solvabilité générale**

Ce ratio est supérieur à 100% durant les trois années 2019, 2020 et 2021, cela signifie que cette entreprise peut faire face à ses dettes à court et à long terme

4 Autres facteurs

L'expérience des responsables de la banque acquise au sein du département crédit et leur connaissance approfondie du marché local et national ont influé sur la décision d'octroi du crédit qui était **Favorable** et cela on se basant sur la crédibilité incontestable de l'entreprise et en se référant au fait que le chiffre d'affaires de celle-ci est en incessante augmentation : en 2021 le chiffre d'affaire est passé de 1 000 000 DA à 10 000 000 DA ce qui confirme que le crédit précédemment octroyé serait justifié et bénéfique.

- Le risque de mévente est à évincer car l'entreprise a le confort d'avoir une clientèle potentielle stable (marché publique et part de marché considérable etc.)

- Le risque fiscal et parafiscal est également à évincer, l'entreprise nous a fourni toutes les pièces justificatives valides et apurées.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

- La société a toujours honoré ses engagements avec la banque durant ces dernières années et les mouvements confiés ne cessent d'évoluer.

5 Avis personnel sur la situation de l'entreprise

Dans le cadre d'analyse de l'entreprise, bien que les résultats puissent ne pas être aussi satisfaisants que souhaité, il est important de prendre en considération certains éléments positifs qui pourraient contrebalancer cette situation. Parmi ces éléments, on note particulièrement le bon historique de crédit de l'entreprise qui témoigne de la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers dans le passé. Cela démontre sa fiabilité et sa crédibilité auprès du CPA et la présence de garanties solides.

Conclusion

L'analyse financière demeure un élément crucial et décisif dans le domaine bancaire. Les outils à disposition permettent aux banquiers d'obtenir des informations précieuses sur les états financiers des entreprises, et dans le cadre de notre étude de cas, nous avons travaillé avec le crédit populaire d'Algérie qui a approuvé l'accord de crédit en se basant sur les garanties fournies par l'entreprise et sur leur relation historique fructueuse et positive plutôt que sur l'interprétation des résultats financiers calculés et ce sur quoi nous partageons les mêmes perceptions.

Chapitre 03 : Analyse financier d'un crédit d'exploitation

Conclusion du troisième chapitre

Enfin, au terme de notre troisième et dernier chapitre consacré à l'aspect pratique de notre travail dans lequel nous avons présenté l'organisme d'accueil « Crédit populaire d'Algérie » ainsi que le demandeur de crédit « AlfaEnergie » entreprise spécialisée dans la fabrication des groupes électrogènes).

Suite à ça, une analyse des différents états financiers (principalement le bilan et compte de résultat) durant les trois années 2019,2020 et 2021 ont permis d'apprécier et interpréter des ratios qui démontrent la rentabilité, la solvabilité, la liquidité et toute performance financière.

Au bout du compte, et au-delà des indicateurs financiers peu favorables. L'entreprise a proposé un bon dossier de garanties et un historique optimiste et donc notre avis était pareil que celui de la banque, en octroyant ce crédit à cette PME, la banque lui a offert une opportunité de booster sa performance sans pour autant affecter le portefeuille de la banque,



Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale

Dans l'économie internationale, les PME jouent un rôle crucial en tant que moteur de la croissance économique, de l'innovation et de la création d'emplois. Elles représentent une part importante du tissu économique dans de nombreux pays, y compris en Algérie. Cependant, les PME sont souvent confrontées à des défis lorsqu'il s'agit d'obtenir un financement adéquat pour soutenir leur croissance et leur développement.

Le système bancaire algérien, de manière générale, joue un rôle essentiel et intervient vivement dans le soutien financier des PME. Les banques algériennes fournissent des services de financement, tels que des crédits, pour aider les PME à investir dans de nouveaux projets, à acquérir des équipements, à développer leurs capacités de production, à exporter leurs produits, etc. Le financement bancaire est une source de financement importante pour les PME, en complément d'autres sources telles que l'autofinancement, les subventions publiques ou les investissements en capital-risque.

Cependant, l'obtention d'un financement bancaire adéquat pour les PME peut être un défi en raison de contraintes et de risques associés aux prêts bancaires traditionnels. Les contraintes peuvent inclure des exigences de garanties élevées, des formalités administratives complexes, des procédures de prêt longues et des taux d'intérêt élevés. Les risques associés aux prêts bancaires traditionnels sont liés à l'évaluation de la solvabilité et de la capacité de remboursement des emprunteurs.

Dans ce mémoire et notamment dans le cas pratique du dernier chapitre où on souligne que l'analyse financière joue un rôle incontournable dans l'évaluation de la structure et de la santé financière de l'emprunteur. Les banques utilisent des techniques d'analyse financière pour évaluer la capacité de remboursement d'une PME, en examinant ses états financiers, ses flux de trésorerie, sa rentabilité, sa gestion de la dette, sa performance passée, etc. L'analyse financière permet d'apprécier la viabilité du projet ou de l'entreprise, d'identifier les risques potentiels et de déterminer la faisabilité d'un financement bancaire qui fut notre but dans cette étude et la réponse à notre problématique « **Comment les PME peuvent-elles obtenir un financement bancaire adéquat pour soutenir leur croissance et leur développement, compte tenu des contraintes et des risques associés aux prêts bancaires traditionnels ?** » et pour répondre à cette problématique, nous avons structuré notre étude autour de trois chapitres où nous avons essayé de faire un aperçu sur les notions de bases des PME et des banques ainsi que l'éventuelle relation qu'ils les caractériseraient, ce qui confirme notre première hypothèse.

Ensuite nous avons présenté les différentes sources de financement de ces PME en exposant les différents organismes instaurés par les pouvoirs publics en finissant par le crédit bancaire

Conclusion générale

et les différents outils de l'étude utilisés par la banque suite à une demande d'un crédit, ce qui confirme notre deuxième hypothèse.

En ce qui concerne notre dernier chapitre réservé au cas pratique nous avons procédé à une vérification du dossier de crédit qui comprend la constitution de garanties appropriées, la fourniture d'informations financières transparentes et fiables, la présentation d'un plan d'affaires solide et convaincant, puis faire une analyse et étude numérique des données fournies par le sollicitant de crédit (EURL AlfaEnergie) en utilisant les démarches et les outils de l'analyse financière pour étudier la situation financière de l'entreprise et la santé de ses états financiers. Ce qui confirme notre troisième hypothèse.

Au bout de notre travail, nous sommes parvenus à tester la validité de la totalité des hypothèses émises.

Suggestions et recommandations

1- L'utilisation des technologies financières (fintech) : Les technologies financières offrent de nouvelles opportunités pour améliorer l'accès au financement des PME. Les banques peuvent également tirer parti des technologies pour automatiser les processus de prêt, réduire les coûts et accélérer les décisions de crédit.

2- Développement de produits financiers adaptés aux besoins des PME : Les banques peuvent travailler à la conception de produits financiers spécifiquement adaptés aux besoins des PME, tels que des prêts à taux préférentiels, des lignes de crédit flexibles, des solutions de financement du cycle d'exploitation.

3- Simplification des procédures et réduction des contraintes administratives : Les PME sont souvent confrontées à des formalités administratives complexes, les autorités gouvernementales et les institutions financières peuvent travailler ensemble pour simplifier les procédures et réduire les contraintes bureaucratiques.

Les limites de la recherche

- 1- Ressources et accès limité aux données.
- 2- Absence de suivi dans le service crédit de l'organisme.
- 3- La recherche entreprise présentait une portée étendue, toutefois, des contraintes temporelles ont limité la capacité d'approfondir certains aspects de l'étude.

Perspectives de recherche

Nous proposons les pistes de recherches futures suivantes :

- 1- Adapter des méthodes d'évaluation complémentaires à l'analyse financière

Conclusion générale

2- Étude comparative des systèmes de financement des PME avec un pays sud asiatique ou européen : Les systèmes de financement des PME varient d'un pays à l'autre en termes de structure, de réglementation et de pratiques.

3- L'impact de la réglementation prudentielle dans la gestion du risque de crédit

Valeur ajoutée de l'étudiante

En vue de la prise de décision de la banque qui n'a pas considéré uniquement la situation financière de l'entreprise, nous avons songé à la conception d'un outil d'aide à la décision qui harmonisera trois paramètres : les résultats générés par l'analyse financière, l'historique de crédit et le montant des garanties proposés.

Et c'est dans le but de prendre en compte plus données pour ne pas priver les PME du privilège de financement sous contrainte de situation défavorable à un moment donné.

Cet outil permettra la sélection du client à partir de la BDD de l'agence (qui va automatiquement générer sa fiche client qui comporte ses informations), puis la mention des paramètres suivant : valeur du crédit, valeur de garanties, et les ratios comme présenté dans l'interface qui l'illustre.

The screenshot displays a banking application interface. On the left is a sidebar with a user profile for Lina Bencherchali and navigation options like 'Tableau de bord', 'Prêts bancaire', 'Calendrier', and 'Contact'. The main area is titled 'Prêts bancaire' and contains a search bar, a client selection dropdown (EUURL AlfaEnergie), and input fields for 'Valeur du credit' (500000) and 'Valeur de garantie' (550000). Below these is an 'Analyse retrospective' section with input fields for BFR (8800), FR (60), CAF (800), Effet de levier (500), and Solvabilité (30). On the right, a 'Fiche client' panel shows details for EUURL AlfaEnergie, including NIF (087502AX0909), NIS (NIS07070707BB), and address. A table below shows the 'Historique du client' with columns for 'Annee' and 'Valeur de credit', listing 2020 with a value of 80000. At the bottom, a green status message reads 'Resultat : Client éligible! avec 23points'. There are also 'RESULTAT' and 'IMPRIMER' buttons at the bottom.

Le résultat dégagé de l'étude contiendra l'accord ou non du crédit dans l'illustration suivante :

Conclusion générale



Résultat de l'étude bancaire

Raison Sociale

EURL AlfaEnergie

NIS

NIS07070707BB

NIF

087502AX0909

Adresse de l'entreprise

Zone industrielle, Blida 09000

Historique

Année du crédit	Valeur du crédit
2021	10000 DA
2022	15000 DA

Le score obtenu est de :

23

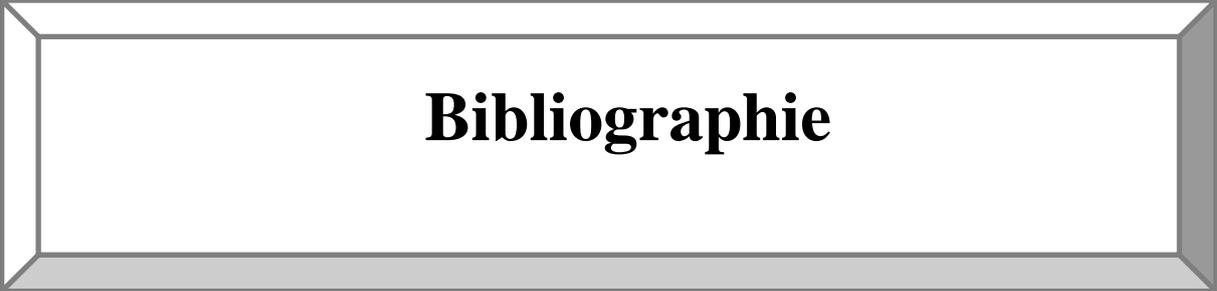
Eligibilité du client :

Client éligible !

Note à prendre en compte :

Attention au valeurs des ressources (TN).

Le 30/05/2023 00:54:03



Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

1. A. Benhalima, « Les emplois des banques », édition Dahlab, Alger, 1997
2. A. Benhalima, « le système bancaire algérien texte et réalité » édition DAHLAB, Alger, 1994
3. A.M.KEISER, « Gestion financière », édition ESKA, 1996
4. B. Bellerante, N. Levratto, B. Pranque « Diversité économique et modes de financement des PME » Edition l'Harmanttan, Paris 2005
5. Deisting. F et Lahille. JP : « analyse financière », édition Dunod, 5^{-ème} édition, paris, 2017
6. DOUHANE et J-M ROCCHI, « Technique d'ingénierie financière : pratique et méthode des montages financiers », Edition SEFI, Paris 1997
7. E. COHEN, « Analyse financière », 4^{ème} édition, Economica, Paris, 1997
8. G. MOUGENOT, « Tout Savoir Sur Le Capital Investissement », 4^{ème} édition, Edition Gualino, Paris 2007
9. GILLER Bressay, CHLISTION Konkuyt ; « Economie d'entreprise », édition DALLOZ, France, 2004
10. HADJ SADOK Tahar (2007), « Les risques de l'entreprise et de la banque », édition DAHLEB
11. J. ferrennière, « les opérations de banque », édition DALLOZ, 2^{ème} édition, Paris, 1958
12. L. Bernet-Rollande, « principes de techniques bancaires », édition, 25^{ème} édition (2008),
13. M, Chevalier ; « introduction à l'analyse économique » ; édition : la Découverte, Paris. 1995
14. M. Villemonteix, « Fiches de Droit bancaire », édition Ellipses, Paris, 2019
15. MM. Guigal, Mérisin et Desguée « Le guide de la banque ». Fine Media, 2011
16. N. Champroux, O. Frayssé, « entreprises et entrepreneurs dans leur environnement en Grande Bretagne et aux Etats-Unis », Presse Sorbonne Nouvelle, Paris 2005
17. Pierre-André JULIEN, Michel Marchesnay , « La petite entreprise », Vuibert, Paris, 1987

Articles, revues et autres

1. « Nouvelles Approches Du Financement Des Pme Et De L'entrepreneuriat : Élargir La Gamme Des Instruments Rapport De Synthèse Final », OCDE, 2014
2. BADI, F. OUACHEM « Fondement des banques islamiques : principes de base et modes de financement » Revue des additions économiques, Volume 06 / N°: (01/2022)
3. Berrios.M et Pilgrim.M, « PME et création d'emplois : Les petites entreprises sont-elles toujours les meilleures ? », Revue de PME et création d'emplois, 2013
4. Christian Pierrat, Article : « La gestion financière de l'entreprise » édition la découverte, 2014
5. Conseil National Economique et Social, Rapport : « POUR UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PME EN ALGERIE », Juin 2002
6. D. BEZTOUH, M. ACHOUCHE, « La relation Banque-PME : Etude exploratoire en Algérie », Revue Algérienne d'Economie de gestion Vol. 11, N° : 02 (2017)

Bibliographie

7. D. Ngongang « asymétrie d'information et rationnement de crédit bancaire dans les PME camerounaises », Revue congolaise de gestion , N° 20, Juil. – Déc. 2015, P15
8. El Saady., « le rôle des petites et moyennes entreprise (PME) au sein des économies méditerranéennes : l'expérience Egyptienne », revue économie et territoire, 2011,
9. Erick Lamarque, Franz Maure « le risque opérationnel bancaire, Disposition d'évaluation et système de pilotage », Revue française de gestion, 2009, (n° 191)
10. Julien (P.A) ; « Trente ans de théorie en PME ; de l'approche économique a la complexe », 75è congrès de l'ACEFS. 10-11 mai 2007. Trois-Rivières
11. M. Psillaki « Rationnement du crédit et PME : une tentative de mise en relation » Revue Volume 8, 3-4, 1995
12. N. Atangana D. Michèle, « La Relation Banque-Pme : Des Limites Des Preceptes Theoriques A La Proposition De Nouvelles Perspectives D'analyse » Revue Internationale des Sciences de Gestion, volume 3
13. Rapport du FMI, Evaluation de la stabilité du secteur financier en Algérie, Janvier 2014
14. S. Chennouf, « l'application du crédit scoring dans les pays développés et en développement », Revue des sciences commerciales et de gestion, ESC,2003
15. S. Hocine, « Comprendre l'entrepreneuriat et ses voies de financement à travers les actions publiques : quel rôle de l'action publique dans la création de la PME en Algérie ? », revue des additions économiques, Université de Tizi-Ouzou, volume 06, 2022
16. Union des banques suisses (UBS), « compréhension, confiance, collaboration » ZURICH, 1996
17. Y. Lachab « Le capital investissement en Algérie, perspectives et contraintes », Revue IFIDARD N°1, Décembre 2013 Marché financier et investissement

Lois et réglementation

1. Article 409-499 du code civil Algérien
2. Article 564, ordonnance N°96-27 du 9 décembre 1996 Code du commerce algérien.
3. Article 576, ordonnance N°96-27 du 9 décembre 1996 code du commerce
4. Article 592, Décret législatif n°93-08 Code du commerce algérien.
5. Article 644 du code civil Algérien
6. Décret exécutif n° 18-169 du 26 juin 2018 modifiant et complétant le décret exécutif n° 16-163 correspondant au 2 juin 2016 intitulé « Fonds national d'appui au développement des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle ».
7. Décret exécutif n° 18-169 du 26 juin 2018 modifiant et complétant le décret exécutif n° 16-163 correspondant au 2 juin 2016 intitulé « Fonds national d'appui au développement des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle »
8. JOURNAL OFFICIEL du 16 mai 1967, Ordonnance- n° 67-78 du 11 mai 1967 relative aux statuts du Crédit populaire d'Algérie, P 386.
9. Journal officiel Loi n° 17-01 du 10 janvier 2017, chapitre 2 « DE LA DEFINITION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE » art 5, art 7, art 11,art 14.
10. L'article 13 de la loi n°16-09 du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement

Bibliographie

11. Loi n° 17-01 du 10 janvier 2017 fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive. Chapitre 02 art.- 15
12. JORADP, Ordonnance 03-11 du 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit, p 10

Mémoire et travaux universitaires

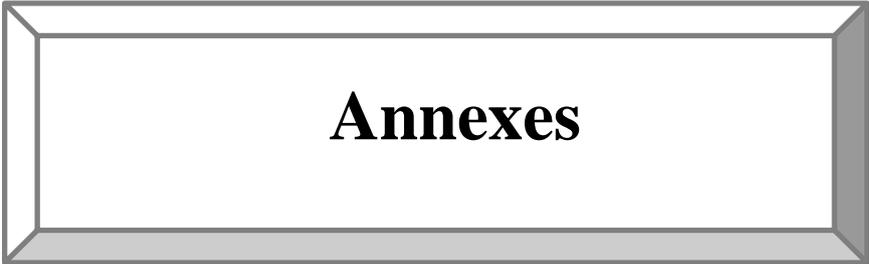
1. Cheikho « L'adoption des innovations technologiques par les clients et son impact sur la relation client- Cas de la banque mobile », thèse de doctorat en gestion et management, Université Nice Sophia Antipolis, 2015
2. Thi hong van pham, « FINANCEMENT BANCAIRE DES PME CAS D'ÉTUDE DU VIETNAM », Thèse de doctorat, faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec, 2010

Sites internet

1. www.finalep.dz
2. www.lematindz.net/news/24598-capitalinvestissement-lalgeriederniere-enAfrique-dunord.html
3. <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Credits-et-epargne/Credit-a-consommation>
4. <https://www.banque-france.fr/particuliers/guide/credit-consommation#les-penalites-en-cas-de-remboursement-anticipe>
5. <https://www.experts-comptables.fr/csoec/Manifestations/2018/Le-credit-bail-un-financement-malin-pour-les-entreprises>
6. universalis.fr/encyclopedie/autofinancement/3-le-choix-de-l-autofinancement
7. <https://www.afecreation.fr/pid4032/le-credit-bail.html>
8. <https://www.investopedia.com/terms/c/centralbank.asp>
9. <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/financements/credits-a-court-terme>
10. <http://www.sofinance.dz/sofinance-presentation.htm>
11. <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Credits-et-epargne/Credit-a-consommation>
12. <https://www.banque-france.fr/particuliers/guide/credit-consommation#les-penalites-en-cas-de-remboursement-anticipe>
13. <https://www.experts-comptables.fr/csoec/Manifestations/2018/Le-credit-bail-un-financement-malin-pour-les-entreprises>
14. <https://www.e-affacturation.fr/definition/credit-de-campagne>
15. <http://sabbar.fr/management/le-financement-des-activites/>
16. https://www.biat.tn/biat/Fr/avance-sur-marchandises_63_183
17. <https://jobphoning.com/dictionnaire/solde-intermediaire-de-gestion>
18. <https://www.l-expert-comptable.com/a/532438-definition-de-la-capacite-d-autofinancement-caf><https://www.compta-facile.com/ratios-financiers-calculs-et-explications/>
19. <https://www.cpa-bank.dz/index.php/fr/la-banque/presentation>
20. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialsector/brief/banking-system>

Bibliographie

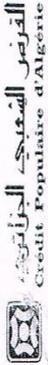
21. <https://www.investopedia.com/terms/i/investmentbank.asp>
22. www.credit-suisse.com/garantiehandbuch-fr
23. www.bank-of-algeria.dz
24. <https://www.investopedia.com/terms/b/bankcredit.asp>
25. <https://www.algerie-eco.com/2023/04/17/fgar-308-milliards-da-accordes-aux-pme/>
26. <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/financements/credits-a-court-terme>



Annexes

Annexe 1 : Bilan comptable

Feuille de dépeillement du bilan



Identifiant Client dans Delta-Bank
Raison sociale
Numéro de compte

Client et Réseau CPA
Groupe d'exploitation
Agence
Nom du chargé d'études

Formulaire de dépeillement des données financières

Fonds Actif	2019		2020		2021		2022		2023		2024		M-1/N-2
	2019	2020	2020	2021	2021	2022	2022	2023	2023	2024	2024	M-1/N-2	
Capitaux acquis (ou goodwill positif ou négatif)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+0%
Immobilisations incorporelles	113 460 781	20 537 073	92 923 708	86 260 387	87 671 252	48%	-2%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Immobilisations corporelles	12 892 000	0	12 892 000	12 892 000	12 892 000	+0%	-0%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Terrains	70 344 941	12 892 366	57 461 574	57 601 033	64 311 633	0%	-10%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Bâtiments	30 224 840	7 614 707	22 550 134	15 767 334	10 467 419	+43%	+51%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres immobilisations en concession	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Immobilisations financières	87 500	0	87 500	400 000	0	-78%	-78%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Titres mis en équivalence-entreprise associées	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres participations et créances rattachées	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Prêts et autres actifs financiers non courants	87 500	0	87 500	400 000	0	-78%	-78%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Impôts différés actif	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL ACTIF NON COURANT	113 548 282	20 537 073	93 911 208	86 660 388	87 671 252	-1%	-1%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
STOCK ET ENCOURS	26 206 720	0	26 206 720	12 317 460	7 814 194	+113%	+58%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Stock de marchandises	26 206 720	0	26 206 720	12 317 460	7 814 194	-113%	-55%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Matières et fournitures	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Produits finis	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres (encours, à tester, ...)	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	45 202 286	0	45 202 286	31 769 433	12 309 257	+42%	+158%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Clients	39 630 460	0	39 630 490	27 449 387	5 200 590	-44%	-42%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres débiteurs	5 449 237	0	5 449 237	2 482 158	1 718 906	+20%	+44%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Impôts et assimilés	48 278	0	48 278	1 837 885	5 389 761	-97%	-66%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Autres créances et emplois assimilés	74 281	0	74 281	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
RESPONSABILITE ET ASSIMILES	11 881 365	0	11 881 365	3 948 615	6 166 028	+201%	-36%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Placements et autres actifs financiers courants	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Trésorerie Actif	11 881 365	0	11 881 365	3 948 615	6 166 028	-36%	-36%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Banque	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Caisse	11 881 365	0	11 881 365	3 948 615	6 166 028	+201%	-36%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Accrédités	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL ACTIF COURANT	83 340 374	0	83 340 374	48 035 537	26 289 481	+73%	+83%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL ACTIF	196 888 656	20 537 073	176 351 582	134 695 905	113 960 733	+31%	+18%	0	0	0	0	0	#DIV/0!
contrôle : écart actif-passif													

Annexe 2 : Compte de résultats

	TCR				Ratios bilantiels et d'activité				
	2 021	2 020	2 019	N-1	N	N-1	N-2	N-1	N-1/N-2
Chiffres d'affaire	145 111 925	90 141 565	83 641 412	481%	31%	17%	17%	+10%	+43%
Variation stocks produits fins et en cours	11 247 306	42 643 720	-50 729 327	-128%	-170	-295	-343	43%	-14%
Production immobilisée	0	0	0	#DIV/0!	-187	-311	-369	40%	-16%
Subvention d'exploitation	0	0	0	#DIV/0!	98	110	22	-10%	+390%
(1) Production de l'exercice	156 359 231	47 297 846	32 912 085	+231%	38%	29%	17%	+29%	+46%
Actifs consommés	-102 723 463	-18 746 590	-16 869 613	+448%	6%	3%	5%	5%	-42%
Services extérieurs et autres consommations	-8 455 637	-2 954 832	-1 487 147	+186%	5%	3%	6%	+39%	-44%
(2) Consommation de l'exercice	-111 179 104	-21 701 422	-18 356 760	+412%	0%	0%	0%	-100%	-38%
Impôts, taxes et versements assimilés	-21 253 355	-8 043 883	-465 202	+164%	100%	100%	100%	+0%	+0%
Charges de personnel	-1 617 914	-2 294 979	-2 082 714	-29%	4,24	1,76	2,35	+141%	+25%
Autres produits opérationnels	950 088	560 002	297	+70%	8,1%	3,5%	8,6%	+133%	-60%
Autres charges opérationnelles	-1 176 619	-316 818	-3 500	-271%	57,8%	50,7%	12,19%	+14%	-58%
Douanes aux amortissements, provisions et pertes de valeur	-7 700 164	-9 593 330	-592 012	-30%	2,0%	-2,5%	7,4%	-181%	-133%
Reprise sur pertes de valeurs et provisions	3 500 000	0	0	+1520%	31,1%	28,4%	17,4%	+10%	+63%
Produits financiers	0	0	0	#DIV/0!	15,4%	16,9%	14,4%	-9%	+18%
Charges financières	0	-2 722	-3 448	-100%	12,3%	6,6%	13,6%	+88%	-52%
Produits extraordinaires	22 662	0	0	#DIV/0!	0,0%	0,0%	0,0%	-100%	-27%
Charges extraordinaires	0	0	0	#DIV/0!	12,3%	6,6%	13,6%	+88%	-52%
Resultat de l'exercice avant impôts	17 904 765	5 947 714	11 688 745	+203%	80%	93%	93%	-5%	-3%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-3 666 112	-1 204 796	-1 045 231	+195%	0%	0%	0%	#DIV/0!	#DIV/0!
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	0	0	0	#DIV/0!	100%	72%	100%	-38%	-26%
Resultat net de l'exercice	14 238 653	4 689 918	9 783 514	+205%	14%	7%	7%	+104%	-3%
Détail du CA:					#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Vente de marchandises				#DIV/0!					
Produits fabriqués				#DIV/0!					
Prestations de services				#DIV/0!					
Vente de travaux				#DIV/0!					
Produits annexes				#DIV/0!					
Rabais, Remise, Ristournes accordées				#DIV/0!					



Table des matières

Table des matières

REMERCIEMENTS	4
DEDICACES	5
SOMMAIRE.....	I
LISTE DES ABREVIATIONS	II
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES FIGURES.....	V
RESUME.....	VI
SCHEMA RECAPITULATIF	VII
INTRODUCTION GENERALE.....	A
CHAPITRE 01 : GENERALITE SUR LES PME ET LES BANQUES	1
SECTION 01 : PRESENTATION DE LA PME	3
1 <i>Définition de la PME</i>	3
1.1 Définition universelle	3
1.2 Définition de la PME dans le contexte algérien.....	4
2 <i>Caractéristiques des PME</i>	5
3 <i>Rôle des PME</i>	5
3.1 Sur le plan économique.....	5
3.2 Sur le plan social.....	6
4 <i>Diagnostic économique des PME</i>	6
4.1 Diagnostic interne	6
4.2 Diagnostic externe	7
5 <i>La PME en Algérie</i>	7
5.1 Evolution du secteur des PME en Algérie.....	7
5.2 Les contraintes de développement des PME en Algérie	9
5.3 Perspectives et politiques de développement de la PME	10
Appui au développement des PME.....	10
Appui à l'investissement	11
Promotion de la compétitivité industrielle	11
SECTION 02 : LA BANQUE	12
1 <i>Définition de la banque</i>	12
2 <i>Typologies de la banque</i>	13
• Banque centrale	13
• Banque commerciale.....	13

Table des matières

• Banque de dépôt.....	13
• Banque de détail	14
• Banque d'affaire.....	14
• Banque d'investissement	14
• Banque islamique.....	14
3 Fonctions de la banque.....	15
3.1 Fonction de Gestion de système de paiement.....	15
• Banque en ligne.....	15
3.2 Fonction de conseil	16
3.3 Fonction de garantie	16
4 Système bancaire algérien.....	16
4.1 Evolution	16
4.1.1 A la veille de l'indépendance	16
4.1.2 La création du système bancaire Algérien (de 1962-1970).....	16
4.1.3 Le système bancaire Algérien après la grande réforme de 90	17
4.2 Perspectives d'évolution du secteur bancaire algérien.....	18
SECTION 03 : LA RELATION « BANQUE -PME ».....	20
1 <i>Relation d'agence : Entre incertitude et opportunisme</i>	20
1.1 Asymétrie d'informations	20
2 <i>Les facteurs qui influencent l'accès des PME au financement bancaire</i>	21
3 <i>Les relations de clientèle comme moyen de réduction du rationnement du crédit aux PME</i>	23
4 <i>Les attentes de la relation Banque-PME</i>	24
CHAPITRE 02 : LE FINANCEMENT DES PME	26
SECTION 01 : MODALITES DE FINANCEMENT	28
1 <i>Stratégies et besoins de financement</i>	28
2 <i>Structure et sources de financements : la quête aux ressources</i>	29
2.1 Structure de l'entreprise	29
2.2 Sources de financement.....	30
2.2.1 Financement interne : L'autofinancement	31
2.2.2 Financement externe.....	32
SECTION 02 : LE RECOURS AU CREDIT BANCAIRE.....	40
1 <i>Définition</i>	40
2 <i>Caractéristiques</i>	41
3 <i>Coût du crédit</i>	41
4 <i>Rôles</i>	42
5 <i>Types de crédit</i>	43
5.1 Crédits d'investissement	43
5.1.1 Crédit à moyen terme.....	43
5.1.2 Crédit à long terme	43
5.2 Crédit-bail.....	43

Table des matières

5.3	Crédit d'exploitation	44
5.3.1	Crédit par caisse.....	44
5.3.2	Crédits par caisse spéciaux	46
5.3.3	Crédit par signature	49
6	<i>Risques financiers associés à l'octroi de crédit</i>	50
SECTION 03 : ANALYSE FINANCIERE.....		52
1	<i>Définition de l'analyse financière</i>	52
2	<i>Utilité de l'analyse financière</i>	52
3	<i>Objectifs de l'analyse financière</i>	53
4	<i>Importance de l'analyse financière</i>	53
4.1	Les dirigeants	53
4.2	Les prêteurs.....	53
4.3	Les actionnaires.....	54
4.4	Les salariés	54
5	<i>Diagnostic économique & financier de l'entreprise</i>	54
5.1	Le bilan financier	54
5.1.1	Passage du bilan comptable au bilan financier	54
5.1.2	Les principaux postes du bilan financier	54
5.2	Compte de résultats	55
5.2.1	Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)	55
5.3	La méthode des masses financières (Approche globale)	57
5.4	La Méthode Des Ratios	58
CHAPITRE 03 : CAS PRATIQUE D'UNE ANALYSE FINANCIERE D'UN CREDIT D'EXPLOITATION		61
SECTION 01 : PRESENTATION DE L'ORGANISME D'ACCUEIL		63
1	<i>Historique du Crédit populaire d'Algérie</i>	63
2	<i>Présentation du Crédit populaire d'Algérie</i>	64
3	<i>Description de l'agence 199</i>	64
3.1	Organigramme d'agence de première catégorie	65
3.2	Missions et rôles	66
3.2.1	La direction	66
3.2.2	Les services	66
SECTION 02 : ETUDE DE CAS D'UN DOSSIER D'EXPLOITATION.....		67
1	<i>Constitution du dossier</i>	67
1.1	Dossier de base	67
1.2	Situation fiscale et parafiscale.....	67
1.3	Dossier relatif à l'exploitation	67
2	<i>Objet du crédit</i>	68
3	<i>Identification du demandeur de crédit</i>	68
SECTION 03 : ANALYSE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE.....		70
1	<i>Analyse rétrospective</i>	70

Table des matières

2	<i>L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion</i>	76
3	<i>Analyse par les grandes masses</i>	77
3.1	Analyse de l'équilibre financier	77
3.2	Analyse par les ratios	78
3.2.1	Ratios de gestion de trésorerie	78
3.2.2	Ratios de liquidité	79
3.2.3	Ratios de rentabilité.....	79
3.2.4	Ratios de structure financière.....	80
3.2.5	Ratios de solvabilité	81
4	<i>Autres facteurs</i>	81
5	<i>Avis personnel sur la situation de l'entreprise</i>	82
	CONCLUSION GENERALE	84
	BIBLIOGRAPHIE	89
	ANNEXES	94
	TABLE DES MATIERES	97